

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET
POPULAIRE**

UNIVERSITÉ ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAÏA



**Faculté De Sciences Humaines Et Sociales
Département De Sciences Sociales**

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention d'un diplôme de master II

Option : Sociologie des organisations et du travail (S.O.T)

Thème :

**La sociologie du travail en Algérie : entre les grands auteurs
et les principales bases théoriques**

Analyse de contenu des quelques documents

Présenté par :

Bensoltane Abdennour

Ferreira Antonieta Herminia Tovela

Encadré par :

Dr. Faradji Mohand Akli

AsusAnnée universitaire : 2021- 2022

Remerciement

Je m'adresse en tant que rédacteur ce modeste du travail lié de notre thème mes sincères profonds remerciements à celles et ceux qui ont contribué à nous aider, soit près ou de loin, en particulier Monsieur FARADJI MOHAND AKLI, notre encadreur qu'il nous a beaucoup aidé avec ses précieux conseils et ses orientations tout longue de notre travail, et aussi, ma famille, mes parents, mes amis et amies qui m'encouragent sans cesse avec un amour inconditionnel bien partagé.

Je tiens à remercier aussi à chaque membre de la faculté des sciences humaines et Sociales aussi toutes et tous les enseignants qui m'ont enseigné sans épargnés leurs efforts depuis mes premières années universitaires jusqu'à Master II.

Aussi, je tiens à remercier ma chère collègue, ma binôme, Ferreira Antonieta Herminia Tovela, une étudiante compréhensive ardente dans son travail, souriante toujours dans son joli visage à ses camarades, que je la souhaite la bonne route réussite de sa vie.

Abdenour Bensoltane

Dédicace :

Je dédie ce modeste travail à :

A la mémoire de maman, que votre âme repose en paix ma chère maman et que le bon Dieu lui accorde sa sainte miséricorde et l'accueille dans son vaste paradis.

Aussi mon père, que je l'aime beaucoup, qui m'a soutenu durant tous ces années écoulées jusqu'à ce stade d'accomplissement de rédaction du mémoire, que le bon Dieu me le garde.

Et bien sur mon cher frère Zidane qui était toujours avec moi avec un partage inconditionnel dans tous divers situations soit dans les situations aisées ou difficiles jusqu'à la finalisation , ma grande sœur Hanane que je la considère toujours en tant que ma deuxième maman pour moi, une magnifique sœur avec une forte caractère de personnalité que je la souhaite la bonne réussite de sa vie , et bien sur ma petite sœur Fatima , et mes grands frères Maklouf et son épouse Zouba , aussi Lahlou et Kamila, qui ont vraiment toujours avec moi soit au côté moralement ou de côté financier durant toute année, je vous remercie infiniment avec une ultime gratitude et reconnaissance de ma part .

Abdenmour Bensoltane

Remerciement

Au terme de ce modeste travail, je tiens d'abord à exprimer ma gratitude au Dieu tout puissant de m'avoir accordé la force et le courage qui j'ai amené jusqu'au bout de la recherche, sans son amour rien ne serait possible.

Je tiens aussi à remercier notre promoteur FARADJI MOHAND AKLI, pour avoir accepté à nous encadrer et nous avoir suivis durant tout le processus de la réalisation de notre travail avec ses précieux conseils et orientations au long de notre travail.

Je remercie également tous les enseignants qui m'ont enseigné pendant notre parcours académique.

Je tiens à exprimer mes profonds remerciements à ma famille et surtout, ceux qui m'ont encouragé, aidé de diverses formes dans l'accomplissement de ce travail.

Que toutes ces personnes trouvent ici l'expression de mon éternel amour car ce travail est le résultat de leur chaleur pour faire de moi ce que je suis aujourd'hui, sans cesse avec un amour inconditionnelle bien partagé, spécialement :

À mes deux pères : Arão Armando Ferreira, David Fausto Da Silva.

À mes chères sœurs : Dulce, Salva, Nucha et Laura pour ses soutiens moral, financier et encouragement, à ma cuisine Suraia et mon neveu Junior votre tendresse bonté et amour restant toujours dans mon cœur.

À mon oncle José Tovela que ma beaucoup aidé et soutenu financièrement.

Et finalement à mes chères amies : Lurdes, Eunice, Noemia, Amira, Dalva, Yara, Bercia, Silvana, Iria, Marcia, Moddy, qui m'ont toujours soutenant et à que je souhaite plus de sucées.

À mon binôme Abdennour Bensoltane qui m'encouragé et qu'avait toujours de la patience avec moi.

À tous ceux qu'ont partagés avec moi tous les moments d'émotion lors de la réalisation de ce travail, ils m'ont chaleureusement supporté, encouragé, me donnent de l'amour et de la vivacité.

Ferreira Antonieta Herminia Tovela

Dédicace

Je dédie ce modeste de travail la fin d'études de master avec ma profonde gratitude et sincèrement :

A la mémoire de ma mère Ana Rosa Rafael Tovela et spécialement à la mémoire de ma chère sœur Ana Rosa Tovela Ferreira ma deuxième maman qui a soutenue tous mes parcours d'étude, aucun hommage ne pourrait être à la hauteur de l'amour dont elle ne cesse de me combler.

Leur encouragement, leur affection et leurs conseils qui m'ont conduit qui je suis aujourd'hui.

Je dédie aussi à moi-même, pour le dévouement durant tout mon parcours d'étude, la résilience, la persévérance, la concentration dans mes objectifs et pour la volante.

Ferreira Antonieta Herminia Tovela

Liste d'abréviations

FLN	Front De Libération National
CGTU	Confédération Générale Du Travail Unitaire
EGSA	Établissement De Gestion De Services Aéroportuaires
UGTA	Union Générale Des Travailleurs Algériens
PPA	Partie Du Peuple Algérien
MTLD	Mouvement Pour Le Triomphe Des Libertés Démocratiques
FMI	Fonds Monétaire International
PMI	Petite Et Moyenne Industrie

Sommaire

La liste des abréviations

Introduction générale.....1

Première partie

Partie théorique et méthodologique de la recherche

Chapitre I : Problématisation de l'objet d'étude

Préambule

1. Les raisons de choix de thème.....4
2. Les objectifs de la recherche.....4
3. L'exploration documentaire.....4
4. Étude intérieure.....4
5. La problématique.....14
6. Les hypothèses.....20
7. Définition des concepts.....21

Synthèse de chapitre

Chapitre II : La méthodologie et technique de recherche utilisée

Préambule

1. La méthode utilisée26
2. La technique utilisée26
3. La moyenne utilisée dans l'analyse de contenu.....27
4. Les étapes utilisées dans l'analyse de contenu.....27
5. Le champ d'analyse28
6. Les avantages et les inconvénients de l'analyse de contenu28
7. Les difficultés rencontrées29

Synthèse de chapitre

Chapitre III : La sociologie de connaissance

Préambule

1. Définition31
2. Ses fondateurs.....31

3. Son approche épistémologique	32
4. L'objet d'étude de la sociologie de la connaissance	33
Synthèse de chapitre	

Chapitre IV : La sociologie du travail

Préambule

1. Aperçu historique de la sociologie de travail.....	36
2. Le Taylorisme.....	38
3. L'école de relations humaines.....	39
4. La définition de la sociologie travail.....	39
5. Père fondateurs de la sociologie de travail en France	40
6. Les thèmes abordés dans la sociologie de travail	40

Synthèse de chapitre

Chapitre V : Le travail en Algérie

Préambule

1. La situation politique et sociale de l'Algérie.....	43
2. La population active.....	45
3. La situation du marché du travail en Algérie.....	45
4. Les principales caractéristiques du marché du travail en Algérie.....	49
5. Les déterminants individuels du choix du statut d'occupation.....	52
6. La politique d'emploi.....	52

Synthèse de chapitre

Deuxième partie

Partie pratique : Analyse de contenu

Chapitre VI : Les principaux discours sociologiques sur le travail en Algérie

Préambule

➤ Section1 : L'entreprise industrielle en Algérie et l'ouvrier majoritaire : Djamel Guerid.....	56
➤ Section2 : syndicalisme et le mouvement ouvrier : Nasser Djabi.....	64
➤ Section3 : Le capital privé et les patrons d'industries en Algérie 1962-1982 : Djilali Liabès.....	75
➤ Section4 : L'immigration des algériens vers la France : Abdelmalek Sayed.....	83

➤ Section 5 : L'organisation industrielle : Ali El kenz.....	86
--	----

Synthèse de chapitre

Chapitre VII : Analyse thématique

Préambule

1. Analyse de la section 1	89
2. Analyse de la section 2.....	93
3. Analyse de la section 3.....	99
4. Analyse de la section 4.....	104
5. Analyse de la section 5.....	106

Analyse sociologique des transformations de la sociologie du travail en Algérie (vérification des hypothèses)111

Conclusion générale.....112

Référence bibliographiques.....114

Introduction

Introduction

La sociologie nous donne un modèle d'analyse sociologique théorique et la pratique à la fois en accentuant l'aspect scientifique sur la mise en évidence des multiples intérêts et en construisant des consensus qui définissent le savoir accepté par la communauté scientifique. La sociologie de la connaissance, terme inventé par Max Scheler considère la connaissance comme un objet et un sujet. C'est une branche de la sociologie qu'elle était pour l'objet de la connaissance humaine qu'on le considérant comme un phénomène social, c'est-à-dire dont l'élaboration est influencée ou déterminée par des circonstances socio-historiques et culturelles particulières, aux modes de pensée des acteurs saisis en fonction de leur groupe d'appartenance et de la situation qu'ils occupent dans un état de société donné, la manière dont les gens pensent et connaissent effectivement au quotidien, s'intéresse donc à la production de connaissance avec l'interprétation¹.

La sociologie du travail est l'une des plus anciennes revues de sociologie françaises centrée sur un domaine du travail, n'en demeure pas moins une revue de sociologie générale, en prise avec les problèmes d'actualité, parce que le travail ne peut être isolé d'interrogations plus larges sur les changements sociaux, économiques, politiques, institutionnels et culturels. L'extension de l'industrialisation sur tout le territoire et l'accroissement des effectifs ouvriers sont, dans la conception industrialiste, la garantie du passage assuré de la société à une étape supérieure de son histoire. En effet, l'ouvrier resocialisé par l'entreprise selon les normes de la civilisation industrielle, ne peut fonctionner, dans son environnement, que comme agent de diffusion de la nouvelle culture. Le champ de la sociologie de travail est entièrement occupé par des systèmes de raisonnement et des problématiques qui tout concourent à l'imposition de l'image classique de l'ouvrier industriel tel qu'il a été produit par l'industrialisation européenne et tel que les sociologues et les socialistes du vieux continent en ont fixé les traits caractéristiques.

La sociologie du travail en Algérie en tant que discipline enseignée a fait sa première apparition durant la période coloniale, à l'université d'Alger, dont elle intervient à un tournant décisif pris par la politique nationale de l'emploi. La qualité de l'étude, outre le fait d'avoir suscité un débat approfondi autour d'une question récurrente de développement, présente l'avantage d'avoir associé activement à la réflexion aux côtés d'experts nationaux issus de

¹ Giovanni Busino, : « *Matériaux pour l'histoire de la sociologie de la connaissance* », Revue européenne des sciences sociales [En ligne], mis en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 30 Mai 2022, URL : <http://ress.revues.org/187>.

Introduction

différents secteurs d'activité, des représentants d'organisations syndicales et patronales au fait des problèmes réels du pays.

La sociologie du travail en Algérie consacre un travail qui permet de cerner les contours du cadre légal d'évolution de l'économie nationale et d'analyser avec pertinence en tant que les causes et les conséquences de la crise dans la société Algérienne existent.

Aujourd'hui, le travail vise d'une part à faire le point sur la situation et les tendances du marché du travail dans le pays, d'autre part, à proposer des éléments pour une politique nationale de l'emploi. Parmi les auteurs les plus célèbres sur le phénomène de travail en Algérie nous citerons celles de Pierre Bourdieu sur travail et travailleurs, de 1963, dont il considère le travaillent Algérie la déstructuration de la société traditionnelle algérienne confrontée à l'introduction de l'économie de marché ne produit pas seulement chômage et précarité parmi les sous-prolétaires, mais un bouleversement de leurs conduites économiques et de leurs repères temporels « *l'Algérie du silence a trouvé ses écrivains publics. En rapportant et en exprimant, quand il le peut, dans le langage des chiffres ce que d'autres hommes lui ont dit et ce qu'ils n'ont pas dit mais que leurs mots et leurs actions trahissaient, le sociologue s'essaie à dévoiler la vérité de ce passé, gros de la vérité du présent qui le nie, le dépasse et par là même le conserve* »². Il s'attache à montrer la manière dont le système colonial dépossesion des terres, déstructuration de l'organisation tribale, déplacements a produit un sous-prolétariat urbain aliéné et exploité. Il s'attarde en particulier sur le décalage entre les attitudes de ce sous-prolétariat, socialisé dans des sociétés traditionnelles fondées sur l'agriculture, et les conditions imposées par le système du travail salarié lié au capitalisme introduit par la colonisation. C'est en premier lieu une sociologie de la dépossesion : paysan sans terre, travailleur sans travail, sans métier ou sans profession, citadin sans cité, traditionnaliste par désespoir, déculturé. Le travailleur algérien est dépossédé, exploité, aliéné et en même temps inadapté au système qui l'exploite, puisqu'il s'agit d'examiner l'intégration au système capitaliste du prolétariat algérien.

En effet, les études sur le travail en Algérie sont fortement corrélées à la sociologie du travail qu'elle s'influence sur les perspectives des sociologues algériens.

² Cet article se base sur des données d'enquêtes recueillies dans le cadre du projet ESTIME : *les pratiques d'enseignement et de recherche en sciences sociales en Algérie (CREAD/IRD)*. Sociologie en Algérie : état des lieux Mohamed Benguerna, Azzedine Lamria Dans Sociologies pratiques 2007/2 (n° 15), pages 137 à 148

Introduction

Notre travail de recherche a pour objectif analyser sociologiquement et comprendre la sociologie du travail en Algérie, entre les grands auteurs et les principales bases théoriques. Pour ce faire, nous avons divisé notre travail de recherche en deux parties.

La première partie concerne le cadre théorique et méthodologique de la recherche, composée de cinq chapitres :

- Chapitre I. La Problématisation de l'Object,
- Chapitre II. La méthodologie et la technique de recherche.
- Chapitre III. La sociologie de connaissance
- Chapitre IV. La sociologie du travail.
- Chapitre V. Le travail en Algérie.

La deuxième partie concerne la partie pratique de notre recherche et est composée de deux chapitres :

- Chapitre VI. Les principaux discours sociologiques sur le travail.
- Chapitre VII. L'analyse thématique de contenu.

Enfin nous terminons notre recherche par l'analyse sociologique des transformations de la sociologie du travail en Algérie en guide de vérification des hypoteses, une conclusion générale et une présentation de la liste bibliographique.

Première partie :
Partie théorique et méthodologique

Chapitre I
Problématisation de l'objet d'étude

Préambule

Dans ce chapitre, on se réfère au cadre théorique ou conceptuel de notre recherche. Nous allons expliciter les différentes raisons qui nous ont poussés à travailler sur la sociologie du travail en Algérie, ses grands auteurs sur la thématique abordée, ainsi que les objectifs que nous voulons les atteindre et nous en citerons dans ce chapitre. Nous allons aussi présenter un petit résumé de Pierre Bourdieu (travail et travailleurs), ainsi que notre problématique qui représente le cœur de notre recherche, les hypothèses et ensuite la définition des concepts clés qui sont issus ces dernières.

1- Les raisons de choix de thème

Nous avons choisi de travailler sur la sociologie du travail en Algérie entre les grands auteurs et les principales thématiques de base parce que c'est un thème qui nous tient au cœur, un thème qui revient toujours à l'actualité par rapport le contexte historique dans la société algérienne et qui est au centre de la société Algérienne comme sujet traité et comme un phénomène social mérite d'étudier, aussi afin d'approfondir nos connaissances théoriques sur cette thématique omniprésente dans toutes sortes des organisations en Algérie et enfin l'intérêt particulier que représente les concepts des sociologues algériens au sein de domaine du travail et l'importance du thème par rapport à la sociologie et aux sciences économiques psychosociologique qui consistent bien une étude minutieuse et rigoureuse sur cette question comme le travail et qui est l'un des facteurs primordiaux du développement économique du pays.

2- Les objectifs de la recherche

- Connaître l'aperçu historique de travail dans la société algérienne à travers des principales bases théoriques.
- Savoir si la sociologie du travail en Algérie a contribué pour le développement de la société algérienne.
- Identifier et comprendre les principaux éléments du travail dans la société algérienne.
- Enrichir nos connaissances dans le domaine du travail en se basant à des thématiques abordes dans la société algérienne et connaître la vision des grands auteurs algériens.
- Mettre en valeur la touche des auteurs algériens dans le domaine du travail.

3- Exploration documentaire

Le but l'exploration est d'avoir des informations sur notre sujet et, nous avons fait une exploration à la base de la lecture des documents qui sont liés à notre sujet afin de les bien cerner, élaborer notre problématique et formuler nos hypothèses.

Comme disait, Manuel Quivy « *l'exploration comprend les opérations de lecture visent essentiellement à assurer la qualité du questionnement* »³, il s'agit d'atteindre une certaine qualité d'information sur l'objet étudié et de trouver les meilleures manières de l'aborder et de concevoir une problématique.

4- Études antérieures

Le travail est vu de différentes manières dans l'environnement organisationnel. La sociologie du travail en Algérie nous pousse à explorer une multitude de pistes sociologiques et économiques à la fois, formulées par des sociologues et des économistes algériens sur un continuum historique d'une jeune nation en mutations permanentes. Les grandes réalisations politiques, économiques, industrielles et socio-culturelles, concrétisées en application du projet de développement forcé, provoquent des dysfonctionnements dans l'animation économique et sociale du pays ; les situations se compliquent lorsqu'on projette de réaliser un développement identique à celui des pays industrialisés, tout en maintenant une identité liée à une organisation sociale traditionnelle. L'impact des projets économiques est décelable jusqu'au niveau des dispositifs règlementaires, conditionnés par la volonté politique et des différents gouvernements depuis 1962. L'importance de la réglementation laisse croire la symbolique attachée à l'organisation du travail, celle-ci peut être saisie à partir des phénomènes identifiés sur les lieux du travail à travers l'organisation des entreprises algériennes et en particulier le comportement organisationnel de l'Algérie dans son milieu professionnel.

À présent, nous allons illustrer la vision de célèbre auteur, sociologue contemporain français de celui Pierre Bourdieu et ses particularités, dans le monde de travail algérien.

Eude de Pierre Bourdieu- Travail et travailleurs

Cette étude fait en 1963 à partir d'une enquête collective menée dans un contexte de guerre, il dissèque les rapports de domination propres au système colonial mis en œuvre par

³ LucVan Compenhoudt, Raymond Quivy « *manuel de recherche en sciences sociales*, 4^e édition, DUNOD, p.8.

la France en Algérie. La déstructuration de la société traditionnelle algérienne confrontée à l'introduction de l'économie de marché ne produit pas seulement chômage et précarité parmi les sous-prolétaires, mais un bouleversement de leurs conduites économiques et de leurs repères temporels. « *L'Algérie du silence a trouvé ses écrivains publics. En rapportant et en exprimant, quand il le peut, dans le langage des chiffres ce que d'autres hommes lui ont dit et ce qu'ils n'ont pas dit mais que leurs mots et leurs actions trahissaient* »⁴, le sociologue s'essaie à dévoiler la vérité de ce passé, gros de la vérité du présent qui le nie, le dépasse et par là même le conserve. « *Peu de pays colonisés ont connu des bouleversements aussi profonds que l'Algérie, même rurale : faut-il conclure que les couches les plus révolutionnée, paysannerie et sous-prolétariat urbain, soient les plus révolutionnaires ? Les contradictions que le système colonial a engendrées et qui survivent à sa disparition ne sont-elles pas d'autant plus redoutables qu'elles sont plus cachées et qu'il est trop tentant de n'y voir que le fantôme du colonialisme défunt ?* »⁵ Donc Bourdieu traite essentielles de comportement des divers classes de la société musulmane d'Algérie face à l'économie capitaliste importée par la colonisation. Il ne saurait laisser les géographes indifférents « *des faits déjà observés dans un pays où l'agriculture emploie thés incomplètement des personnes actives et où la plupart des citations vivent dans la hantise du chômage. Sans aucune spécialisation pour la plupart des habitants des villes, en grande partie d'origine rurale récente, sont de prendre au hasard le premier emploi qui se présente à eux, souvent grâce au piston, au bakchich, à la solidarité familiale ou tribale, voire à la simple débrouillardise. Hormis les classes aisées, la divisions des travailleurs. En ville se fait entrée qui ont un métier régulier, donc un revenu stable, ce sont déjà des privilégiés surtout s'ils ont une qualification, et ceux qui errent d'un emploi à l'autre, chômeurs, semi-chômeurs formant un véritable sous-prolétariat* »⁶.

Bon c'est dans l'agriculture que le revenu est généralement le plus bas, qu'il s'agisse des propriétaires ou des salariés. Mais il n'est pas beaucoup plus élevé chez les artisans et la plupart des petits commerçants, devenir employé ou ouvrier régulier est pour leurs fils, une promotion sociale enviée. Mais l'entrée d'un salaire régulier, dans cette cellule économique qu'était la famille restée patriarcale, bouleverse la hiérarchie au profit de son bénéficiaire, fut-il un fils, même cadet. L'indépendance des jeunes qui peu à peu acquièrent l'esprit de calcule

⁴ Bourdieu P, Darbel A, Rivet J.-P et Seibel C : *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouto.

⁵ *Certaines rencontres participent à cette prise de conscience.* Voir Bourdieu, 2008.

⁶ Bourdieu P. et al : *Travail et travailleurs en Algérie*. p. 266.

saisissent le rapport travail-revenu, favorise le morcellement de la famille traditionnelle en ménages. Par ailleurs les difficultés d'adaptation Algériens, même aisés, à l'économie moderne se traduisent par très petit nombre de chefs d'entreprise et la préférence marquée pour les professions libérales et le fonctionnement. Bourdieu demeure attaché à une approche structuraliste comme moyens d'atteindre objectivement à la structure symbolique objective et subjectivée des positions sociales, qu'il réaménage pour penser les rapports de domination à travers les mécanismes de leur reproduction.

Les transformations d'une société :

Travail et travailleurs de Pierre Bourdieu initié en fondement d'une façon de faire la sociologie et de comprendre le phénomène social. Dans la situation coloniale, le travail apparaît alors pour Bourdieu comme « *le lieu par excellence du conflit entre les modèles traditionnels et les modèles importés et imposés par la colonisation, ou si l'on veut, entre les impératifs de la rationalisation et les traditions culturelles* »⁷. Sa définition du travail n'est donc pas réductible à la seule réalisation d'une activité rémunérée, le travail constitue ici l'exemple paradigmatique d'un cosmos économique qui par les nécessités économiques qu'il impose à l'ensemble d'une population, la subordonne par la même occasion, parfois de la manière la plus brutale, à un ensemble de conduites spécifiques. Comprendre le rapport de la société algérienne au travail salarié permet d'entrevoir l'attitude à l'égard d'un système économique, le capitalisme qui en plus de lui être étranger, déstabilise tout un ensemble de croyances et de conduites collectives. Pour lui la condition de rationalisation salariat fait état d'un marché du travail fortement polarisé : une masse considérable de travailleurs sans qualification côtoie une petite élite, composée de salariés stabilisés grâce à des compétences rares ou élevées, et de petits fonctionnaires qui doivent leur place à la fortune d'un bon piston, « *Entre sous-prolétaires subordonnés à la providence et travailleurs permanents assurés de leur emploi* »⁸, Bourdieu ne se contente pas de mesurer les écarts qui les séparent mais évalue leurs effets sur leur vision du monde social, il en tire une analyse de la précarité aussi fine que précoce, anticipant de vingt ans les conséquences de la future crise qui allait progressivement tirer l'hexagone de son insouciance.

Bourdieu part d'une donnée simple qui dépasse le cadre du travail « *87 % des travailleurs algériens n'ont aucune qualification. Dans un tel contexte, la plupart du temps ce*

⁷ Bourdieu P. et al : *Travail et travailleurs en Algérie*.p.274.

⁸ *Les meilleurs emplois sont monopolisés par quelques familles*.p.171.

n'est pas le travailleur qui choisit son travail, mais, si l'on peut dire, le travail qui choisit le travailleur, le patron, ou le hasard. La conscience aiguë de leur déqualification tout comme celle de leur surnombre saturant le marché du travail concourt à placer toute leur existence professionnelle sous le signe de l'arbitraire qui conduit les travailleurs algériens à attribuer l'obtention d'un emploi moins à leurs efforts qu'à l'effet du hasard ou du Mektoub »⁹, Impossible pourtant de se laisser dominer par la torpeur : l'urgence économique quotidienne les oblige à une mobilisation à la fois tous azimuts et permanente pour trouver des sources de rémunération aussi rares que fragiles. En ce sens, les années d'adolescence sont les plus difficiles de l'existence, c'est l'époque de l'instabilité forcée et des métiers de fortune, y compris pour ceux qui auront par la suite un emploi permanent. Si certains en viennent à soudoyer des contremaîtres sur les chantiers, la seule option qui demeure pour ceux qui n'ont ni métier, ni instruction, ni argent est la puissance des protections, du coup d'épaule et des connaissances au point que tous partagent la conviction, non moins irrationnelle, que les relations, la position, la débrouillardise. Ce sentiment est alors renforcé par un ensemble de pratiques traditionnelles d'entraide et de réciprocité qui encouragent la cooptation dans l'embauche, le népotisme, ici, est une vertu, d'autant plus pour les positions les plus subalternes pour qui la personnalisation du rapport s'impose comme la seule protection contre un ordre rationalisé dans lequel ils sont jetés sans arme ni bagage et principe d'explication universel. Dès lors, dans de telles conditions, ce ne sont pas, à proprement parler, les entreprises qui recrutent ; l'embauche est en fait le résultat d'une sorte de cooptation spontanée entre les ouvriers.

Leurs relations de travail sont ainsi souvent inexistantes ou exécrables, amenant Bourdieu à souligner « *un refus généralisé d'adhérer à un univers globalement détesté, une volonté de le fuir et de marquer une coupure aussi tranchée que possible entre le milieu de travail où l'on se sent inférieur et étranger, et la vie propre, la vie familiale qui, par compensation, prend une place très grande* »¹⁰. Face à une activité dont on n'attend rien, la rémunération devient de fait la seule préoccupation et par la même, la principale source d'insatisfaction. En somme, placés devant l'alternative de la misère du chômage ou de la pauvreté du travail, les plus démunis ont souvent à choisir entre la faim et le mépris, les conduisant au final à une attitude de démission, conséquence du découragement et de la perte

⁹ Ibid.

¹⁰ Bourdieu P : *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit, 1980b, p. 253.

d'estime de soi qui sont déterminés par l'instabilité constante de l'emploi et l'accoutumance au chômage prolongé. Bourdieu est donc marqué par l'extrême précarité qui sévit sur la majeure partie de la population salariale Algérienne, d'autres conduites à l'égard du travail viennent corroborer son approche wébérienne des effets de la présence coloniale en Algérie. Pour Bourdieu, plus les travailleurs sont soumis à la pression économique, moins ils disposent du recul nécessaire à une bonne appréhension de leur besoin et des moyens de les gérer.

Ainsi, tandis que le chômage et l'emploi intermittent interdisent l'élaboration d'un plan de vie rationnel, conditions de l'adaptation à l'économie capitaliste, Bourdieu observe à l'opposé que les ouvriers de l'industrie font au jour le jour et à chaque moment l'apprentissage de la rationalité. Quand les plus précaires souffrent du manque d'un ensemble de contraintes qui définissent une organisation cohérente du temps et un système d'attentes concrètes, ces salariés permanents sont imprégnés de rationalité, tant par leur socialisation que par l'organisation du travail, « *Parce que leur vie professionnelle les met en contact avec les Européens comme en témoigne le taux élevé de bilinguisme qui caractérise la catégorie, parce que tout leur milieu de travail et leur travail même sont soumis aux impératifs de la rationalisation* »¹¹, ces salariés acquièrent un ethos rationaliste du fait qu'ils sont contraints d'accomplir des gestes rationnellement rythmés et mesurés dans le travail à la chaîne par exemple, à l'intérieur d'un espace rationnellement organisé, conduits à manipuler des outils qui, en tant que science réifiée, que l'on ne saurait appliquer sans posséder au moins une connaissance du premier genre des principes qui les fondent. Pour Bourdieu, il existe un *processus* d'ouvriérisation ou d'usinisation, termes qu'il justifie par les institutions totales, « *le processus par lequel les travailleurs s'approprient leur entreprise, et sont appropriés par elle, s'approprient leur instrument de travail et sont appropriés par lui, s'approprient leur syndicat et sont appropriés par lui, etc.* »¹², « *Dans ce processus, on peut distinguer plusieurs aspects le premier, tout négatif, consiste dans le renoncement aux enjeux extérieurs. Ces enjeux peuvent être réels ce sont les travailleurs émigrés qui envoient leur argent dans leur famille, achètent chez eux des terres ou du matériel agricole ou des magasins, ils peuvent être imaginaires mais non moins effectifs, ce sont ces travailleurs émigrés qui, bien qu'ils aient perdu peu à peu tout espoir réel de rentrer chez eux, restent en transit et ne sont ainsi jamais complètement ouvriérisés. Ensuite, les travailleurs peuvent, quel que soit l'état de leurs liens externes, s'identifier à leur position dans le champ de lutte, épouser totalement les intérêts qui*

¹¹ Bourdieu P : *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit, 1980b. P.265

¹² Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Fayard, éd. 199

s'y trouvent associés, sans changer leurs dispositions profondes ainsi, comme le remarque Hobsbawm, des paysans récemment venus à l'usine peuvent entrer dans des luttes révolutionnaires sans rien perdre de leurs dispositions paysannes. À un autre stade du processus, ils peuvent se trouver modifiés dans leurs dispositions profondes par les lois objectives du milieu industriel, ils peuvent apprendre les règles de conduite qu'il faut respecter en matière de cadences par exemple, ou de solidarité pour être accepté, ils peuvent adhérer à des valeurs collectives comme le respect de l'outil de travail ou encore assumer l'histoire collective du groupe, ses traditions, en particulier de lutte. Ils peuvent enfin s'intégrer à l'univers ouvrier organisé, perdant dans l'ordre de la révolte que l'on peut appeler primaire, celle des paysans brutalement jetés dans le monde industriel, souvent violente et inorganisée, pour gagner dans l'ordre de la révolte secondaire, organisée. « On voit ou non le patron, on voit ou non sa fille aller à la messe, on voit sa manière de vivre ou non, les rapports objectifs qui définissent le champ de lutte sont appréhendés dans toutes les interactions concrètes et pas seulement sur le lieu de travail (c'est là une des bases du paternalisme) »¹³.

Bourdieu s'attache donc à analyser les principes traditionnels constitutifs de leur « cosmos » pour mieux appréhender la transformation ou l'inertie de leurs conduites et pour comprendre les effets et les modes d'assimilation des sociétés algériennes au capitalisme contemporain. On y découvre alors des cultures distinctes des normes occidentales contemporaines, du moins en apparence. Peu différenciées, ces sociétés se caractérisent par une organisation sociale contraignante au sein de laquelle prédominent et se combinent des logiques d'honneur, de travail et de réciprocité : impératifs rituels, cycle agricole et relations domestiques déterminent indistinctement les conduites, notamment économiques. Dans ces communautés, Bourdieu rapporte ainsi que les personnes honorables ne vendent pas de lait ni de beurre ou du fromage, ou encore des légumes ou des fruits, mais on en fait profiter les voisins que, le meunier offre son surplus de farine ou que la *charka*, prêt d'un bœuf en échange d'une quantité de grains, est entourée de toutes sortes de dissimulations et euphémisations destinées à en masquer ou en refouler les potentialités mercantiles. De sorte que les rapports réduits à leur dimension purement économique sont conçus comme des rapports de guerre, qui ne peuvent s'engager qu'entre étrangers et que ceux qui vraiment s'en accommodent sont voués au mépris. Cette logique de l'honneur ne se réduit pas simplement à respecter une certaine bienséance communautaire : elle est au fondement de toute une économie de la bonne foi où capital

¹³ Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Fayard, éd. 199

symbolique et capital économique sont foncièrement intriqués et hétéronomes : le crédit de notoriété constitue un tout indivis associant la quantité et la qualité des biens et la quantité et la qualité des hommes capables de les faire valoir. Il est ce qui est permis d'acquérir, le capital de force matérielle et symbolique susceptible d'être effectivement mobilisé pour les transactions du marché, pour les combats d'honneur ou pour le travail de la terre. En mettant en lumière la force des normes sociales et religieuses sur les échanges économiques. Le travail agricole occupe une place centrale, presque paradigmatique dans ces conduites économiques prises dans leur totalité anthropologique « *Le paysan ne travaille pas à proprement parler, il peine. Plus effort que souffrance, cette action fait sens dans une relation singulière de face à face, avec la terre, dans la disposition de familiarité confiante qui convient envers un parent respecté, même si elle suscite aussi parfois la crainte. Le travail paysan se présente alors comme un échange de dons avec la terre, qui n'accorde ses bienfaits qu'à ceux qui lui donnent leur peine en tribut. Donne à la terre ta sueur, elle te donnera* »¹⁴. Dans ces conditions, l'activité agricole ne se limite pas à la réalisation d'un ensemble de tâches spécifiques mais embrasse la quasi-totalité des dimensions du social, si le champ, les bêtes, les outils, les produits de la terre et toutes les préoccupations qui en sont solidaires s'introduisent jusqu'au cœur de la maison et de l'existence familiale, les activités agricoles elles-mêmes sont rythmées par un ensemble de codes plus ou moins mystiques censés respecter les termes de l'échange avec la terre. Dès lors, dans la mesure où la distinction entre le productif et le travail improductif ou entre le travail rentable et le travail non rentable reste ignorée, le travail ici est davantage une occupation sociale qu'une activité économique qui, considérée en ces termes, dépouillerait de leur raison d'être les innombrables petits travaux destinés à assister la nature en travail, actes indissociablement techniques et rituels, dont nul ne songerait à évaluer l'efficacité technique ou le rendement économique, et qui sont comme l'art pour l'art du paysan, clôturer des champs, taille des arbres, protection des jeunes pousses contre les bêtes ou visite et surveillance des champs, sans parler des pratiques que l'on range communément dans l'ordre des rites, comme les actes d'expulsion du mal ou les actes d'inauguration du printemps, ou de tous les actes sociaux que l'application de catégories étrangères porterait à juger improductifs, comme ceux qui incombent au chef de famille en tant que représentant et responsable du groupe, ordonnancement des travaux, palabres à l'assemblée des hommes, discussions du marché, lectures à la mosquée. Le travail est donc avant tout une activité sociale constitutive de son appartenance à la communauté qui, s'il est la source des constructions des identités individuelles, notamment masculines, engage

¹⁴ Bourdieu P. et Sayad A : *Le déracinement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1964, p. 113-114

l'individu au groupe et réciproquement. Ainsi dans les sociétés kabyles, l'homme qui se respecte doit toujours être occupé à quelque chose, s'il ne trouve rien à faire, qu'il taille au moins sa cuillère. De même que si improductive soit-elle, le groupe se doit d'assurer à tous une occupation, même purement symbolique : le paysan qui procure aux oisifs l'occasion de travailler sur ses terres reçoit l'approbation de tous parce qu'il offre à ces individus marginaux la possibilité de s'intégrer dans le groupe en remplissant leur tâche d'homme. Dans ces sociétés où la rareté du temps est si faible et si grande la rareté des biens, que de gaspiller du temps, est la seule chose qui soit en abondance, on peut concevoir facilement la déflagration culturelle et l'incompréhension mutuelle qu'ont pu provoquer l'importation et l'imposition de nouvelles formes de subsistance basées sur des notions d'épargne, de rente ou de productivité. La colonisation puis la guerre a non seulement privé les paysans algériens de leur terre, notamment au cours des campagnes de regroupement, mais elles ont aussi déstructuré des systèmes culturels fondés sur des relations de réciprocité et de désintéressement. Parmi des groupes où l'apprentissage culturel et la pression collective tendent à décourager tout ce qui, en nos sociétés, est encouragé : esprit d'entreprise, volonté d'innover, souci de productivité ou du rendement, la diffusion du salariat a tout d'abord considérablement dégradé le lien communautaire : en introduisant l'individualisation et la quantification de la rétribution, notamment par l'immigration, le salariat a mis à nu les mécanismes sociaux visant à dissimuler les dimensions matérialistes des échanges entre membres du groupe. Bourdieu relate ainsi l'exemple de ce maçon kabyle, qu'il reprendra régulièrement, qui eut l'outrecuidance de réclamer en argent le prix du repas communautaire traditionnellement offert en son honneur lors de la fin d'un chantier.

Mais la salarisation de la société algérienne a surtout mis à mal la vision du travail paysan, sans nécessairement en remettre en cause ses fondements ; en proposant des conditions de travail et de rétribution relativement convenables, le salariat provoque en effet un formidable désenchantement des activités agricoles : l'expérience directe ou médiate du salariat a atteint l'activité traditionnelle en sa racine, en faisant éclater la disproportion entre le produit de l'effort et le temps dépensé. L'apparition d'un nombre relativement important d'emplois salariés, créés plus ou moins artificiellement par l'armée (harkis, employés communaux, ouvriers des chantiers de travaux publics, etc.), ne pouvait qu'accentuer la conscience de la faible rentabilité du travail agricole. Dans une société soumise à une contagion des besoins grandissante (consommation, salariat, structures médicales, écoles), les dimensions mystiques ou les justifications communautaires ne réussissent plus à compenser des efforts qui

apparaissent dès lors insoutenables, laissant place à un nouvel habitus économique : à l'image du témoignage de ce cuisinier rapporté par Bourdieu, si le salaire constitue la principale préoccupation des travailleurs, ce qui compte dans le travail, c'est s'il est fatigant ou non. Protégé de l'arbitraire du marché du travail, le fonctionnaire apparaît alors ici comme un horizon indépassable.

« Dorénavant, tout le monde ou presque désire avoir un travail salarié, moins pour des revenus dont l'estimation en argent du produit du travail [constitue] une opération beaucoup plus complexe, que pour préserver son honneur. Face à une culture qui se décline désormais essentiellement de façon négative, le salut du fellah passe ironie du sort par la valorisation extrême des emplois non agricoles, car si la nature de l'activité est sujette au discrédit, l'injonction d'occupation qui lui est sous-jacente, elle, perdure. De sorte que, la découverte du travail réside moins dans l'espoir d'améliorer son sort que de la prise de conscience de sa misère ancestrale et de ses formes actuelles : le chômage. Pour ces paysans dépaysannisés, tout est bon désormais pour ne perdre la face : quand certains, pour se libérer du malaise que suscite le sentiment d'être inoccupé, donc dépourvu de raison d'être sociale, se déclaraient, avec fort peu de justification, retraités ou pensionnés ou ouvrier pour si peu qu'ils aient travaillé hors de l'agriculture, par exemple deux mois lors de la récolte du liège, ou quelques jours pour les travaux de maçonnerie commandés par la SAS, la plupart se dédient à faire et faire comme si, c'est-à-dire à des activités, comme la vente ambulante (voir encadré), qui ont pour but moins d'obtenir une rémunération que de garder une certaine dignité. Travailler, même pour rien, même pour un revenu infime, c'est, devant soi-même et aux yeux du groupe, faire tout ce qui est en son pouvoir pour gagner sa vie en travaillant, pour s'arracher de sa condition de chômeur. Le fait de tâcher à travailler (plutôt que de travailler à proprement parler), suffit à assurer une justification aux yeux de ceux dont on a la charge et aussi de ceux auxquels on a recours pour subsister »¹⁵. Le tout petit commerce est la seule occupation qui n'exige aucun capital initial, ni la qualification professionnelle ou quelque aptitude spéciale, ni l'instruction, ni l'argent, ni le local, ni les protections. En cela, il est bien le seul recours de ceux qui n'ont rien et à qui toutes les professions sont interdites, y compris, faute d'embauche, les métiers durs et unanimement dépréciés, la pelle et la pioche. Par un moyen ou par un autre, on arrive toujours à entrer en relations avec un commerçant qui vous donne un peu de marchandises à lui vendre sur la place. Ça permet de faire un peu de bénéfice, souvent même, l'investissement initial est nul. La marchandise est avancée par un parent ou un ami et remboursée après la vente.

¹⁵ Bourdieu P. et Sayad A : *Le déracinement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1964, p.122.

Tout en précarisant considérablement leurs conditions d'existence, les camps participent encore plus au processus de dépaysement provoqué par le salariat, l'émigration et la scolarisation l'éloignement contraint de leurs terres fragilise en effet davantage le modèle culturel antérieur qui, par conséquent, ne cesse d'être contesté. L'exigence d'un revenu décent et l'aspiration à une profession véritable, autrefois repoussées comme ambitions démesurées, incompatibles avec la dignité du paysan authentique, peuvent se proclamer au grand jour, parce que la société paysanne n'est plus assez assurée de ses valeurs fondamentales et de ses normes pour refréner ou condamner les déviations. Dans ce contexte d'effondrement général des références traditionnelles et du travail agricole qui leur sont associées, certains paysans s'accrochent à leurs activités, c'est d'ailleurs ce qui le distingue des chômeurs. Mais désormais réduit exclusivement à des fonctions de subsistance, dans une société dominée par d'autres valeurs et croyances, le travail n'est plus en mesure de participer aux modes de contrôle et de régulation antérieurs, laissant place à un traditionalisme du désespoir, propre à des sous-prolétaires enchaînés à un passé qu'ils savent mort et enterré. Rares sont alors à tenir, la plupart étant poussé à l'exil forcé qui n'est le plus souvent que le terme inéluctable d'une série de renoncements et de défaites. Dans ces conditions, la décomposition du modèle culturel est alors quasiment achevée ; car sans la terre, le cosmos qui en est solidaire n'a plus de raison d'être, « *le paysan ne vit qu'enraciné à sa terre, la terre où il est né, où ses habitudes et ses souvenirs l'attachent. Déraciné, il y a de bonnes chances qu'il meure en tant que paysan, que meure en lui la passion qui fait le paysan* »¹⁶.

Bourdieu met en évidence l'existence de dispositions propres au système capitaliste à l'égard de l'avenir, à des conditions économiques et sociales, indiquent bien à l'inverse que la rationalité économique relève de principes culturels situés, produits d'une histoire spécifique. Autrement dit qu'elle est habitus. Le salariat apparaît alors à la fois comme l'effet et la condition de cet habitus économique, montre que ses principes rationalistes ont aussi favorisé l'acquisition de certains outils d'émancipation. À côté de l'émigration et de la scolarité, le salariat apparaît en ce sens comme le moyen d'amélioration des conditions d'existence le fameux seuil évoqué à l'instant et ainsi, des transformations éventuelles de leur habitus. La vision idéalisée du travail traditionnel s'oppose la précarité du sous-prolétaire et du travail journalier.

¹⁶ Bourdieu P : « *La fabrique de l'habitus économique* », 2008, p. 249.

5- La problématique

La sociologie est née, dans une période de déstructuration ou restructuration de modes anciens de production. Le travail nous donne un vaste champ d'analyse : marché du travail, organisation des tâches, qualification des travailleurs, des chômeurs, l'emploi. La sociologie du travail est née par des divers travaux, dont elles s'inspirent ou reprennent très souvent celle qui inaugure le premier essai important visant à structurer quelque peu la discipline comme le traité de Friedmann et Naville. La sociologie du travail s'entend de l'étude des collectivités humaines très diverses par leurs tailles, leurs fonctions, qui se constituent à l'occasion du travail, des réactions qui exercent sur elles, aux divers échelons, les activités de travail constamment remodelées par le progrès technique, des relations externes, entre elles, et internes, entre les individus qui les composent. Le travail est considéré comme un facteur d'intégration sociale, d'autant plus précieux qu'il semble se raréfier avec la montée du chômage, voire s'évanouir avec l'automatisation de nombre de tâches. Mais comprendre les enjeux actuels du travail demande de l'appréhender plus largement. Il importe de s'interroger sur la place, le rôle et les formes plurielles prises par le travail dans nos sociétés. Nous verrons ainsi que, loin d'être en déclin, le travail est au cœur d'une dynamique productive et reproductive en pleine évolution. Marqué depuis deux siècles par le développement industriel et la montée en puissance du salariat, il a été pensé et organisé dans le cadre d'une conception néo-classique du marché du travail et d'une division toujours plus poussée des tâches, dont le taylorisme constitue la vision emblématique. La sociologie du travail s'est développée sur la base d'une critique de ces schémas dominants, sans pour autant offrir de perspective analytique unifiée. Ces travaux algériens ont récemment suscité de nombreuses études, dont la plupart soulignent la double dimension de l'analyse bourdieusienne et la distinction qu'il instaure entre société algérienne traditionnelle et société moderne. La question du travail, qui peut également être abordée sous cet angle, n'a pas fait l'objet d'une étude à part, alors même qu'elle apparaît comme la problématique centrale reliant l'ensemble de ses travaux. Dans ce texte, nous chercherons à montrer que ses différents travaux élaborent une grille de lecture particulière de cette crise financière et de l'emploi qui sévit en Algérie dans les toutes dernières années de la guerre d'indépendance, et qui constitue l'un des principaux problèmes inscrits sur l'agenda des autorités coloniales. De fait, le contexte politique qui voit le retour au pouvoir de Charles de Gaulle est également marqué par l'inscription de deux problèmes fondamentaux sur l'agenda des autorités coloniales : la double crise du logement et de l'emploi, exacerbée par les migrations de guerre qui, au cours des cinq années passées, ont entraîné un bouleversement sans

précédent du peuplement algérien. « *La colonisation et surtout la guerre, en transformant le peuplement et la société algérienne, produisent une modification majeure des rapports que les agents économiques entretiennent avec l'activité de production* »¹⁷. S'opposent alors, pour Bourdieu, deux idéaux-types du travail : le travail traditionnel des paysans algériens, autosuffisant mais surtout stable parce que dépendant des rythmes d'un calendrier séculaire, et qui à bien des égards apparaît comme le contretype idéal de l'emploi précaire des sous-prolétaires algériens, ces ruraux déracinés et projetés dans une condition salariale. Bourdieu dans ses travaux met en avant ce qui distingue la société traditionnelle de la société moderne : son économie, qualifiée de précapitaliste, reste dominée par l'agriculture. Par son activité, l'agent économique produit avant tout des réserves de consommation qui doivent subvenir aux besoins primaires du groupe : le travail s'intègre dans une logique de prévoyance (la constitution de réserves en fonction d'un futur concret, plus ou moins variable mais qu'il est globalement possible d'anticiper), qui le distingue des fins d'accumulation du travailleur capitaliste évoluant dans une économie productiviste. Dans celle-ci, une fois la satisfaction des besoins primaires assurée, le but de l'agent consiste à augmenter son capital économique, l'une des principales ressources pour se distinguer dans le monde social. Or Bourdieu considère que ces deux pratiques relèvent d'une différence d'attitude à l'égard du temps. Lorsque la prévoyance traditionnelle s'organise en fonction d'un à venir relativement cyclique et fermé, la prévision capitaliste s'opère par la projection dans un futur appréhendé comme un champ de possibilités ouvertes.

L'esprit de calcul distingue ainsi la rationalité économique des deux agents par rapport au travail : le premier ne calcule pas son activité en fonction d'une conversion du temps travaillé en revenu monétaire, alors que ce salaire horaire est à la base de l'ensemble des conduites économiques du second. Ainsi : « *Pour le paysan, le souci de la productivité qui conduit à l'évaluation quantitative du temps étant ignoré, c'est le travail à faire qui commande l'horaire et non l'horaire qui limite le travail* »¹⁸. Pourtant, lui voit dans cette organisation des activités économiques une cohérence et un équilibre, établis tant dans les rapports entre la collectivité humaine et la nature, que dans les interactions humaines qui en découlent et qui restent les principaux facteurs assurant la cohésion sociale. Faire vivre le groupe, mais assurer également

¹⁷Bourdieu P., Darbel A., Rivet J.-P. et Seibel C., *Travail et travailleurs en Algérie*, op. cit.

¹⁸ Bourdieu P., « La hantise du chômage chez l'ouvrier algérien. Prolétariat et système colonial »

la pérennité d'une organisation sociétale, tout est question de cette conscience temporelle qui incite l'agent à se conformer au cycle, à sa civilisation et dont le but essentiel reste la reproduction sociale. Certes Bourdieu affirme que l'agent économique se soumet à la tradition : Être prévoyant, c'est se conformer à un modèle transmis par les ancêtres, approuvé par la communauté et, ce faisant, mériter l'approbation du groupe. Il s'agit plus d'une reconstruction de cette société précoloniale, considérée par Bourdieu comme équilibrée et cohérente. Comme le pense d'ailleurs Nouschi : pour l'un comme pour l'autre, l'enjeu est de récuser l'idée, alors couramment admise, que la crise de la société algérienne serait liée à des facteurs culturels propres. Aussi, et malgré la conception organiciste de la société traditionnelle. Pour Bourdieu et Sayad, le regroupement s'inscrit dans la continuité de ce processus ; il l'achève, même, et ses effets impactent d'une nouvelle manière les pratiques économiques. Mesure d'enfermement, le regroupement est une contrainte s'exerçant contre le travailleur : l'éloignement et les zones interdites, les contrôles de l'armée, le danger de sortir du camp, sont autant de facteurs qui créent un désarroi profond et engendrent dans certains cas le renoncement complet au travail de la terre. Pourtant, le regroupement apparaît bien plus comme l'accélérateur d'une crise que comme un frein à l'exercice du travail, et le déracinement cherche à explorer les raisons d'un tel renoncement. Le regroupement consiste pour les deux sociologues en une découverte du travail salarié et, dans le camp, cette expérience directe ou indirecte transforme les attitudes et pratiques à l'égard du travail traditionnel, incitant les agents à rechercher un emploi salarié. La notion de convertibilité du temps de travail en revenu monétaire s'impose dans la rationalité économique des agents regroupés, d'autant que l'introduction d'emplois par l'administration, engendre la prise de conscience de la faible rentabilité du travail agricole, et hâte la dépaysonisation.

Pourtant, dans les camps, les ruraux se prolétarisent. Si l'on excepte les supplétifs et les commerçants, tous ceux qui n'ont pas accès à leurs terres rejoignent la masse des journaliers, dont la possibilité d'emploi dépend, de sa bonne volonté. En ce sens, l'emploi en milieu rural connaît un sort similaire à celui du milieu urbain : la croissance massive des chômeurs et journaliers reste la principale conséquence de l'augmentation des migrations internes pendant la guerre. C'est également le lien qui unit le déracinement et travail et travailleurs : les chômeurs et les journaliers, qu'ils soient ruraux ou urbains, grossissent les rangs d'un « sous-prolétariat » dont Bourdieu et Sayad interrogent les origines, et dont le livre tiré de l'enquête de l'ARDES tente de saisir le quotidien. Dans le second ouvrage, l'emploi journalier fait l'objet d'une description plus poussée. La quête du travail relève ici du jeu de hasard, et le chômage,

phénomène massif et structurel, s'impose comme une pression permanente sur ces agents économiques déracinés, engagés dans une compétition constante sur un marché peu régulé par les institutions étatiques (ce qui l'oppose d'ailleurs au marché de l'emploi dans les camps de regroupement). L'absence de qualification renforce la soumission au hasard et l'importance des réseaux de relations dans la quête de l'emploi. La hantise du chômage, comme la pression du manque de ressources, incitent à rechercher le travail à tout prix¹⁹. La précarité du sous-prolétaire, condition d'existence de la plupart des travailleurs algériens, est liée à l'insécurité chronique de l'emploi et au faible rendement de celui-ci d'où la nécessité de chercher à maximiser l'effort en multipliant les petits emplois et revenus d'appoint. La hantise du licenciement porte peu au conflit social : « *Conscients de l'excédent de main-d'œuvre et se sachant aussi peu irremplaçables que possibles, la plupart des manœuvres, ouvriers et employés n'ont d'autre souci que de conserver leur place, si médiocre soit-elle* »²⁰.

Centrée sur le sous-prolétariat, l'enquête de l'ARDES souligne l'exploitation de ces travailleurs. Pour le sous-prolétaire, mieux vaut une « stabilité précaire » qu'une instabilité forcée, et ainsi s'enchaînent tous les problèmes de l'exploitation, la revendication de la dignité, jamais absente, ne peut que céder devant l'impératif du travail à tout prix. D'où le rêve et l'aspiration à l'emploi permanent, qui libère de l'instabilité.

En attendant, journaliers, chômeurs et marchands à la sauvette connaissent cette instabilité constante de l'emploi et l'accoutumance au chômage prolongé ou au faire-semblant des métiers de misère, qui menace de produire des individus dépourvus de dignité, complaisamment résignés à une attitude d'assistés, habités par le ressentiment incohérent, le renoncement fataliste ou le rêve prometteur d'évasions imaginaires. La nécessité de satisfaire les besoins primaires, et le risque toujours latent de ne pouvoir y parvenir, empêchent l'organisation cohérente du temps présent et, à terme, la projection dans le futur « *Chômage et emploi intermittent font table rase des traditions mais interdisent l'élaboration d'un plan de vie rationnel, condition de l'adaptation à l'économie capitaliste* »²¹ L'intégration au sous-prolétariat, cette désintégration fonctionnelle systématique, mène à une existence abandonnée à l'incohérence, au contraire de l'équilibre qui est censé caractériser l'économie traditionnelle.

¹⁹ Bourdieu P., « *La logique interne de la civilisation algérienne traditionnelle* », p. 41.

²⁰ PDF : En quelques minutes d'hélicoptère, on passe de l'époque néolithique, avec la femelle humaine clan.

²¹ PDF : Son interprétation de l'akham comme facteur de stabilité dans la culture kabyle ne provient pas.

Aujourd'hui, dans la société algérienne le travail s'avère être vital pour le dynamisme de l'économie Algérienne. À cet effet le travail devrait améliorer la croissance économique, pour cela les pouvoirs publics algériens ont intensifié des actions et ont pris des mesures en faveur du développement de l'entrepreneuriat. On comprend que les projets et les créations des entreprises sont devenus en Algérie une partie importante dans l'économie du pays et encourage la population à travailler et réduire le chômage.

Depuis l'indépendance de l'Algérie face à la déshérence de la colonisation française, des sociologues algériens de 20^e siècle prennent une immense étude sur la sociologie du travail en Algérie en générale sur la question de la libération nationale face au colonialisme, le néo-colonialisme, le modernisme face à la société traditionnelle, l'agriculture et l'industrialisation. La sociologie du travail en Algérie se focalise sur de nombreux sujets comme l'immigration d'Abdelmalek Sayad, immigré car c'est selon lui le résultat de divers bouleversements liés au processus de décolonisation survécu aux aléas des relations franco-algériennes en matière de politique migratoire par ses droits légitimes aux pays étrangers vêt de l'identité culturelle face aux politiques étrangères sur la question de l'immigration comme un droit d'existence et la lutte pour être comme un citoyen comme les autres individus français dans la France, Djamel Guerid sur l'industrialisation comme un aspect économique-culturelle ce qu'il appelle par acculturation dont l'objectif de l'approche est de comprendre pourquoi un pays qui semblerait "bien parti" en 1962 se retrouve après trois décennies de développement dans une profonde crise économique, sociale et culturelle, partant de ce perçu par l'élite dirigeante algérienne comme modèle. Une approche qui se déploie dans trois directions convergentes : l'examen de la conception industrialiste du développement ainsi que son déploiement concret sur le terrain national et local en comparaison avec l'industrialisation classique et l'industrialisation soviétique, l'analyse du type d'ouvrier et du type d'ouvrière que la rencontre de ce type d'industrialisation avec la société algérienne a produit et leurs particularités par rapport au modèle classique de l'ouvrier industriel, Ali El Kenz sur les travailleurs, les syndicats et le mode GSE, Djilali Liabès sur la question du secteur privé et les patrons dont sa recherche engage sur la problématique politico-économique c'est à dire la relation entre l'État et le secteur privé, Nasser Djabi sur le syndicalisme algérien.

Tous ces sociologues algériens traitent les questions, leurs problématiques dont l'Algérie était déroulée dans la temporalité après l'Indépendance, selon les circonstances historiques, économiques et sociales pouvant concrétiser la sociologie du travail à l'échelle algérienne. Pour cela, leurs perspectives théoriques, leurs fondements logiques sur la question

société algérienne après l'indépendance que cette période était connue par des changements bouleversants d'un aspect social, politique et économique de chaque auteur développe sa problématique sur le travail, c'est-à-dire la diversité analytique au tel au tel question, surtout l'Algérie a connu sa libération récemment et pour cela, ces sociologues contribuent à faire une recherche, une enquête, une analyse sur la question la sociologie du travail en accordant différents sujets selon les circonstances aux exigences sur divers aspects social, économique et politique de pays.

À l'aide des études qui ont été réalisées par ces sociologues sur les principales bases théoriques avant et après l'indépendance, on a pu traiter notre sujet d'étude, nous intégrons notre analyse dans l'approche structure-constructiviste de la société qui postule d'une influence de la sociologie du travail en Algérie et dont le but de contribuer à une meilleure connaissance sur notre sujet. Par rapport à ceci que précède et à cerner notre sujet, on a pu élaborer notre problématique et nous nous proposons à répondre les questions suivantes :

- Comment les discours sociologiques sur la thématique du travail en Algérie ont façonné la production des savoirs de la sociologie algérienne ?
- Quels sont les obstacles rencontrés sur la question du travail en Algérie par ces sociologues dans leurs travaux par rapport à leurs formations théoriques et empiriques ?

6- Les hypothèses formulées

D'une manière générale hypothèse est une réponse provisoire pour la question posée auparavant dans la problématique. Selon Gordon Mace l'hypothèse « est un énoncé qui prédit une relation entre deux ou plusieurs termes et peut-être envisagée comme une réponse anticiper que le chercheur formule à sa question spécifique de la recherche »²².

- Les perspectives théoriques des sociologues algériens ont contribué à l'analyse sociologique à travers la reconstruction conceptuelle comme un instrument de réflexion à la sociologie du travail en Algérie.
- Les profondes mutations du travail sur le contexte politique, socio-économique ont caractérisé à la fois la crise du travail et de la sociologie en Algérie.

²² MACE Gordon, *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*, Québec, les presses de l'université Laval, 1988, p. 35.

7- Définition des concepts

« Certain terme utilisés jusqu'à ici pour énoncer la question, l'hypothèse où l'objectif de recherche recouvrent des concepts, ceux-ci sont des représentations mentales d'une variété de phénomènes qu'on veut observer »²³.

1) Les perspectives théoriques :

« Est une supposition qui entend considérer, analyser et, ou expliquer des objets de la réalité sociale d'un point de vue sociologique, en établissant des liens entre des concepts individuels afin d'organiser et de justifier des connaissances sociologiques. Par conséquent, ces connaissances sont composées de cadres théoriques et méthodologiques complexes. Ces théories varient en portée, allant de descriptions concises, mais approfondies, d'un processus social unique à des paradigmes larges et non concluants pour l'analyse et l'interprétation. Certaines théories sociologiques expliquent des aspects du monde social et permettent de prédire des événements futurs, tandis que d'autres fonctionnent comme de larges perspectives qui guident d'autres analyses sociologiques »²⁴.

2) Reconstruction conceptuelle :

C'est construire l'objet, mais également tenir compte des diverses interprétations de caractère spontané ou savant préexistant à l'observation. Circonscrire les concepts avec précision est donc délicat, voire impossible si l'on en croit qui souligne une conséquence notable de cette difficulté le large espace interprétatif créé est propice à la construction de davantage de concepts, d'où une certaine inflation terminologique.

3) Sociologie du travail :

Selon Friedmann « est un acte social total, incluant l'activité de production de biens ou de services et les conditions d'exercice individuelles et collectives de cette activité, mais aussi les conditions d'accès au travail et les processus de stratification sociale induits par le travail et elle regroupe en fait deux notions distinctes, le travail et l'emploi qui sont traités par deux disciplines différentes : la sociologie pour le travail, l'économie pour l'emploi, laissant ainsi au droit du travail et à l'histoire le soin d'opérer la jonction entre travail et emploi »²⁵.

²³ Maurice Angers : *Initiation pratique à la méthodologie des sciences sociales*, p. 108.

²⁴ Argumentation et analyse des discours : *Analyse des discours au prisme de l'augmentation*.

²⁵ Friedmann G., Naville P., *Traité de sociologie du travail*, Paris, Armand Colin, 2 vol., 1961, 1962.

4) *Mutations du travail* :

« Consiste en un changement du lieu de travail décidé par l'employeur et proposé au salarié, elle constitue une modification du contrat de travail, dont le salarié peut refuser, sous réserve que son contrat de travail ne comporte pas de clause de mobilité »²⁶.

5) *Précarité du travail* :

« C'est l'emploi instable qui ne permet pas d'accéder à un niveau de vie correct et qui empêche d'envisager l'avenir avec certitude »²⁷. La précarisation fait renaître des incertitudes et des vulnérabilités là où la société salariale avait apporté stabilité et sécurité. Elle est visible à niveau des contrats de travail où on assiste à une forte croissance des emplois à durée déterminée, c'est-à-dire à la normalisation d'une insécurité structurelle de l'emploi, au niveau des temps de travail où on observe la fréquence accrue du travail à temps partiel en particulier du temps partiel contraint et des temps de travail flexibles, discontinus, décalés et au niveau des restructurations fréquentes et la recherche d'un allègement du coût du travail dans les entreprises néo-capitalistes entraînent une déstabilisation des stables qui généralise l'insécurité de l'emploi même pour les salariés exerçant en contrat à durée indéterminée.

6) *Travail* :

Selon la sociologie de travail et la sociologie en générale, le travail signifié comme un acte social total qui inclut une activité de production et des biens et de services, des fortes relations entre des employés dans un champ déterminé et avec employeur bien sûr, c'est un acte de dignité et d'existence et subvention familiale, sociale et un acte à la fois individuel comme besoin selon Abraham Maslow.

« Le travail offre un vaste champ d'analyse : marché du travail, organisation des tâches, qualification des travailleurs, des chômeurs, entrée dans l'emploi, formes d'emploi...Cependant, la disparition du travail ou plus souvent, sa perte de centralité est souvent annoncée. Mais, au-delà de formulations hasardeuse, ce qu'il faut repenser, ce sont les définitions à la fois du travail et des relations qu'il engendre »²⁸.

²⁶ Guide du droit du travail- *Lexique du droit du travail*, TOSSOT édition.

²⁷ Velentine Helardot, *Précarisation d'emploi et du travail dans la construction des expériences sociales*- Cairn. Info 2006.p. 35

²⁸ SABINE Erbès-Seguín, *la sociologie de travail, éditions la découverte*, p. 5.

7) *marché de travail* :

Le marché de travail est un l'origine de concept économique et aussi comme un champ là où il y a l'existence d'échange d'offre et la demande, cette dualité de mécanisme se fonctionne entre deux acteurs : les employés ou les travailleurs qui attribuent à l'élément de demande par contre l'offre est attribué par les employeurs ou par les entreprises pour bien sur attirer des employés qui sont disposés à intégrer de travail.

« Le marché du travail est celui où l'offre et la demande de travail convergent. L'offre de travail est constituée de l'ensemble des travailleurs disposés à travailler et de la demande de travail par l'ensemble des entreprises ou des employeurs qui embauchent des travailleurs...Le marché du travail est d'une grande importance pour la société. Son dysfonctionnement peut affecter négativement la croissance économique et l'emploi d'un pays»²⁹

« Le marché du travail présente également d'autres particularités. Malgré le fait que, comme tout autre marché, il soit régi par la loi de l'offre et de la demande, le gouvernement intervient (à travers les normes juridiques), les institutions sociales et les organisations collectives telles que les syndicats »³⁰.

8) *organisation des taches* :

On peut la donner la signification approximative à celle-ci qu'elle est attribuée à exécuter des taches de PDG l'entreprise comme un exemple, chefs atelier jusqu'à l'employé pour l'objectif commun, chaque un d'eux exécutent ça pour le bon fonctionnement de travail. « L'organisation est une idiologie, au sens où les représentations des responsables sur ce que doivent. Toute entreprise industrielle doit donc avoir une structure abstraite (il faut un PDG, ou un chef de service, la place existe, quelle que soit la personne concrète qui l'occupe) et, de fait, toute entreprise en a une »³¹

²⁹ Site web : <https://economy-pedia.com/11040721-working-market>

³⁰ Site web : *ibid.*

³¹ Philippe BERNOUX, *la sociologie des organisations*, Edition du seuil, p141

9) *La qualification des travailleurs :*

La qualification des travailleurs est l'habilité d'exécuter en telle tâche en excellence sans aucune ambiguïté, il a acquis la qualification d'exécution de travail par la formation préalable ou par l'expérience au moment de travail.

« Pour obtenir la qualification des emplois, il faut une qualification des travailleurs. Cela a deux significations : il peut s'agir de la formation initiale validée par un diplôme (CAP, BTS, Master) on parle alors de qualification personnelle, acquise par l'enseignement essentiellement. Il peut également s'agir de l'expérience, c'est-à-dire la qualification acquise au sein de l'entreprise, reprise parfois sous le terme de Learning by doing. »³²

10) *organisation des taches :*

La définition véritable de chômeur n'était pas obligatoirement un individu inactif, au contraire, c'est une personne dispose de travailler mais il est toujours en train de chercher le job par plusieurs essaye mais souvent dans le cours terme il ne parvient pas pour des raisons peut être des conditions social économique ou politique de pays. « Prenons la définition la plus simple, celle qui a été mise en place par le Bureau International du Travail (BIT) : est chômeur toute personne sans travail, disponible pour en exercer un, et qui recherche un emploi. Cette dernière condition est indispensable pour distinguer les chômeurs des inactifs les personnes non présentes sur le marché du travail. Un invalide, un retraité ou une femme au foyer ne sont pas chômeurs, car ils n'ont pas d'activité et ne sont pas en situation d'en exercer une, par nécessité ou par choix. Les chômeurs font donc partie de la population active, qui regroupe à la fois les actifs employés et ceux à la recherche d'un emploi »³³.

11) *salariat :*

Il signifié la relation économique et sociale par le contrat entre l'employeur et l'employé pour chaque un d'eux bénéficie ses besoins et ses propres valeurs et les objectifs. L'émergence la société salariale exige à l'État à décréter l'ensemble des lois, et des droits au salarié. « C'est avec l'apparition du contrat de travail et le développement des droits sociaux que

³² Site web : <https://www.maxicours.com/se/cours/conditions-de-travail-qualifications-et-competences/>

³³ Web site : <https://www.cairn.info/revue-vacarme-1997-4-page-8.htm>

le salariat change de signification. Le premier droit social est obtenu par la loi du 09 avril 1898, qui concerne les accidents du travail dont sont victimes les ouvriers ».³⁴

12) l'emploi :

Emploi signifié occupation une tâche par employé pour viser la subvention individuelle et collective, exercé par l'employeur. « Dans son sens le plus courant, l'emploi définit l'exercice d'une profession dans le cadre d'une activité rémunérée par un salaire, un traitement (dans la fonction publique) ou des honoraires (pour les indépendants). Il est alors régi par un contrat signé entre un employeur et un employé. Ce terme est également utilisé en macroéconomie pour désigner l'utilisation de l'ensemble de la population en âge de travailler. »³⁵

Synthèse de chapitre

Le chapitre qui nous porte sur les raisons du choix de notre thème et les objectifs visés à atteindre durant notre recherche ainsi, la problématique qui s'est basée principalement de faire une présentation générale sur le problème de la recherche, précisément sur l'analyse sociologique du travail en Algérie, pour ce que concerne les hypothèses et la définition des concepts clés, nous avons commencé à les décortiquer.

³⁴ <https://www.melchior.fr/synthese/quel-avenir-pour-le-salariat>

³⁵ Site web : <https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1198889-emploi-definition-traduction>.

Chapitre II

Méthodologie et technique de recherche

Préambule

Dans ce chapitre, on va expliquer un peu plus sur la méthode et la technique utilisée, aussi, le champ d'analyse comme un échantillon d'étude ainsi que les difficultés rencontrées et puis une petite conclusion.

1) La méthode utilisée :

D'une manière générale, la méthode qu'on a utilisée est la méthode qualitative par ce que la nature de notre thème exige à qualifier notre recherche, dont le fait comprendre le phénomène de travail par recueillir des données par une grille lecture des corpus documentaire ou par l'observation (les textes choisis).

« Les méthodes qualitatives visent d'abord à comprendre le phénomène à l'étude. Il s'agit d'établir le sens de propos recueillis ou de comportements observés. On se base d'avantages sur l'étude de cas ou de petits nombres d'individus. Veut-on connaître les stades d'apprentissage d'un enfant, les faits marquants d'une décennie, les conceptions de l'amour dans différents pays, on fera appel à des méthodes qualitatives ». ³⁶

2) La technique utilisée :

En revanche, lorsque la nature de notre thème vise à analyser des documentaires. Donc, la technique qu'on devrait à utiliser est celle l'analyse de contenu des textes. « L'analyse de contenu est une technique indirecte utilisée sur des productions écrites, sonores ou audiovisuelles, provenant d'individus ou de groupes ou portant sur eux, dont le contenu se présente sous forme non chiffrée. Contenu est sans doute la plus connue des technique d'analyse de données secondaire. C'est la technique tout indiquée pour analyser non seulement des productions actuelles, mais aussi celle du passé, car elle permet de mettre un évènement, une action individuelle ou collective pour lesquels des traces écrites existent. L'analyse de contenu est l'outil par excellence des historiennes et historiens, des sociologues, politologues et psychologues qui s'intéresse à l'étude des cultures étrangers, des médias en général (littérature, manuel scolaires, téléromans, émissions pour enfants, messages publicitaires, nouvelles et chansons) de la personnalité ». ³⁷

³⁶ Maurice ANGERS : *initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*, édition Casbah Alger, p. 60.

³⁷ Ibid. p .157.

3) La moyenne utilisée dans l'analyse de contenu :

La moyenne qu'on a utilisée dans cette technique est la moyenne d'analyse par catégorie, c'est une technique plus fréquemment utilisées dans les analyses de contenus, c'est-à-dire en prenant des textes, et des corpus en unités et puis la classification ces unités en catégories.

« Dans l'ensemble des techniques d'analyse de contenu, l'analyse par catégorie est citer en premier lieu : chronologiquement elle est la plus ancienne, pratiquement elle est la plus utilisée. Elle fonctionne par opérations de découpage du texte en unités puis classification de ces unités en catégories selon des regroupements analogiques. Parmi les différentes possibilités de catégorisation, l'investigation des thèmes, ou analyse thématiquement rapide et efficace à condition de l'appliquer à des discours directes (significations manifestes) et simples »³⁸

4) les étapes utilisées dans l'analyse de contenu :

La méthode d'organisation de l'analyse, elle se déroule en trois phase : 1) pré analyse ,2) l'exploration ; 3) le traitement des résultats et l'interprétation.

La mission de ces phases est le fait d'approfondir pour autant les textes qu'on devrait à les analyser. 1^{ère} phase est celle pré analyse qui contient la lecture flottante, la formulation de problématique et des hypothèses et des objectifs. « C'est la phase d'organisation proprement dite. Elle correspond à une période d'intuitions. Mais elle a pour objectif l'opérationnalisation et la systématisation des idées de départ de manière à aboutir à un schéma précis du déroulement des opérations successives, il s'agit d'établir un programme. Il peut être flexible, c'est dire permettre l'introduction de nouvelles procédures en cours d'analyse, mais il doit être précis ». ³⁹, 2^{ème} phase est l'exploration matériel, « Qu'il s'agisse de procédures appliquées manuellement ou d'opérations effectuées par ordinateur, le déroulement du programme s'accomplit mécaniquement. Cette phase, longue et fastidieuse, consiste essentiellement en opérations de codage » ⁴⁰

³⁸ Laurence BARDIN, *l'analyse de contenu*, Université paris 5, p. 155.

³⁹ Ibid., p .93.

³⁹ Ibid. p. 100.

Par apport le codage, son explication est comme celle-ci : « Le codage est le processus par lequel les données brutes sont transformées systématiquement et agrégées dans les unités qui permettent une description précise des caractéristiques pertinentes de contenu ». ⁴¹

3^{ème} phase est traitement des résultats et l'interprétation : soit l'analyse des opérations statistiques (pourcentage comme exemple) ou plus complexe (analyse factorielle).

5) Le champ d'analyse :

« Qu'est-ce que l'analyse documentaire ? On peut la définir comme opération ou ensemble d'opérations visant à représenter le contenu d'un document sous une forme différente de la forme originelle afin d'en faciliter la consultation ou le repérage dans un stade ultérieur » ⁴²

Lorsqu'on analyse des textes comme des documents et comme des corpus, on l'attribue comme un champ d'analyse ou l'interprétation réflexive ou comme un échantillon pour recueillir des données qu'on voudrait les traiter.

6) Les avantages et les inconvénients de l'analyse de contenu :

« L'analyse de contenu peut demander beaucoup de temps mais permet l'examen en profondeur de documents. Les documents peuvent se prêter à la comparaison, à une étude dans le temps et à des analyses variées, tout en ne reflétant qu'une partie de la réalité, celle de son ou de ses auteurs » ⁴³.

Il faut savoir que l'analyse de contenu demande beaucoup de temps, c'est-à-dire la lecture et encore la relecture des documents sélectifs en cherchant exhaustivement ces documents pour décrypter la réalité qui se manifeste plusieurs phénomènes qu'on devrait les étudier. Donc, les recherches sur les corpus sélectionnés, demandent une multiplication approfondie des études minutieuses pour afin dévoiler cette réalité cryptée qui nous cache la vérité dissimulée et à nos limites en tant que humaines (la rupture épistémologique sur des idées préconçues)

En ajoutant un autre inconvénient de cette technique que les documents ne reflètent pas totalement la réalité par ce que le chercheur ou l'enquêteur voit selon sa vision et sa compréhension limitée devant les choses et que ses cinq sens sont limités à voir complètement la réalité comme telle est. « Un document ou un ensemble de documents ne

⁴¹ Laurence BARDIN, Ibid. p.102.

⁴² Laurence BARDIN, Laurence BARDIN, *l'analyse de contenu*, Université Paris 5, p. 46.

⁸ Maurice ANGERS, *initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*, édition Casbah Alger, p. 157.

décrivent pas toute la réalité. Les auteurs ne peuvent rendre compte que d'une partie de la réalité, celle qu'ils connaissent et, encore là, en négligeant consciemment ou non ce dont il ne leur semble pas opportun de parler »⁴⁴.

7) Les difficultés rencontrées :

On pense au moment de rédaction ce mémoire, nous avons rencontrés certains d'obstacles comme :

-Le déficit à l'accès des documentations concernant notre mémoire (des ouvrages, des articles, inaccessibilité aux références en ligne par ce qu'elles sont des sources payantes)

-L'un des grands problèmes qu'on a commis est de procrastiner la rédaction ce mémoire, on a plus appliqué le principe les priorités des choses importantes par les choses moins importantes pour des raisons et des situations qui nous ne dépend pas à nous (les instants gratifiés plaisants).

-La technique d'analyse de contenus demande une lecture rigoureuse exhaustive. En plus, la facilité d'accessibilité aux sources, cette dernière est très rare à l'atteindre par ce les sources crédibles sont trop payantes généralement.

- On sait quoi si on va utiliser questionnaire ou l'entretien pour les prochaines étapes par apport la nature de l'analyse de contenu.

-Difficultés la maitrise tous les concepts sociologiques qui concerne notre recherche par ce qu'ils sont difficiles à assimiler.

-l'impossibilité dans un certain temps d'accès à certains documents concernant des acteurs, ce qui nous empêchent à la recherche optimale et voulue.

-difficile à récupérer d'un nombre ainsi important des ouvrages concernant la sociologie de travail n Algérie ;

-Manque d'information exhaustive, visée sur notre sujet.

⁴⁴ Maurice ANGERS, initiation pratique à la méthodologie des sciences sociales. p160

Synthèse de chapitre :

Enfin, dans ce chapitre, qui nous donne donc une clarification ou un guide comme le moyen pour la poursuite le processus de recherche par les étapes suivantes, il nous donne un dose d'inspiration à la recherche méthodologique scientifique fiable, systématique et crédible pour organiser nos idées d'une manière cohérente.

Nous avons défini la méthode de recherche et construit l'instrument de collecte de données nécessaire et enfin, nous avons présenté quelques difficultés rencontrées. À partir de l'information obtenue dans cette phase, nous pouvons poursuivre notre recherche et arriver aux objectifs établis au préalable.

Chapitre III
La sociologie de connaissance

Préambule

Dans ce chapitre, nommé la sociologie de la connaissance, on va aborder d'abord sa définition générale, aussi ses fondateurs selon leur contexte historique et puis on va se rapprocher son approche épistémologique et en fin, on va attaquer son objet d'étude de cette branche dans la sociologie.

1) Définition :

La sociologie de la connaissance est une branche de la sociologie qui correspond à comprendre entre la réalité (individuelle et collective) et divers forme de conscience et de la connaissance humaine dans société. « L'attention sociologique portée aux présentations individuelles et collectives aux multiples formes de conscience et de connaissance nous semble particulièrement requise pour comprendre les formes de la vie émergentes, les nouvelle dynamique sociales, locales et internationales »⁴⁵.

« La sociologie, quant à elle, envisage la question d'un tout autre point de vue. Lorsque les sociologues font de la sociologie de la connaissance scientifique, ils visent surtout à mettre en évidence « les corrélations entre la connaissance et les autres facteurs existentiels de la société et de la civilisation »⁴⁶, selon la définition classique de R.K. Merton.

2) Ses fondateurs :

Presque les penseurs, les sociologues et les savants en 19^{ème} siècle ont été un avis commun que la science a eu une place très importante et une pierre angulaire à façonner cette époque, donc c'est un système de connaissance méthodiquement établie pour impacter les déterminations sociales ou la science veut s'évoluer cette société qui n'était pas encore cohabité selon les exigences de progression d'accumulation scientifique et sociale culturelle et économique à cette époque, Karl Marx l'un des pionniers de siècle des lumières a rajouté qu'il faut faire la distinction entre la science et les utilisations de la science, la science est une référence, une source par contre les utilisations de la science dépend selon la contextualité sociale. Durkheim, le premier qui a instauré la faculté de département sociologique aux institutions d'enseignements académique, il a rajouté aussi, que la science et la sociologie doit dépasser la subjectivité psychologique c'est-à-dire, voir la réalité et les présentations sociales et ses connaissances manifestables comme des choses sociales et non pas comme des facteurs

⁴⁵ Francis FARRUGIA, *sociologie de la connaissance*, édition l'harmattan, Paris p7

⁴⁶ Site web revue européenne des sciences sociales : <https://journals.openedition.org/ress/187>

psychologiques. « En d'autres termes, Durkheim affirme que la science prend la place de la religion à la suite de la croissance et de la complexification de la société ainsi que des différenciations produites par la division du travail. Ces phénomènes épurent l'activité cognitive, la libèrent des contraintes et des déterminations sociales et en font une valeur en soi et pour soi. La science est le produit de cet affranchissement, de cette libération progressive. Ses théories demeurent relativement indépendantes des influences sociales directes. Au fur et à mesure que le développement de la société devient important, les techniques d'observation des phénomènes se perfectionnent, les conceptualisations deviennent rigoureuses et formelles et de plus en plus conformes aux réalités observées ». ⁴⁷

Pour la plupart, il est considéré comme un père fondateur de la sociologie de la connaissance, celui de Karl Mannheim, né en 1893 et mort 1947, est un sociologue et philosophe allemand d'origine hongroise, ses travaux marquent une place importante à cette branche, ses travaux comme : *Strukturanalyse der Erkenntnistheorie*, ouvrage paru en 1922, aux *Essays on the Sociology of Knowledge*, publiés en 1952 et suivis des *Essays on the Sociology of Culture*, également posthumes, parus en 1956. L'origine de cette branche est purement allemande au 20^{ème} siècle surtout les contributions de George Gurwitsch après deuxième guerre mondiale.

3) l'approche épistémologique :

La sociologie de la connaissance nous confirme la séparation entre les connaissances en soi et les connaissances humaines, pourquoi ? Par ce que les connaissances ne sont pas inventées par l'isolement purement individuelle, et bien au contraire, elles sont toujours dépendantes selon le contexte socioculturel et des caractéristiques à telle société, autrement dit, c'est la réalité qui détermine l'individu. « Pour cette sociologie, les connaissances n'existent pas éternellement « en soi », mais ne sont pas pour autant l'invention d'individus isolés. Elles sont relatives, contextuelles, toujours dépendantes de cadres et conditions multiples de natures socioculturelle et civilisationnelle : habitudes, traditions, intérêts, coutumes, lois ». ⁴⁸

La sociologie de la connaissance se trouve fidèlement à contempler les questions concernant les problèmes sociaux, sur la contextualité de l'individu par rapport à sa position socioculturelle, c'est par ce que la sociologie de la connaissance son fondement épistémologique est basée sur la réalité d'elle-même et rien n'est plus que ça. Donc elle se rend compte à donner l'importance à la connaissance humaine et la sociologie d'elle-même comme un domaine dans les sciences

⁴⁷ Site web : Site web revue européenne des sciences sociales : <https://journals.openedition.org/ress/187>.

⁴⁸ Francis FARRUGIA, *sociologie de la connaissance*, édition l'harmattan, Paris p8

sociales. « La sociologie de la connaissance nous semble difficilement pouvoir éviter cette question récurrente de l'authenticité, de la valeur, de la vérité et de la légitimité des connaissances lorsqu'elle s'interroge sur la nature, l'origine, le pouvoir, la fonction, les modes de production, de reproduction et diffusion des savoirs de toutes sortes, et sur les conséquences sociales ». ⁴⁹

4) L'objet d'étude de la sociologie de la connaissance :

La sociologie est comme l'une des domaines plus importants dans les sciences humaines et sociales qui porte une immense des méthodes de recherche à la base scientifique distinguant aux autres domaines comme psychologie, histoire, philosophie et économie, elle dévoile le tissu de la réalité qui rentre dans le champ de cause et l'effet (la causalité) et aussi ça rentre dans la zone géographique. En décryptant cette réalité par la méthode rigoureuse scientifique. En revanche, il y a la branche est celle de la sociologie de la connaissance, la vraie question de cette branche est : la sociologie de la connaissance est une auto- sociologie ? Pour répondre cette question, la réponse sur la sociologie d'elle-même est claire, dans le fait décrypter la réalité. Donc la sociologie de la connaissance est pour l'objet d'analyser avec une recherche réflexive et minutieuse sur la question la sociologie d'elle-même sur ses théories et ses pratiques, aussi son histoire des idées et ses concepts fondamentaux et comment peut-on acquérir le savoir et bien sur les cadres avec ses divers champs sociaux, culturels, politiques et économiques ... « Elle se propose également - reculant auto d'investigation d'un cran supplémentaire - d'inclure dans ses recherches réflexives la sociologie de la connaissance à titre d'objet spécial, symptomatique des tensions existant dans le champ.... Qu'implique et présuppose une telle sociologie qui se propose de référer les savoirs (ordinaires ou savants) à leurs « cadres » sociaux, culturels, politiques, économiques et institutionnels) ». ⁵⁰

Des sociologues de la connaissance et des épistémologues concernant des théories sociologiques argumentent entre eux par la critique méthodologique scientifique selon leur position socioculturelle, c'est par ce que la science se base par la lutte des idées pour renforcer des théories et y parvenir à la véracité de la réalité telle qu'elle est. « Toutes ces sociologies spécialisées sont manifestement, dans leur pratiques, conceptualisables, référentielles et critiquables par les autres, critiquées et effectivement contestées les unes par les autres. la règle dans le milieu dans « la science » est celle de la lutte pour faire valoir, sinon la théorie, du moins

⁴⁹ Francis FARRUGIA, *sociologie de la connaissance*, édition l'harmattan P. 17.

⁵⁰ Ibid. p.27.

la pratique disciplinaire juste, celle qui, par sa méthode, atteint la réalité empirique au cœur »

51

L'objet ou la tâche de la sociologie autrement dit la sociologie de la connaissance réside la fois sur l'importance à d'accumuler le savoir sociologique (côté théorique et le côté pratique) pour bien sur de connaître et se rapprocher ce domaine pour sa mission à dévoiler la réalité mais aussi il réside sur la consistance à la connaissance de l'individu par apport sa culture (d'ordre anthropologique) « La tâche de la sociologie de la sociologie, de cette sociologie à la fois réflexive, historienne, généraliste et critique est en consistance essentielle, et cependant difficile à exercer. Il faut activer une conception anthropologique (en un sens non ethnologique) de la discipline, afin de se mettre en situation de saisir le phénomène humain dans sa multidimensionalité (« phénomène social-total » de Marcel Mauss) dans tous ses paliers en profondeur ». ⁵²

La sociologie de la connaissance est multidimensionnelle aux autres disciplines c'est par ce qu'elle veut lever et pénétrer l'ombre côté de la réalité et ses diverses connaissances selon la contextualité culturelle et sociale. « Le sociologue de la connaissance doit convoquer des savoirs et les croiser : sociologie d'abord, mais aussi philosophie, épistémologie, histoire des idées et des systèmes de pensée, histoire, économie, politique, psychologie, psychologie sociale, psychanalyse, analyse institutionnelle ». ⁵³

Synthèse de chapitre

Finalement dans ce chapitre, nous donne quelque éclaircissement sur l'approche la sociologie de la connaissance en relation aux autres domaines comme la moyenne à les utiliser pour atteindre la connaissance soit la connaissance d'ordre épistémologique dans la sociologie ou par la connaissance humaine selon le contexte aux divers cadres : sociaux, culturelles, politiques et économiques.

⁵¹ Francis FARRUGIA, *sociologie de la connaissance*, édition l'harmattan, Paris P 29

⁵² Francis FARRUGIA, *Ibid* P 31

⁵³ Francis FARRUGIA, *Ibid*, Paris p31

Chapitre IV
La sociologie du travail

Préambule

Le travail douleur, travail contrainte et le travail de libérateur ce sont des thèmes de la sociologie de travail qu'ils manifestent depuis 19^{ème} siècle dans la période de de l'industrialisation et déstructuration ou restructuration des modes ancien de production c'est-à-dire le passage mode de production traditionnelle à plus moderne.

Depuis les années soixante, le travail est devenu la question majeure mais sur la question de diminution la quantité de travail (la main d'œuvre) par apport l'augmentation de productivité des machines, l'analyse des relations de travail ne doit pas se limiter par l'individu à son poste, ni aussi à l'organisation de l'entreprise, c'est l'ensemble des politiques socio-économique.

Les premières études moderne de travail ont été menées par économistes et des philosophes aussi comme : Adam Smith, Locke les autres...dans la sociologie bien sur Durkheim, Marx et weber, selon leurs analyses, toujours le travail comme un objet d'étude dans la globalité sociale ,la sociologie traite sur l'organisation de travail, et le marché de travail par économiste .par contre la psychologie, la psychologie sociale la plus proche dans la sociologie de travail, leur question est ergonomie, les fondateurs de la sociologie travail George Friedmann et pierre naville sont origine des psychologues, mais sur la question de travail en même temps en critiquant sur psychosociologie américaines. « Toutefois, la sociologie du travail, l'une des branches les plus vivantes de la sociologie, ne s'est constituée qu'assez récemment en France. Sa naissance remonte aux années cinquante. Mais elle a été en tête du renouveau disciplinaire de l'après-guerre. Son originalité, c'est d'avoir été d'emblée une sociologie critique, indirectement influencée par le marxisme sur la psychosociologie du travail et des « relations humaines » telles qu'elles alors pratiquées aux États-Unis. »⁵⁴.

Donc, psychologie sociale et la sociologie de travail, sa question centrale sur les approches en termes d'attitudes et de comportements, productivité et la classe ouvrière, l'emploi etc...

Par apport l'économie, elle s'intéresse sur la question de travail, la relation entre la production (capital) et la productivité de travailleur (le travail) son but la meilleure fonction de

⁵⁴ Sabine Erbès- Seguin, la sociologie de travail, éditions la découverte, paris 2004 p. 3.

travail et la croissance de production, c'est-à-dire la compétitivité. Comme les économistes et les sociologues, admettent qu'il n'y a pas la rupture entre économie et la société.

1- Aperçu historique sur la sociologie de travail et ses relations aux autres disciplines :

La sociologie du travail s'est constituée assez récemment en France aux années cinquante et soixante, son originalité, c'est d'avoir été d'emblée une sociologie critique influencée par le marxisme sur la sociologie américaine, spécifiquement à l'école des relations humaine, celui d'Elton Mayo et ses études aux années 30. Les recherches en sociologie du travail commencent avec l'avènement de l'industrialisation en 19^{ème} siècle jusqu'à 20^{ème} siècle dont son évolution est liée aux différences dans l'organisation de l'entreprise et à la fois le processus de l'industrialisation par rapport au travail. Les théories sociologiques sont basé par des méthodes et techniques d'études faites par chaque sociologue. Donc la sociologie de travail est aussi se base des études le travail, les relations des ouvriers avec aux autres membres d'atelier ou d'entreprise, la productivité et l'accumulation de masse de produit...Etc.

1-1) psychologie :

Les points communs la sociologie aux autres disciplines en trouvant d'abord l'un des domaines le plus proche de la sociologie celle de la psychologie, elle est très liée à la sociologie de travail, surtout la psychosociologie de travail comme l'école des relations humaine en les États Unis, elle est toujours liée avec l'ergonomie. La psychologie sociale porte des vraies questions sur le travail comme les actes et le raisonnement de travail, les aptitudes d'exécuter le travail mais la vraie question aux années soixante-dix et comment améliorer les conditions de travail et la flexibilité des travailleurs, la productivité. Concernant ces questions, la sociologie de travail utilise des méthodes psychologiques comme le questionnaire et entretien. « Mais, si la sociologie du travail met souvent en question les approches en terme d'attitudes et comportement, elle a largement emprunté les méthodes psychologiques sociaux, en particulier l'observation et le questionnaire. D'ailleurs, une partie de la première générale de sociologue est issue du cursus de psychologie, à une époque n'existe d'études autonomes de sociologie »⁵⁵.

⁵⁵ Sabine Erbès- Seguin, la sociologie de travail, éditions la découverte, paris 2004 p. 13.

1-2) économie :

Le travail est un grand sujet comme un cas d'étude dans l'économie, pas seulement dans la sociologie de travail, ses préoccupations sont de trouver une bonne fonction de travail par apport la production de croissance capital, la compétitivité et la productivité des travailleurs. « Pourtant, la plupart des économistes, comme des sociologues, admettent désormais qu'il n'y pas de rupture entre l'économique et social »⁵⁶. Donc la sociologie et l'économie sont des deux domaines étroitement liés les uns à l'autre.

1-3) histoire :

Par apport l'histoire, en citant, « l'histoire écrivait Marc Bloch, est la science des hommes dans le temps, pour Bernard Braudel, la longue durée est la ligne la plus utile pour une observation et une réflexion communes aux sciences sociales »⁵⁷. « De cette étude du passé se dégagera une explication du présent qui deviendra de plus en plus complète, à mesure que nous avancerons dans nos recherches. »⁵⁸ Donc selon cette constatation, on illustre que l'émergence de la sociologie de travail est issue avec l'évolution de travail au fil de temps.

« De plus, les archives sur l'organisation et les formes de travail étaient encore peu nombreuses au début des années soixante. Alain Touraine (1955) analysait l'évolution de travail aux usines de Renault, Bernard Mottez (1966), les relations de productions et des formes de salaires au 19^{ème} siècle, et madeleine Guilbert, le travail des femmes et leurs places dans le syndicalisme (1966). Mais ce sont des historiens qui ont d'abord étudié la genèse de la grève (Perrot 1974), ou des économistes celle du chômage (salais et al. 1986). Or étudier, par exemple, ce que Michelle Perrot a nommé la jeunesse de la grève, c'est décrire le difficile processus d'industrialisation, peindre des moments essentiels des relations conflictuelles de travail, bref, faire œuvre de sociologue de passé. Plus récemment, quelque sociologues aussi ont analysé la naissance du chômeur (topalov 1994), ou celle du salariat (castel 1995) »⁵⁹.

⁵⁶ Sabine Erbès- Seguin, *la sociologie de travail, éditions la découverte*, paris 2004 p. 14.

⁵⁷ Sabine Erbès- Seguin, *Ibid.* p. 15.

⁵⁸ Web site internet : <https://journals.openedition.org/ress/3920>

⁵⁹ Sabine Erbès- Seguin, *op.cit.* p. 16.

1-4 anthropologie :

Entre l'anthropologie et sociologie, « traditionnellement ancrée sur des cultures extra-européenne, africaine en particulier, l'anthropologie se tourne, sur tout depuis des années quatre-vingt, vers les sociétés occidentales, les deux disciplines partagent d'ailleurs une partie de leurs méthodes. Si la sociologie, particulièrement la sociologie du travail, a longtemps reposé d'abord sur les questionnaires et leur traitement statistique, il existe aussi une longue tradition d'observation, avec ou sans participation du chercheur à l'activité observées... quelque sociologue du travail ont choisi de croiser démarches sociologiques et anthropologies pour appréhender les séquences du (travail vivant) -Bouvier 1989-. Les différences sont donc de modes d'approches, plus encore de terrains »⁶⁰.

« Lorsque l'on examine attentivement ces deux sciences, on se rend compte de leur différence de genre. L'anthropologie, en traitant de l'homme en tant qu'être particulier ou en tant qu'espèce relevant du règne animal, est d'abord une science descriptive. Elle n'est pas concernée par des lois ou des principes mais par des faits matériels. La sociologie, à l'inverse, s'intéresse d'abord aux interactions et à ce qui les suscite ou les modifie »⁶¹.

1-5) Ergonomie :

Et en fin, en terminant sur une spécialité qui y est étroitement liée à la sociologie de travail, celle de l'ergonomie, ce domaine essaye à améliorer des conditions de travail, cette discipline très jeune que la sociologie de travail d'elle-même qui était apparait aux années 80.

« L'ergonomie est myope, résolument, affirme Maurice de Montmollin(1996), son objectif n'est pas décrire des évolutions globales, mais de concevoir ou d'améliorer des cas particuliers »⁶².

Les débuts la sociologie de travail en trouvant chez Frédéric Winslow Taylor et Elton Mayo :

2) Taylorisme :

Était en nom de « théorie physiologique des organisations » comme une doctrine fondée par Taylor et par deux spécialistes américains de la théorie des organisations, March et Simon. Frédéric Winslow Taylor (1856-1915) était ingénieur, au moment les mutations économique

⁶⁰ Sabine Erbès- Seguin, la sociologie de travail, éditions la découverte, paris 2004 p18

⁶¹ Web site internet : <https://journals.openedition.org/socio-anthropologie>

⁶² Sabine Erbès- Seguin, op cit.

immense dans son époque, c'est début de lutte contre le « le gaspillage dans l'industrie », ou « la flânerie systématique ». Taylor le premier qui a constaté que le travail est un système de relations sociales. Sa théorie considère que la machine a eu une telle importance par apport la main d'œuvre, qu'elle repose sur la répartition des tâches et rémunération ou la division des tâches « L'objectif de l'organisation scientifique du travail (OST) est d'améliorer la productivité à travers un meilleur contrôle de l'activité des ouvriers. Taylor souhaite lutter contre la "flânerie" dans les ateliers et trouver la meilleure façon de produire (*the one best way*). Après un travail d'observation et d'analyse du travail ouvrier (gestes, rythmes, cadences, etc.), il préconise d'adopter deux principes :

- Une division horizontale du travail, c'est-à-dire une parcellisation maximale des tâches entre les différents postes de travail, où chaque ouvrier effectue quelques gestes élémentaires délimités et répétitifs ;
- Une division verticale du travail, c'est-à-dire une séparation stricte entre le travail de conception et le travail d'exécution. Un bureau des méthodes dirigé par des experts en organisation est chargé de la préparation scientifique du travail »⁶³.

3) L'école des relations humaines :

Cette école incarnée dans les États Unis, fondée par Elton Mayo, selon lui, « one best way » est insuffisant à gouverner l'ensemble des relations de l'organisation de l'industrie, c'est-à-dire il faut la distinction entre le système technique et le système de relations humaines dans l'entreprise. Ses études déroulent dans l'usine Hawthorne entre 1927-1932 près de Chicago du western Electric.

Cette recherche est une célèbre série d'expériences par cinq ateliers sur les conditions de travail et leurs relations, l'apport cet école sur le taylorisme sur réhabilitation le facteur humain comme des individus et non comme des objets de production seulement et la rupture de cette constatation taylorienne qui déshumanise l'individu.

« C'est dans ce cadre que naissent les travaux du groupe de chercheurs que dirige Elton Mayo à Harvard, il effectue entre 1927 et 1932, à l'usine de Hawthorne (près de Chicago) de la Western Electric, une recherche en collaboration avec les cadres de la compagnie. Il s'agit, à l'origine, d'étudier les rapports homme-travail dans la perspective, encore très taylorienne,

⁶³ Site web internet : <https://www.vie-publique.fr/fiches/270751-quest-ce-que-le-taylorisme>

d'utiliser les progrès techniques pour améliorer la satisfaction au travail et les rapports sociaux ». ⁶⁴

4-Définition de la sociologie de travail

La sociologie de travail l'une des branches majeures pour la sociologie qui y était constituée en France dans les années cinquante, cette branche destinée d'abord la critique sur la psychosociologie ou les relations humaine d'Elton Mayo en les États-Unis c'est-à-dire comprendre la classe ouvrière et leur intérêt que la recherche de productivité d'individu au travail de celle américaine. La fin des années cinquante, surtout au cours des décennies suivantes, la multiplication les recherches sur des thèmes abordés sur la question de travail est mise en œuvre comme l'organisation et les rapports de travail, l'industrie sur la question « travail à chaîne » et le « travail miette » selon Friedmann et « automation » selon Neville, leur objet est analyser sociologiquement la société salariale. La première révolution industrielle fut en 19ème siècle favorise sur la question de travail et institue la sociologie de travail comme une branche en sociologie après la fin premier moitié de 20 siècle.

5-Père fondateurs de la sociologie de travail en France :

La sociologie de travail en France a critiqué école des relations humaines fait la naissance la sociologie de travail en France par George Friedman, Pierre Naville, les deux sont complètement divergeant sur les analyses sociologiques mais les points communs sur ces deux fondateurs sont : la critique l'école des relations humaines, et la fois le taylorisme, analyser les relations la main d'œuvre eu seins de la société ou l'entreprise industrielle.

En générale, la sociologie de travail en France est née dans les années soixante par les contributions ces sociologues qui sont mentionnés déjà, même on peut y ajouter Alain Touraine. Donc, la sociologie de travail en France est une conséquence par l'émergence auparavant la sociologie d'école des relations humaines et aussi taylorisme.

6- Les thèmes abordés dans la sociologie de travail :

6-1. Les thèmes traditionnels :

La divisions des taches, évolutions technologiques, rôles, règles et normes de travail, ce sont des thèmes indispensables dans la sociologie de travail mais aussi d'analyser la

⁶⁴ Sabine Erbès- Seguin, la sociologie de travail, éditions la découverte, paris 2004 p 24

qualification de travail, les attitudes et les comportements des travailleurs, l'actions collectives par apport l'organisation, la formation professionnelle.

6-1.1. L'organisation de travail :

L'un des sujets important dans la sociologie de travail, l'organisation de travail consiste à utiliser les techniques d'organisation, ces techniques sont des phénomènes naturels et à la fois imposer par les règles pour mieux gérer l'entreprises. Exemple pour ça Joan Woodward est son équipe, il a classé l'entreprise en trois groupes : production unitaire, ou petite série, grande série de production de masse et en dernier la production en contenu (produit chimique, liquide et gaz).

6-1.2. La qualification professionnelle :

La qualification, on peut le voir comme la division sociale et technique de travail dans la société, les rapports de pouvoir, ces éléments qui définissent les rapports entre l'employeur et les travailleurs. la qualification permet aux employés à exécuter les taches adéquatement à ses compétences personnelles.

6-1.3. Conflit et action collective :

L'observation des conflits soit dans les sociétés ou dans l'organisation a été pris beaucoup d'encre dans les analyses de sociologie de travail par ce que c'est un thème majeur et fondamentale dans cette branche. Les conflits naissent souvent au moment de travail entres les personnes, les analyses de conflits prennent des études sur les grèves comme exemples, aussi les relations collectives de travail.

6.2) Les thèmes avancés :

L'un des effets qui favorise à améliorer les thèmes avancés comme exemple la question de la femme qui était fait beaucoup d'encre sur ce cas, les conditions de réalisation de travail, la rémunération direct (salaire) ou indirect (les prestations sociale) ... ce sont des facteurs sociaux par ce que ce dernier, celui qui avancé ces problématiques.

6-2.1. Les dégâts du progrès :

L'analyse des effets négatifs « progrès technique » a été cantonnée au travail ouvrier, les chercheurs font beaucoup d'encre sur ce thème en sociologie, psychosociologie du travail et de l'ergonomie. Les travaux de Christophe détours sur la question des accidents de travail, aussi les études sur l'aggravation des conditions de travail matérielles et psychologiques de travail par Thébaud-Mony, 1997.

6-2.3. Le travail de la femme et le travail des hommes :

Sur cette question, est traitée beaucoup dans la sociologie de travail, Madeline Guibert fait une étude minutieuse sur la question le travail des femmes dans les années 60, selon statistique, la position de la femme dans travail s'améliore de plus en plus qu'auparavant, le siècle précédent, on a vu l'émancipation des femmes et leur droit de travail et l'ensemble des privilèges qui favorise son statut, depuis 1945, accéder des femmes dans le travail s'augmente selon les chiffres statistiques. « Dans les cent vingt-neuf entreprises sur lesquelles a porté l'enquête dont nous allons maintenant exposer et analyser les résultats, on a dénombré un total de 14601 femmes et 15871 hommes travaillant en atelier »⁶⁵.

Synthèse de chapitre

On conclut dans ce chapitre que la sociologie de travail est une branche récemment en sociologie qui y était initiée en France pour la critique la sociologie empirique américaine et surtout l'école des relations humaine et à la fois une réponse aux exigences à l'époque contemporaine après la 2^{ème} guerre mondiale, exactement dans les années 60.

⁶⁵ Site web internet sur La place actuelle des femmes dans les industries des métaux : <https://www.degruyter.com/document/doi/10.1515/9783111676852-004/html>

Chapitre V
Le travail en Algérie

Préambule

Dans les pays en développement et notamment en Algérie, les déterminants de l'insertion sur le marché du travail des individus demeurent mal connus. Le travail en Algérie est devenu aujourd'hui un outil économique pour les entreprises et pour la société. Elle comporte essentiellement deux fonctions (interne et externe) à l'intérieure de l'organisation, qui consistent à partager des valeurs, forger l'identité des salariés, développer le sentiment d'appartenance qui conduit au progrès économique de l'Algérie. La question de l'emploi reste encore un défi pour l'économie mondiale, les pays en voie de développement sont nettement plus touchés par le chômage et un déficit d'emplois décentes que les économies avancées. Au regard des populations, ce sont les jeunes qui sont les plus confrontés aux difficultés d'insertion sur le marché du travail. Le problème est devenu complexe car il s'agit d'une double crise : au niveau du marché et au niveau des jeunes. Il n'y pas un État au monde qui n'a pas intervenu sur cette crise, l'Algérie a fait autant depuis 1989.

Depuis, peut-on affirmer que nous sommes arrivés à une certaine maîtrise du fonctionnement du marché du travail, avec les dispositifs ? Quelle sera alors les perspectives ? Au niveau mondial, les perspectives d'équilibre du marché du travail restent bloquées. L'intervention de l'État est toujours de rigueur à moyen terme, l'Algérie maintien encore une très forte intervention et les résultats restent mitigés.

Dans ce chapitre nous allons définir le marché du travail et présenter la situation du marché du travail, entre les principales caractéristiques, l'insertion au marché du travail et la politique d'emploi en Algérie.

1. La situation politique et sociale de l'Algérie⁶⁶

Des premières années 1990 et à ce jour, le pays a connu au plan politique une forte instabilité gouvernementale accompagnée par des phases de violence exceptionnelle. La situation sociale, quant à elle, voit sa recomposition entraîner des inégalités de plus en plus aiguës, sur un fond de contestation sociale radicale (grèves, émeutes à répétition) malgré les efforts constants déployés par l'État en matière de dépenses sociales.

⁶⁶ Marché du travail et emploi en Algérie : *Éléments pour une politique nationale de l'emploi*, January 2003, ILO Editor : ILO- Musette Mohamed Saib et Isli M.A Nacer-Eddine Hammouda.p. 14

1.1 Une situation politique relativement instable :

Le processus de réformes économiques est intervenu en Algérie en même temps que le changement aussi fondamental apporté par l'instauration du pluralisme dans la vie politique du pays. Dans ce contexte, un mouvement terroriste mû par la volonté d'instaurer un pouvoir intégriste va conduire le pays dans une spirale de violences sans précédent dont il sort à peine aujourd'hui avec des conséquences dramatiques en pertes humaines, destructions matérielles et dégradation de l'image du pays. Une instabilité politique institutionnelle s'est ainsi installée durant la décennie 1990 avec la succession de cinq chefs d'État et sept gouvernements. Autant de faits qui ont conduit à une situation qui continue à peser sur les capacités de l'Algérie à mener à terme l'ensemble de ses réformes et à associer pleinement les partenaires étrangers à ses efforts.

1.2. Une situation sociale en pleine recomposition :

En conséquence des conditions de réalisation des différentes réformes ainsi conduites, la situation sociale s'est progressivement dégradée. Au cours de la dernière décennie, la consommation des ménages par habitant a commencé par baisser sensiblement jusqu'en 1997 avant d'amorcer un redressement tendant à la ramener à son pic de 1991, tout en s'inscrivant dans sa tendance générale à la hausse qu'elle connaît depuis deux décennies. Mais le chômage n'a cessé d'augmenter depuis 1985, passant d'un taux de 10 % de la population active à 27 % en 2001 et le phénomène de pauvreté devient une réalité observable, la frange de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté étant passée, selon un rapport de la Banque Mondiale (1999), de 12,2 % en 1988 à 22,6 % en 1995. Ce taux a connu encore une légère hausse - pour se situer autour de 24% en 2000. Ces deux évolutions montrent cependant un ralentissement du rythme de paupérisation (0,4 % entre 1995 et 2000 pour 2% entre 1988 et 1995).

Dans cet environnement difficile, l'action de l'État a permis de maintenir une progression des dépenses sociales et l'Indicateur de Développement Humain (IDH) du pays, selon les données du PNUD (2001), s'améliore en passant de 0,641 en 1990 à 0,693 en 1999, soit une croissance de 8,1% pour cette période. Ces différentes évolutions laissent admettre que le progrès social global n'a pas été positif pour l'ensemble des couches de la population. Selon l'enquête sur les dépenses des ménages réalisée en 2000 par l'ONS, on relève que l'indice de GINI est passé de 0,4 en 1988 à 0,37 en 2000, soit une légère baisse de l'inégalité ainsi mesurée. L'examen des dépenses sociales de l'État au cours de la dernière décennie montre que ce sont

surtout les actions sociales au sens strict qui ont enregistré la plus forte baisse relative. Les dépenses de santé ont été maintenues au même niveau, tandis que la hausse la plus importante est enregistrée dans les dépenses du système d'éducation ou formation qui a vu son ouverture au capital privé adoptée au milieu des années 80 pour le secteur de la formation professionnelle et étendue en 2001 au secteur universitaire. Les dépenses liées à l'emploi ont connu aussi une hausse appréciable dans cette conjoncture de chômage croissant. En termes relatifs, notamment par rapport au PIB, une baisse importante peut être relevée - passant de près de 8% en 1992 à moins de 5% en l'an 2000. Dans un récent rapport de la Banque Mondiale (2001), il a été relevé que la gestion des dépenses publiques, visant l'efficacité et l'équité, nécessite des arrangements profonds sur le plan du ciblage des populations vulnérables. L'aggravation de la pauvreté, qui s'étend désormais aux couches moyennes, a interpellé les autorités qui ont adopté un programme national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale suite à une Conférence internationale, organisée sur ce thème à Alger en 2000.

2. La population active

Au sens du BIT a été estimée à 9 969 000 personnes en octobre 2007, soit 29,6% de la population totale du pays et 40,9% de l'ensemble des personnes en âge de travailler.

Elle est composée majoritairement des hommes. Les femmes ne représentent que 16,5% de l'ensemble des actifs.

3. La situation du marché du travail en Algérie

- « La première constatation qui ressort est la faible participation des femmes au marché du travail. En effet, le taux d'activité des femmes de 15 ans et plus est de 14,2%.
- La deuxième constatation est que le taux d'emploi est relativement faible, moins de 38% pour la population de 15 ans et plus. Malgré la croissance du taux d'emploi ces dernières années, cela n'a pas eu l'impact suffisant pour dynamiser le marché du travail.
- La troisième constatation, c'est les jeunes de 15- 24 ans qui sont les plus affectés par cette situation au niveau du marché du travail. En effet, le taux de chômage des jeunes est 3 fois plus élevé que celui des adultes »⁶⁷.

« La situation est plus complexe pour les femmes, le chômage touche plus les femmes que les hommes. En effet, le taux de chômage des femmes est 2,35 fois plus élevé que celui des

⁶⁷ Insertion sur le marché du travail en Algérie- Moundir Lassassi et Christophe Muller, Working Paper 756 May 2013. P.8.

hommes. Ce qui nous ramène à dire qu'il y a une double discrimination, une discrimination pour l'insertion des jeunes sur le marché du travail et une discrimination plus importante à l'encontre des femmes.

Le chômage touche plus les personnes diplômées. Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est de 20,3%, cela signifie qu'un diplômé sur cinq se retrouve au chômage après la sortie de l'université. La proportion est plus importante pour les filles où une fille sur trois se retrouve au chômage contre un garçon sur dix. Une autre réalité plus dramatique, c'est que 25,3% des jeunes de 15-24 ans soit un jeune sur quatre ne sont ni dans la force de travail, ni scolarisés. Cette proportion est plus importante pour les filles, 40% des filles ne sont ni dans la force de travail, ni scolarisées contre 11,3% pour les garçons.

La qualité de l'emploi en Algérie est imprégné à partir de deux indicateurs : le taux de l'emploi informel et le taux de sous-emploi et à partir de l'analyse de l'évolution de l'emploi par segments sur une décennie (1997 – 2007). L'emploi informel non agricole au sens de la définition du BIT est estimé en 2010 à 3921 milles occupés qui déclarent ne pas être affiliés au régime de la sécurité sociale, ce qui constitue 45,6% de la main d'œuvre totale non agricole. L'évolution entre 1997 et 2010 de l'emploi informel, fait ressortir une progression nettement plus rapide de ce type d'emploi (2,8 points) par rapport à l'emploi structuré (1,4 point). L'évolution de la structure de l'emploi informel sur cette période nous permet de constater que l'emploi informel a fortement progressé dans les secteurs de l'industrie et de la construction. Dans l'industrie, l'emploi informel a plus que doublé (2,04 fois), quant au secteur des Bâtiment et travaux publics l'emploi informel a progressé de 16 points. En revanche, l'emploi informel a diminué dans les secteurs du commerce (moins 12,2 points) et dans les services (moins 12,6 points).

La tendance de l'évolution du taux de chômage et de l'emploi informel sur cette période nous permet de conclure que le secteur informel a absorbé une partie des chômeurs qui ont trouvé un emploi dans cette période. Cela nous renseigne sur la précarité et l'insécurité des emplois créés durant cette période. Le sous-emploi visible lié au temps de travail est estimé en 2010 à 1844 milles occupés, soit un taux de sous-emploi de 18,9%. Le sous-emploi touche plus les femmes que les hommes. En effet, le taux de sous-emploi est de 17% pour les hommes contre 29,5% pour les femmes.

Les jeunes sont les plus touchés par le sous-emploi, un jeune (15-19 ans) sur trois et un jeune (20 -24 ans) sur quatre sont concernés par le sous-emploi. Le sous-emploi diminue avec le niveau d'instruction, plus le niveau d'instruction est élevé et moins les personnes sont concernées par le sous-emploi. Pour les personnes avec un niveau supérieur, le taux de sous-emploi est de 13%. Cela peut nous renseigner sur les types et la qualité des emplois occupés par les hommes et les femmes de niveau d'instruction supérieur. Le taux de sous-emploi atteint 20,4% pour celles qui ne sont pas pourvues de diplômes. Les salariés qui ont exprimé leur désir de changer d'emploi ont été interrogés sur les raisons de cette volonté de changement. Les deux principales raisons évoquées par les salariés sont : emploi mal rémunéré (40,9%) et emploi provisoire (38,4%). Pour les hommes, la première raison est le revenu qu'ils jugent insuffisant (41,7%), pour les femmes c'est le type d'emploi provisoire (46,1%). La pénibilité de l'emploi a été plus avancée par les femmes (6,3%) que par les hommes (2,5%). En revanche, l'inadéquation de l'emploi avec la formation a été plus avancée par les hommes (11,3%) que par les femmes (4,5%). L'analyse de l'évolution de l'emploi par segments entre 1997 et 2007, nous permet de constater que la situation de l'emploi en Algérie durant cette période s'est dégradée en termes de sécurité de l'emploi ou d'emploi décent en particulier pour les jeunes »⁶⁸.

En effet, nous avons constaté que le secteur public contribue peu à la création d'emploi et c'est l'administration qui contribue le plus en créant des emplois non permanents, à la différence de la période précédente où elle était le garant de l'emploi protégé. Les entreprises informelles ont pris des proportions importantes dans le tissu économique du pays de même que l'emploi non déclaré. L'analyse du parcours éducatif de la population active par génération, nous permet de constater que les nouvelles cohortes poursuivent de plus en plus leurs études et entrent de plus en plus aux universités contrairement aux générations des plus âgées. Cela signifie, qu'il y a de plus en plus de personnes instruites qui arrivent sur le marché du travail. La proportion des filles de niveau supérieur qui arrivent sur le marché du travail est plus importante que celle des garçons pour les différentes générations. Ceci s'explique par le fait que pour les anciennes générations les femmes les moins instruites ne se présentent pas sur le marché du travail, et que pour les nouvelles générations, l'université compte plus de filles que de garçons. Donc d'un côté, les personnes qui arrivent sur le marché du travail sont de plus en

⁶⁸ Ibid.P.10.

plus instruites et d'un autre côté les emplois créés sont de plus en plus non qualifiés d'où le disfonctionnement sur le marché du travail en Algérie.

Les principaux dispositifs en direction de l'emploi salarié dépendent de deux départements ministériels : Ministère du Travail de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS) et Ministère de la Solidarité Nationale et de la Famille (MSNF). En somme, cinq agences sont représentées : Agence Nationale de l'Emploi, Agence Nationale pour le Soutien de l'Emploi des Jeunes et Caisse Nationale d'Assurance Chômage, d'une part et d'autre part, l'Agence de Développement Social et l'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit. Le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle relevant de l'Agence Nationale de l'Emploi a mis en place trois modes d'insertion : Contrat d'Insertion des Diplômés, Contrat Formation/Insertion et Contrat d'Insertion Professionnelle. Le candidat qui retourne au chômage est orienté vers le Contrat de Travail Aidé.

L'Algérie a adopté en décembre 2004 des dispositions qui reconnaissent et réglementent les agences d'emploi privées. Le décret exécutif n°07-123 du 24 avril 2007 détermine les conditions et les modalités d'octroi et de retrait d'agrément aux organismes privés de placement des travailleurs et fixe le cahier des charges relatif à l'exercice du service public de placement des travailleurs. L'Agence de Développement Social propose trois dispositifs relatifs à l'emploi salarié : Dispositif d'Insertion sociale des jeunes Diplômés, Indemnité d'Activité d'Intérêt Général et le dispositif d'activité d'insertion sociale. En créant avec la Caisse Nationale d'Assurance Chômage un système d'assurance chômage (politique passive), l'Algérie demeure l'un des rares pays à disposer de tel système sur l'ensemble du continent africain. Il est une réponse aux transformations économiques et aux évolutions du marché du travail, garantissant un minimum de sécurité pour les travailleurs susceptibles d'être affectés par ses évolutions et créant ainsi pour les entreprises les conditions sociales de leurs mutations. Ce dispositif ne concerne que les seuls licenciés pour motif économique et encore faut-il que pour être éligible la personne licenciée ait été sous contrat à durée indéterminée et affiliée à la sécurité sociale durant une période cumulée de plus de trois ans.

Concernant les coûts de ces programmes, l'Algérie dépense pour les seuls programmes d'insertion dans l'emploi 14 milliards de DA, ce qui représente 0,3 pour cent du PIB, auxquels s'ajoutent 4,5 milliards de DA pour les programmes de soutien aux jeunes promoteurs, soit environ 0,1 pour cent du PIB, ce qui fait un total de 0,4 pour cent pour les programmes actifs. Toutefois, ces chiffres correspondent aux dépenses des programmes et n'intègrent pas le coût

de fonctionnement des structures qui les mettent en œuvre, ni de ceux d'autres institutions comme l'ANEM. Si on y ajoute encore le montant estimé des dépenses de formation, il n'apparaît pas déraisonnable de situer autour de 0,5 pour cent du PIB le montant total des dépenses actives. Les dépenses passives entre le versement des allocations chômage pour un montant de l'ordre de 2,5 milliards de DA et ceux de l'allocation forfaitaire de solidarité pour un montant de l'ordre de 1 milliard de DA sont de 3,5 milliards de DA, soit un peu moins de 0,1 pour cent du PIB. Le montant total des dépenses en faveur des politiques du marché du travail peut donc être estimé à environ 0,6 pour cent du PIB.

4. Les principales caractéristiques du marché du travail en Algérie

Les principales caractéristiques du marché du travail peuvent être relevées à partir des données des enquêtes de l'ONS. C'est l'unique source, bien que limitée, qui produit des données selon différentes variables. D'abord, on peut constater que le secteur privé domine le marché du travail, mais avec l'offre des emplois temporaires notamment. Puis, le chômage est plus important toujours dans le monde urbain que dans les milieux ruraux. Une plus grande vulnérabilité est observée parmi les jeunes et surtout les filles. Nous avons observé un ralentissement de l'emploi informel, qui reste toujours assez important. Enfin, l'Algérie continue à faire appel à la main d'œuvre étrangère pour la réalisation des programmes en cours. Quant à l'émigration, elle n'est pas organisée. Les mouvements migratoires irréguliers sont encore observés. Vers l'Algérie, ces flux sont composés plus par des réfugiés. À partir d'Algérie, le hargha a connu un certain ralentissement et les modes opératoires ont changé. Dominance du secteur privé avec des emplois temporaires en hausse continue. « Le marché du travail est caractérisé par la dominance de l'emploi par le secteur privé. Ce dernier a pris le relais du secteur public depuis les années 1990. Pour rappel, en 1989 le secteur public était en pole position, avec 54% des emplois. D'une manière générale, le secteur privé condense en 2011, 60% des emplois contre 40% pour le public. L'essentiel du salariat dans secteur privé est temporaire, estimé à 79,5% en 2011. A l'inverse, le salariat permanent est concentré dans le secteur public. Un chômage surtout urbain, avec une plus grande vulnérabilité des femmes et des jeunes Selon la dispersion géographique (urbain ou rural) en 2011 comme en 2010, le taux de chômage est plus important dans le monde urbain avec un taux de 10,7% contre 8,7% pour les zones rurales. La tendance globale indique une plus grande vulnérabilité des femmes, dont le taux est plus du double que celui des hommes. Une légère variation est observée en 2011: le taux de chômage des hommes a connu une légère hausse, il passe de 8,1% à 8,4% tandis que

celui des femmes accuse une baisse de presque de 2%, passant de 19,1% à 17,2% entre 2010 et 2011. Cette baisse est induite par une chute du taux de chômage (moins de 2,4%) des femmes adultes plus de 25 ans en particulier. Ainsi il y a un écart persistant en 2011, entre le chômage des jeunes 16-24 ans et celui des adultes 25-60 ans. Celui des jeunes est estimé à 24%, avec encore une forte disparité selon le sexe, celui des filles culmine à 38%, contre celui des hommes, évalué à 19,1%. Dynamique ralentie de l'informel La dominance du secteur privé est traduite par une dynamique persistante du secteur informel qui a gagné du terrain. Les mouvements déclenchés en janvier 2011 étaient portés par ces outsiders. Après une période de tolérance, les autorités ont mené des actions répressives, accompagnées par des mesures d'intégration du commerce informel dans des marchés structurés. Le niveau de l'informalité de l'emploi (absence de couverture sociale hors agriculture) est estimé à 40% en 2011 contre 45,6% en 2010. Ce ralentissement est observé dans l'ensemble des secteurs, à l'exception des transports & télécommunications. Les flux migratoires appel à la main d'œuvre étrangère L'Algérie maintient sa stratégie d'appel à la main d'œuvre étrangère, engagée depuis 2003, pour la réalisation de ses grands programmes. La main d'œuvre chinoise constitue la part la plus importante de l'immigration légale. Il existe aussi une migration irrégulière plus subsaharienne qui a connu un ralentissement depuis le déclenchement des conflits au Sahel et la sécurisation des frontières au Sud de l'Algérie (Mali, Niger), à l'Est (Tunisie, Libye) et à l'Ouest (le Maroc) »⁶⁹.

L'émigration algérienne régulière se stabilise à l'étranger, avec une réorientation vers d'autres destinations. Ce nouvel âge de l'émigration régulière se distingue par un nouvel profil. La dynamique des retours, enclenchée depuis les années 2000, connaît un ralentissement en 2012-13. L'émigration irrégulière Hargha, reste d'actualité, elle est rythmée par les conjonctures. D'autres modes opératoires sont mis en œuvre pour contrer la sécurisation algérienne et européenne des frontières maritimes, voies empruntées par les migrants durant les années 2000. L'une des caractéristiques la plus sévère du salariat est celle de la baisse de l'emploi permanent et la montée de l'emploi temporaire. En 2010, les deux courbes se sont croisées : une légère reprise de l'emploi permanent est observée en 2011. La durabilité de cette reprise reste problématique.

⁶⁹ ONSS- M.S. MUSETTE, CREAD, Alger (2013) FCE - *Journées de l'entreprise algérienne : Emploi, Formation et Employabilité*- 29 Octobre – Alger. P. 15.

Le PEJ en Algérie⁷⁰:

Trois générations déjà Depuis les réformes institutionnelles de 1989, l'Algérie a tenté d'abord de rétablir les équilibres macroéconomiques pour sortir de la crise généralisée des années 1990 avant de mettre en place une nouvelle politique d'emploi en rupture avec celle de l'économie socialiste. Cette nouvelle politique peine encore à voir le jour. Une lecture rétrospective des mesures adoptées pour la promotion de l'emploi nous donne l'enchevêtrement de trois générations de dispositifs. Comme par hasard, chaque génération aurait vécu une décennie ou presque.

- La première génération (1989-1997), lancée dans le sillage de la révolte d'Octobre 1988, a donné naissance à une série de mesures visant, au mieux, à atténuer les effets négatifs du PAS sur le marché du travail, avec des pertes d'emploi importantes. Les dispositifs, non testés, ont été lancés dans la précipitation sans effets sur le marché de l'emploi. Ce n'est qu'en 1994 avec la création des institutions nouvelles, tels la CNAC pour l'assurance chômage, l'ADS pour le filet social, et l'ANSEJ pour la promotion des microentreprises que cette première génération a contribué positivement à réduire les effets négatifs des réformes économique engagées sur l'emploi.
- La deuxième génération (1998-2007) consiste en la maturation de certaines mesures et ce n'est qu'à partir de 1998 qu'on assiste à un redéploiement des agences, avec un marché de l'emploi encore fragilisé. L'ensemble des dispositifs est revu et corrigé. Dans le rapport de l'OIT (2003), une première configuration de la politique nationale de l'emploi (et du travail) a été élaborée, avec la mise en perspective de l'ensemble des acteurs. Les autorités algériennes découvrent en 2007, que malgré la reprise économique et l'investissement lourd consacré, les effets ne se traduisaient pas encore sur la résorption d'un malaise profond chez les jeunes en particulier. Le niveau du chômage des jeunes reste encore important, malgré la baisse de la moyenne nationale.
- La troisième génération des dispositifs date de 2008 à ce jour. Elle est marquée par une première tentative de mettre en place une politique nationale de l'emploi. Les mesures préconisées s'inscrivent par une rupture partielle avec les emplois d'attente sans incidence sur l'insertion économique et durable des jeunes.

⁷⁰ Ibid.p. 30.

Le passage par les dispositifs antérieurs ne constituait pas une expérience professionnelle car il ne reposait sur un contrat de travail. Cette génération fait du contrat, un must pour les insérables. À la suite de la révolte de janvier 2011, cette dernière génération est encore renforcée.

Le chômage commença à se manifester de manière prononcée en Algérie à partir de 1986 suite à la crise économique engendrée par l'effondrement du prix du pétrole, qui a incité le pays à recourir entre 1994 et 1997 au Plan d'Ajustement Structurel (PAS) sous l'égide du Fonds Monétaire International (FMI) en contrepartie du rééchelonnement de sa dette extérieure. Ce programme a certes permis le rétablissement des équilibres macro-financiers mais au prix d'opérations de restructuration et de liquidation d'entreprises étatiques qui se sont soldées par des licenciements massifs estimés à plus de 405 000 pertes d'emplois entre 1995 et 1998. Portée par la redistribution de la rente pétrolière, toute une série de réformes est initiée depuis 1989 visant à promouvoir l'emploi des jeunes chômeurs avec le soutien financier des pouvoirs publics.

Selon la typologie de l'OCDE, les politiques actives du marché du travail sont apparues sous trois formes en Algérie : l'aide à la création d'entreprises ou à l'auto-emploi, l'insertion à travers des CDD ou des emplois d'attente et l'amélioration de l'employabilité des chômeurs à travers la formation ou reconversion et l'aide à la recherche d'un emploi.

5- Les déterminants individuels du choix du statut d'occupation

- Situation dans la profession,
- Secteur d'activité,
- Affiliation à la sécurité sociale,
- Forme d'enregistrement de l'entreprise.

On distingue les personnes qui travaillent dans le secteur de l'agriculture emploi agricole et ceux qui travaillent dans les autres secteurs emploi non agricole. Le premier segment est celui de l'emploi agricole, les personnes qui travaillent dans le secteur public de celles qui travaillent dans le secteur privé parmi l'ensemble des travailleurs non agricoles. Ensuite, on distingue, d'une part, ceux qui travaillent dans le secteur public administratif et ceux qui travaillent dans le secteur public économique et d'autre part, parmi ceux qui travaillent dans le secteur privé, les aides familiaux, les salariés et les auto-employeurs. Et en fin, on distingue, d'une part, parmi l'ensemble des entrepreneurs du secteur privé, ceux qui dirigent des entreprises formelles et ceux qui dirigent des entreprises informelles et, d'autre part, parmi l'ensemble des salariés du secteur privé, les salariés qui sont déclarés à la sécurité sociale et ceux qui ne le sont pas.

6) La politique d'emploi

Les politiques de l'emploi désignent un ensemble de mesures visant à lutter contre le chômage, à soutenir la création d'emplois et/ou le maintien des emplois existants. Les travaux consacrés à l'étude et l'évaluation de ces politiques restent controversés. « La flexibilisation du marché du travail s'accompagnerait d'un niveau de chômage inférieur relativement aux marchés rigides »⁷¹. « La durée des formations dispensées aux jeunes chômeurs influencerait positivement leur durée dans l'emploi, soulignant cependant le coût élevé de certaines politiques face à une efficacité limitée »⁷². D'inspiration keynésienne, les politiques en faveur de l'emploi en Algérie reposent sur la redistribution des revenus de l'État en faveur des classes sociales les plus défavorisées. En dépit de l'effet manifeste de la stratégie de l'emploi sur le niveau du chômage, les jeunes diplômés restent durement frappés par le chômage et la réussite scolaire et universitaire des femmes ne les épargnent pas du risque de chômage. Ce papier examine les différents dispositifs mis en œuvre par les pouvoirs publics dans le cadre de la politique d'activation depuis le Programme d'Ajustement Structurel au milieu des années 1990.

- La première section analyse le lien entre croissance et emploi en testant la loi d'Okun en Algérie.
- La deuxième section dresse l'inventaire des politiques menées en faveur des jeunes depuis les années 1990, avant d'estimer leur impact en termes du nombre d'emplois créés, selon les caractéristiques de l'âge, du diplôme et du genre des chômeurs.
- La troisième et quatrième section s'intéresse au chômage d'insertion des jeunes diplômés et des jeunes femmes respectivement.

Dans un contexte de persistance du chômage juvénile, les politiques de l'emploi constituent un outil primordial de lutte contre la persistance du sous-emploi. Au regard du court et moyen terme, l'impact macroéconomique des dispositifs mis en place en Algérie s'avère faible. Du point de vue qualitatif, les emplois aidés sont précaires et la défaillance des jeunes entrepreneurs se manifeste. Le chômage des jeunes en Algérie est une caractéristique structurelle du marché du travail qui affecte notamment les jeunes diplômés et les femmes de manière inégale. L'analyse de l'effet différencié de ces dispositifs sur l'insertion des jeunes et des femmes, révèle une inégalité de genre en dépit de l'élévation de leur niveau de capital humain. En référence à la notion de double vulnérabilité (double jeopardy) introduite par Beale en 1970, pour décrire la

⁷¹ Nickell, 1997 ; Nickell et al., 2005 ; Bassanini et Duval, 2009)

⁷² (Bunel et al., 2012 ; L'Horty, 2013 ; Carbonnier et al., 2014)

double discrimination racisme et sexisme subie par les femmes noires. Face à l'augmentation de la population au chômage, il est nécessaire de libérer le pays des chaînes des rentes pétrolières et de diversifier l'économie en encourageant les investissements porteurs de valeur ajoutée et générateurs d'emplois durables en direction des catégories les plus jeunes et notamment les diplômés et les femmes. En effet, l'État ne peut absorber cette masse de demandeurs d'emploi à lui seul. Bien que ce papier recense de manière originale les réalisations des différents dispositifs sur une période de près de 20 ans (1997-2016), les données publiées restent discontinues. Ces limites nous conduisent à exploiter des données individuelles tirées d'une enquête réalisée au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou afin d'analyser les caractéristiques des actifs occupés et chômeur selon l'âge, le genre et le niveau de capital humain.

Dans cette optique, une vision nouvelle est proposée aux discussions, d'abord, sur la nature de la lutte contre le chômage des jeunes, puis une deuxième piste est proposée quant à la lutte contre la précarisation de l'emploi. Enfin, il est fait état de la nécessité d'un retour à une politique économique sensible à l'emploi des jeunes, notamment des diplômés.

Le chômage des jeunes mineurs et le chômage des filles diplômées enregistrent les taux le plus élevés. Actuellement, les dispositifs frôlent cette frange de la population, pour les mineurs, le DAIP propose notamment des stages de formation, avec une prime. Le traitement du chômage des mineurs proviendrait ainsi du secteur de la formation professionnelle, un secteur boudé par les jeunes. Le chômage des jeunes filles diplômées souffre d'un manque de visibilité dans les dispositifs, les sources administratives, relatives à l'insertion des diplômés ne diffusent aucune donnée selon le sexe. Sur le plan politique, on pourra alors dire que tout va bien en Algérie, la véritable bataille sera la qualité de l'emploi : lutte contre la précarisation de l'emploi, l'emploi informel est encore important, malgré une baisse. La majorité des jeunes exerce dans l'économie informelle. Les autorités ont toujours déclaré vouloir lutter contre l'informel. Des actions sont engagées de temps à autres contre les marchés informels. Avec la segmentation du marché, le plus grave c'est les conditions précaires dans lesquelles travaillent les jeunes. Actuellement il existe des chantiers qui sont à l'arrêt parce que qu'il n'y a pas de main d'œuvre qualifiée. On fait appel à la main d'œuvre étrangère, l'investissement dans l'infrastructure a relancé, selon le BTP « quand le bâtiment va, tout va ». En effet, c'est dans ce secteur que le taux d'informalité est le plus élevé. Ce secteur n'offre que de l'emploi saisonniers et souvent sans couverture sociale. C'est dans ce secteur où il y a le plus d'accidents de travail parfois mortels, le plus de maladies professionnelles.

Synthèse de chapitre

On peut conclure dans ce chapitre que le travail en dans la société Algérienne est un facteur qui influence la participation des individus à la vie active, les caractéristiques individuelles sont des déterminants sur les statuts d'occupation. La variable entre deux sexes (entre homme et femme) est la plus discriminante, l'âge pour les hommes, détermine la participation au marché de travail, par contre pour les femmes dont le taux d'activité est beaucoup plus faible dont c'est le niveau d'instruction et la formation professionnelle qui détermine l'utilité de femme (comme le cas en Algérie surtout selon les statistiques). Nous constatons que le secteur privé et le chômage sont des caractéristiques de marché du travail en Algérie et la main d'œuvre est toujours demandé.

Deuxième partie :
Partie pratique
Représentation de contenu
Analyse et interprétation de contenu

Chapitre VI
Les principaux discours sociologiques

Préambule

Dans ce chapitre, nous allons entamer la partie pratique de notre recherche, dans laquelle nous allons présenter les données recueillies qui sont issues dans les textes choisis concernant les caractéristiques de notre problématique. C'est à travers cela que nous allons exposer des concepts concernant la sociologie du travail en Algérie d'une part et aussi de chaque sociologue d'autre part, dans le but de comprendre comment ces auteurs algériens avec leurs principales bases théoriques dans le cadre d'étude ont contribué la sociologie du travail en Algérie.

➤ **Présentations des grands auteurs ainsi que les principales bases théoriques sur le travail :**

1. L'entreprise industrielle en Algérie et l'ouvrier majoritaire : Djamel Guerid
2. Le syndicalisme algérien et le mouvement ouvrier : Nasser Djabi
3. Le capital privé et les patrons d'industries en Algérie 1962-1982 : Djilali Liabès
4. L'immigration des algériens vers la France : Abdelmalek Sayed
5. L'organisation industrielle : Ali Elkenz

Au lendemain de l'indépendance et dans un contexte d'euphorie généralisée, les sciences sociales en Algérie se donnaient une double ambition : d'une part, critiquer la sociologie occidentale en s'éloignant de ses concepts et d'autre part, encadrer les sciences sociales dans les entrailles locales et sociales de la réalité algérienne. D'après ces bases conceptuelles recueillies au cours de notre recherche, nous pouvons montrer que l'étude sur la sociologie du travail en Algérie est constituée de variables idéologiques politiques, sociales et économiques. La situation du travail en Algérie est encore problématique, donc les sociologues ont occupé les places que l'État leur a assignées, dont leurs rôles étaient alors de scruter la société non pas avec leurs regards propres, mais à travers l'œil vigilant de l'État. Hier, ils étaient le fer de lance du socialisme spécifique algérien, aujourd'hui, les pouvoirs publics tentent de les associer au processus de libéralisation et d'ouverture à l'économie de marché en faisant du secteur privé comme le pivot du développement. Sociologues ou experts Algériens semblent à s'engager, à explorer les nouvelles problématiques sociales élaborées d'en haut.

Toutefois, tout n'est pas noir ou blanc, il y a eu toujours en Algérie des sociologues engagés, qui ont lancé des critiques et qui ont échappé aux tentations d'instrumentalisation du pouvoir au prix très souvent de leur marginalisation académique.

SECTION 1**L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE EN ALGÉRIE ET L'OUVRIER MAJORITAIRE
UNE NOUVELLE FIGURE- DJAMEL GUERID****Introduction**

Dans l'esprit de Djamel Guerid, en général, l'industrialisation est civilisationnelle, dont l'entreprise publique est le pivot, devrait permettre une resocialisation des travailleurs en leur inculquant des manières d'être, d'agir et de travailler qu'ils diffuseront à leur tour à l'ensemble de la société. L'ouvrier majoritaire est un produit de cette entreprise industrielle en Algérie, « l'industrialisation se présente comme acculturation c'est-à-dire comme implantation d'une nouvelle civilisation et comme l'effort d'un groupe social en vue d'accéder à l'hégémonie ou en vue de consolider cette hégémonie et de la rendre irréversible »⁷³. L'industrialisation est un processus complexe qui permet d'appliquer à un secteur, à une branche de l'économie, des techniques et des processus industriels qui apportent rationalisation et hausse de productivité, c'est le passage d'une économie à prépondérance agricole à une économie à prépondérance industrielle.

Biographie⁷⁴

Djamel Guerid, l'un des plus grands repères de la sociologie en Algérie. Sa naissance en année 1943 pendant 2^{ème} guerre mondiale, et durant plus de 40 années, il a été au service de l'université algérienne, d'abord à Alger, et ensuite à Oran comme professeur de sociologie et d'anthropologie à l'université. Il a aussi fondé un projet de recherche au centre national de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread-Alger). Son ouvrage « L'Exception algérienne : la modernisation à l'épreuve de la société » où il décortique pleinement la société algérienne, avec cette dualité qui a de tout le temps caractérisé, que ce soit avant ou après l'indépendance. Quant à sa dernière manifestation, elle remonte au mois de mai 2012, où il a organisé un colloque international, avec la thématique « repenser la société algérienne ». Il est mort en date 2013.

⁷³ Djamel Guerid : « *L'exception algérienne- Les limites d'une acculturation. La modernisation à l'épreuve de la société* », casba ed.p.113.

⁷⁴ Akram El Kebir : *Djamel Guerid*, El Watan, publié le 07 /09/2013.

1)- L'industrialisation algérienne⁷⁵

L'industrialisation se présente comme acculturation c'est-à-dire comme implantation d'une nouvelle civilisation. Elle se présente aussi comme l'effort d'un groupe social en vue d'accéder à l'hégémonie ou en vue de consolider cette hégémonie et de la rendre irréversible. L'industrialisation, en Algérie fait même explicitement référence à ce schéma dont elle s'inspire ouvertement. Pourtant sa constatation est presque unanime : ni sur le plan matériel ni sur le plan culturel, elle n'est possible de parler de réussite. L'industrie en tant que système d'usines ne semble pas avoir été mise en place, l'industrialisation en tant que mouvement de rassemblement social et de mobilisation n'eut pas lieu et l'entreprise ne peut s'imposer en tant qu'institution sociale et culturelle principale.

1. 1- Le schéma théorique et son déploiement

A la base de la philosophie du développement à l'œuvre dans le processus de l'industrialisation algérienne, il y a l'idée communément admise que l'histoire de l'humanité se présente comme une succession d'étapes en progrès les unes par rapport aux autres et qu'il est possible de répéter, mais de manière accélérée, l'histoire des sociétés industrielles, l'objectif étant de passer de la société traditionnelle à la société rationnelle. Et c'est un groupe social particulier qui se présente comme l'agent de cet accomplissement historique. L'industrialisation s'est inscrite de manière très visible dans le paysage géographique et économique de l'Algérie et elle a imprimé au pays des transformations irréversibles dont elle a contribué à accélérer les processus d'exode rural et d'urbanisation. Ainsi ce sont 1.300.000 personnes environ qui sont passées du milieu rural au milieu urbain durant la période des plans (1967-1977) ; quant au taux d'urbanisation, il est passé de 31% en 1966 à 41% en 1977 et à 50 % en 1987 ; dans les villes, elle a imposé ses propres spécialisations au détriment des activités et vocations initiales ; des bourgs agricoles se sont transformés, en l'espace de quelques années, en authentiques villes industrielles ; de 1976 à 1982 les emplois industriels publics sont passés à Sidi-Bel-Abbès de 4.750 à 14.210, à Sétif de 3.560 à 27.870 et à Biskra de 630 à 11.2501 ; des villes ont accédé au rang de capitale de branche industrielle : Annaba est devenue la capitale de l'acier, Sidi-Bel-Abbès la capitale de l'électronique, Arzew celle de la pétrochimie ; dans les campagnes, elle a rendu nécessaire l'organisation de nouveaux rapports sociaux et d'un nouvel aménagement de

⁷⁵ DLAMEL GUERRID : « *L'exception algérienne- Les limites d'une acculturation. La modernisation à l'épreuve de la société* », casba ed, op.cit. p.114-115/ 186-186.

l'espace ; elle a participé à la forte réduction de la proportion de l'emploi agricole (50,6 % de l'emploi total en 1966 ; 29,6 % en 1977 ; 17,5 % en 1987) ; elle a exigé un développement des infrastructures une plus grande densification de l'encadrement administratif (le nombre des wilayas passe de 16 à 31 en 1974 et à 48 en 1984) et politique ainsi qu'une réforme de l'appareil d'éducation et de formation. L'industrialisation comme mouvement civilisationnel a évidemment comme centre de rayonnement l'entreprise et celle-ci s'efforce de gagner à elle, à la fois, son environnement social et ses ouvriers. Elle commence par produire dans sa région les conditions de son acceptation et de l'adhésion à sa politique ; elle ramène avec elle du travail, des salaires, des activités annexes, des produits et des services rares ainsi que de nouvelles opportunités sociales. Ensuite, en organisant la re-socialisation de ses ouvriers, c'est-à-dire en leur inculquant ses normes et valeurs, elle a pour objectif de diffuser à travers eux et au sein de la société les nouvelles manières d'être, de penser et d'agir. La vertu de l'exemple ou sa pédagogie fait que l'ouvrier en tant que figure nouvelle est poussé au premier plan et présenté en modèle. En prenant en charge ses problèmes économiques mais aussi ses problèmes sociaux (produits rares, coopérative, foyer, sports, vacances), on essaye d'en faire un point de mire et de la condition ouvrière une condition enviée et recherchée. Le bâtiment de l'usine est peut-être la première forme d'acculturation dont elle apparaît, en effet, dans le paysage algérien, comme une réalité nouvelle qui tranche très nettement avec son environnement et qui le domine. Masse imposante et conquérante, elle se présente à la fois comme symbole de modernité et de pouvoir. L'industrialisation, en Algérie, semblait se déployer dans des conditions favorables, elle disposait d'un plan d'ensemble homogène et de ressources adéquates, elle avait aussi l'avantage d'évoluer dans une société éclatée produit de la colonisation et de la guerre de libération où une position d'hégémonie ou plus exactement de direction intellectuelle et morale était à prendre. Productrice de normes et de sens, elle pouvait prétendre à l'inculcation aux différentes couches sociales d'une vision unificatrice du monde.

1. 2- L'échec et ses raisons

Pour comprendre véritablement cet échec, il faut s'arrêter sur les deux grandes expériences qui ont réussi : l'industrialisation classique et l'industrialisation soviétique. En d'autres termes, les expériences réussies peuvent aider à comprendre les expériences avortées. C'est à une sorte de renversement de la perspective de BRAUDEL ce que se pose la question qui l'intéresse en tant qu'historien : "les raisons de l'échec ou du semi-échec de ces expériences peuvent-elles définir à contrario les conditions de l'exceptionnelle réussite anglaise". Que nous

voudrions procéder ici, il faut rappeler, tout d'abord que dans les deux cas l'industrialisation ou acculturation fut un mouvement civilisateur qui a inauguré une étape historique nouvelle, une ère nouvelle (la civilisation industrielle), grâce à deux conditions principales :

À l'intérieur de l'entreprise :

➤ C'est seulement par le sacrifice impitoyable des paysans que cette marche de l'industrialisation a été rendue possible, la disciplinarisation apparut comme la forme principale d'acculturation à l'usine à la dignité d'une tâche politique de la Révolution. Dans l'entreprise il avait un manque de respect de la réglementation (la discipline et la ponctualité) ;

L'architecture des usines était organisée de telle manière que l'ouvrier soit constamment sous surveillance ce qu'a favorisé l'absentéisme ;

Les machines qui règlent le rythme du travail de l'ouvrier ils ne peuvent pas accompagner le Rythme du travail des ouvriers ce qu'a provoqué l'épargne des machines ;

Les règlements d'usine qui justifient et légitiment la surveillance était justifiées par des cadres ;

Le problème de ponctualité était géré par les surveillants qui sont les gardiens du nouvel ordre urinaire et les spécialistes de la mise au travail et du maintien de l'ordre.

L'acculturation à l'échelle de la société :

- Tous les dispositifs et procédés de disciplinarisation à l'œuvre à l'usine auraient été de peu d'efficacité s'ils n'avaient pas trouvé au sein de la société les relais nécessaires au soutien et à la consolidation de leur action et en premier lieu au niveau politique.
- Le processus d'acculturation menée dans l'entreprise a bénéficié d'un soutien sérieux de la part des différents appareils idéologiques comme ce fut le cas de l'école, par exemple. Ainsi, la fonction essentielle de l'instruction élémentaire obligatoire pendant la révolution industrielle n'était même pas d'instruire.
- C'était plutôt de discipliner une masse toujours nombreuse de prolétaires que leur mécontentement mettait en dissidence, et de les incorporer dans la société britannique.
- Elle avait pour objet de civiliser les barbares exigeait que les masses obéissent sans réserve à la volonté unique des dirigeants du travail.

Tous les dispositifs et procédés de disciplinarisation à l'œuvre à l'usine auraient été de peu d'efficacité s'ils n'avaient pas trouvé au sein de la société les relais nécessaires au soutien et à la consolidation de leur action et en premier lieu au niveau politique.

Les deux expériences d'industrialisation c'est qu'elles furent toutes deux des mouvements toujours ascendants et dominants, puissamment soutenue par le pouvoir politique et bénéficiant de l'accompagnement de toutes les institutions sociales, en un mot que la société fut complice. La notion d'acculturation, rendre l'agriculteur un homme artisanat ou un industriel, il s'agissait de produire le prolétariat industriel.

Ainsi, de toutes parts se développent des oppositions au pouvoir des entrepreneurs d'État et si ces oppositions se font de manière sourde ou feutrée au niveau national, au niveau local, elles se déploient au grand jour. À l'échelle d'une ville ou d'une région, le pouvoir entrepreneurial forcément plus puissant que les autres ne peut que mettre en danger ou au moins secondariser tous les autres pouvoirs dont l'équilibre déjà fragile tient à la non-remise en cause des zones d'influence qu'ils se sont tacitement partagées. Or, l'implantation d'une entreprise est partout synonyme de nouvelle restructuration de pouvoirs sous l'hégémonie du pouvoir de l'entreprise. L'entreprise industrielle, en Algérie, apparaît, à la réflexion, comme disposant de peu de moyens pour gagner son pari civilisationnel : la transformation culturelle de ses travailleurs et, en grande partie par leur entremise, la modernisation de la société. Avec le temps, elle se présentait de plus en plus comme un îlot au milieu d'un océan qui ne lui était pas favorable s'il n'était pas franchement hostile. Face à trop d'adversités et à trop d'oppositions, elle succomba sous le nombre. Aujourd'hui, ce qui est à l'ordre du jour pour elle, ce n'est pas de réussir de nouvelles avancées ou gagner de nouvelles positions mais seulement de préserver et défendre les positions acquises. Cette modeste ambition elle-même n'a que peu de chance de se réaliser dans une conjoncture économique extrêmement difficile marquée de surcroît par l'antiétatisme et le libéralisme sauvage et par l'exigence acceptée du F.M.I. de mettre en œuvre une politique rigoureuse d'ajustement structurel.

2)- L'ouvrier majoritaire ⁷⁶

C'est dans le cadre industrialiste qui porte une image déterminée de l'ouvrier industriel moderne. L'ouvrier majoritaire c'est l'ouvrier réel, défini négativement comme paysan, pas tout à fait dés paysanne pas ou peu alphabétisé, cumulant tous les avantages, il est même considéré anti-ouvrier ou pré-ouvrier, apparu durant la période des plans (1967-1977) et un peu après, de nombreuses usines furent implantées dans les différentes régions du pays et de certaines de milliers de travailleurs, généralement d'origine rurale, furent recrutés. En une décennie, le monde des ouvriers d'usine se renouvela et la majorité fut d'abord quantitative avant d'être

⁷⁶ DJAMEL GUERRID, *l'exception algérienne, la modernisation à l'épreuve de la société*, casbah Edition, ville n°6, lot. Said Hamdine, 16016. Alger. P. 219-226/227 et 250.

culturelle. Il apparaît dans toute sa nouveauté et complexité dans le grand complexe sidérurgique d'El-Hadjar, mais c'est dans le cadre industrialiste qui porte une image déterminée de l'ouvrier industriel moderne. C'est en fait à ce niveau que le malentendu entre l'entreprise industrielle et la société à l'intenter de laquelle elle se déploie et qu'elle veut transformer trouve sa forme d'expression la plus lourde de conséquences. On pourrait dire que c'est parce que le système industrialiste ne connaît et ne reconnaît que l'ouvrier classique qu'il ne peut se préoccuper du sort de l'ouvrier réel. Et lorsque ce dernier vient poser ses problèmes de tous les jours, c'est l'étonnement, l'incompréhension et le refus. Pour certains cadres, il s'agit d'une véritable agression. Dans les comportements collectifs sont de caractère permanent comme les regroupements sur une base religieuse (El Adjar) ou tribale (Sebdou) ou même religieuses (Ghardaïa) et ceux de caractère conjecturel qui s'expriment dans la manière de revendication. Plus généralement, l'action de l'ouvrier majoritaire est par rapport à celle l'ouvrier classique ce qu'est la guerre de guérilla à la guerre conventionnelle.

2. 1- Caractéristiques générales de l'ouvrier majoritaire

L'ouvrier majoritaire est un ouvrier nombreux que domine bien sur des nombreuses implantations industrielles créées dans le cadre des plans de développement, dans les unités plus anciennes qui se sont agrandies et ont vu leur effectif s'élargir et se renouveler, se distingue par sa grande jeunesse, son origine fraîchement rurale et par un système culturel que structure la conception de la religion islamique il est un ouvrier jeune comme l'industrie, il est d'origine massivement rurale et même paysanne et il n'est pas rare qu'il ne quitte pas son village ou son douar dont la religion joue un rôle dont elle se trouve à la base de l'ensemble de ses représentations et pratiques de la vie sociale, l'ouvrier majoritaire évolue sur le lieu de travail d'abord sur une terra incognita et il est chargé, dès son recrutement des postes subalternes les plus durs, ceux que les citadins refusent. Dans un premier temps et de peur d'être envoyé, il se montre travailleur infatigable et même casseur de normes. Mais grâce à son expérience et grâce aussi aux compagnons de travail, il apprend, dans un deuxième temps, à mesurer ses efforts et à les répartir sur toute la journée de travail. Mais dans un troisième temps, il se met à mesurer la dépense de sa force de travail en fonction de l'équivalent argent qui lui est concédé. Cependant dans l'entreprise, il ne veut apprendre que les gestes et comportements indispensables son maintien à son poste de travail. Ainsi il ne montre que peu d'intérêt pour les règles du jeu en vigueur dans l'industrie et en particulier pour les formes modernes et institutionnalisées de la revendication. La représentation syndicale elle-même est, pour lui objet

de méfiance et de suspicion. Sur la terre et l'usine, l'ouvrier majoritaire c'est plutôt en première un aide agricole dans le petit lopin familial, où très jeune il a commencé à participer au travail soit en gardant le petit troupeau soit en exécutant de menus travaux, et donc il préfère rester à son douar plutôt que de descendre habiter la ville parce que la crise du logement bat son plein mais et aussi parce que il y trouve des avantages malgré les pénibles déplacements.

2. 2- La resocialisation asinaire⁷⁷

Commence l'entrée à l'usine, pour le candidat au travail, l'usine se présente comme édifice imposant et dominant, c'est le symbole de la puissance du pouvoir et de la modernité, dont la réalité c'est le travail lui-même sa nature, son rythme, son environnement. Le travail industriel contrairement au travail de l'agriculture est individualisé, divisé et marqué par la précision et l'exactitude, pour cela le travail de l'agriculture continue de revêtir une signification sociale et culturelle importante. Le travail dans la société traditionnelle s'impose comme un devoir pour tout homme social de son honneur et de sa dignité, et le travail industriel a une fonction exclusivement économique « gagne-pain ». La resocialisation c'est l'inculcation d'un langage et d'un apport nouveau au temps à l'espace, dont il faut apprendre à nommer et en français les lieux, les instruments, les divisions ouvrières et l'environnement de travail en usine. C'est aussi la resocialisation l'intégration dans des structures bureaucratiques qui se caractérisent par l'impartialité et la fonctionnalité et que donc se situent aux antipodes des relations très personnalisées des cultures locales. L'apprentissage du travail industriel passe par le désapprentissage du travail agricole comme l'acculturation au monde industriel a pour condition la déculturation de ce qui fait la particularité du monde traditionnelle. La resocialisation c'est l'inculcation d'un langage et d'un apport nouveau au temps à l'espace, dont il faut apprendre à nommer et en français les lieux, les instruments, les divisions ouvrières et l'environnement de travail en usine. C'est aussi un nouveau rapport au temps parce qu'il devient très vite ce que détermine toutes les temporalités, donc le temps industriel devient central, hégémonique et tous les autres lui sont subordonnés.

Le travail industriel c'est aussi une manière de se mouvoir dans l'espace en respectant ses balisages, en apprenant à le partager équitablement avec les compagnons de travail et en s'efforçant de le gérer rationnellement afin d'en tirer le meilleur profit possible. C'est aussi la

⁷⁷ DJAMEL GUERRID, *l'exception algérienne, la modernisation à l'épreuve de la société*, casbah Edition, ville n°6, lot. Said Hamdine, 16016. Alger. p.265.

resocialisation l'intégration dans des structures bureaucratiques qui se caractérisent par l'impartialité et la fonctionnalité et que donc se situent aux antipodes des relations très personnalisées des cultures locales.

2.3- L'ouvrier dans l'entreprise

L'entreprise apparaît comme une entité économique originale appelée à agir sur l'ensemble de la société. L'ouvrier Algérien dans leur grande majorité a toujours développé une opposition sourde, profonde et pas toujours consciente d'elle-même, à l'idée et à la manière d'industrialiser et une adaptation sélective à des aspects déterminés de cette industrialisation. Dans le discours ouvrier, l'entreprise est essentiellement une unité de production, une usine qui emploie et que fait vivre un certain nombre de travailleurs. Ainsi, les ouvriers se déterminent par rapport au travail, à un atelier et à une usine. « L'ouvrier Algérien dans leur grande majorité a toujours développé une opposition sourde, profonde et pas toujours consciente d'elle-même, à l'idée et à la manière d'industrialiser et une adaptation sélective à des aspects déterminés de cette industrialisation », plus précisément il y a eu, chez eux, dissociation entre l'aspect économique et la garantie d'emploi et d'un salaire. Donc c'est de l'extérieur, à partir de leur lieu social et culturel qu'ils se sont efforcés de négocier avec leur entreprise les termes d'un rapport purement économique et instrumental. Il est facile de comprendre, dans ces conditions que tout consensus dans l'entreprise était rigoureusement impossible, dont ce qui séparait les ouvriers des cadres, c'était des places tendancielle antagonistes dans le système social mais aussi l'enracinement dans deux cultures divergentes. Alors que l'entreprise avait que des ouvriers qu'elle méritait, l'ouvrier majoritaire lui, vis-à-vis des cadres, les rapports qu'il développait face au bien beylik et face au colon. Rien n'exprimait mieux l'ampleur de la séparation que cette double et contradictoire appréciation. Le terme de l'opposition se présente de la manière suivante : pour les dirigeants les ouvriers se comportent plus en assistés ou du moins en consommateurs de biens et de services offerts par l'entreprise qu'en rationnels producteurs. Ainsi se trouvent posés les deux problèmes décisifs pour les ouvriers : celui de l'entretien et de la reproduction de leur force de travail et celui de leur statut et rôle dans l'entreprise, en effet insistante est la revendication économique et profondément ancrée est l'exigence de dignité. Et c'est au vu de l'attitude négative de l'entreprise par rapport à ces deux problèmes que les ouvriers en arrivent, en fin de compte à cultiver le double et le désengagement. Après la joie d'avoir trouvé un travail si stable et socialement si avantageux, c'est le désenchantement. La représentation ouvrière de l'entreprise c'est la manière dont les travailleurs vivent la mise en œuvre du projet.

SECTION 2**LE SYNDICALISME ET MOUVEMENT OUVRIER – NASSER DJABI****Introduction**

Pour défendre les intérêts aux travailleurs et les salariés qu'il faut s'organiser et mettre la création un syndicat représentatif pour leur position, à travers lequel, ils expriment leurs revendications (salaires, la durée et les conditions de travail, le droit de sécurité au moment de travail et les garanties acquises pour ce cas, les ambulances en cas les accidents de travail, la question sur chômage, sécurité sociale, retraite, œuvre sociale...). Et passer vers l'action de terrain (la distribution des tracts, la signature de pétitions, les de filets, les meetings, les arrêts de travail, grèves...). Tout ça pour parvenir à leur revendication qui est complètement légitime, et une négociation collective, au cours de laquelle, les représentants syndicaux tenteront d'imposer au moins certaines revendications.

Bibliographie⁷⁸

Nasser Djabi est un homme engagé. Il a pris part aux manifestations qui ont émaillé politique algérienne depuis le 22 février et a participé à des nombreux débats organisés par la société civile. Sociologue, l'auteur d'état et d'élites va au-delà qu'expliquer l'évolution du mouvement populaire du 22 février. Il pense déjà concrètement à la manière dont Algérie pourrait sortir de cette crise.

1) L'émergence du mouvement syndical autonome⁷⁹

Historiquement, l'évolution du mouvement syndical algérien est essentiellement influencée par l'expérience syndicale du mouvement ouvrier français du fait d'une colonisation de peuplement qui a duré plus de 130 ans. Les flux migratoires vers la Métropole ont engendré avec le temps l'émergence d'une classe ouvrière qui a adhéré majoritairement à la Confédération Générale du Travail (CGT) qui était sous l'influence du Parti Communiste Français (PCF), ce qui fut une expérience assez riche qui a produit des dirigeants syndicaux de valeur. En Algérie, il fallut attendre l'abrogation du Code de l'indigénat pour que les travailleurs algériens ne puissent s'organiser. Dès lors, ils adhérèrent en force à la CGT et la section CGT

⁷⁸ Jeune d'Afrique, par Karim Bensalem : *archives Nasser Djabi*, 2005

⁷⁹ PDF : Nasser Djabi, Samir Larabi et Abdelkrim Boudra : *Algérie et justice sociale (Le mouvement syndical dans le secteur privé)*, p. 6,7 et 10.

d'Alger comptabilisa un nombre record de plus de 250.000 adhérent. Quelques années après, ces travailleurs algériens. Ne seront cependant davantage attirés par les syndicats proclamés par les nationalistes, malgré la décision de la CGT de créer une organisation syndicale algérienne, avec une direction algérienne, ce qui se concrétisa en juin 1954 par la création de l'Union générale des Syndicats algériens (UGSA). Toutefois ces événements et la dynamique qu'ils avaient déclenchée aboutirent à l'émergence de plusieurs partis politiques et de syndicats dit autonomes. Il semble que c'est au cours de ce vaste mouvement de grèves de 1988 et 1989, que vont naître les premiers noyaux du syndicalisme dit autonome en Algérie. C'était surtout sous forme de comités ayant encadré les nombreuses protestations au sein des entreprises publiques durant cette époque qu'il a fait son apparition. Généralement, ces comités s'étaient formés en se démarquant, chaque fois que les conditions le permettaient, des instances habituelles de l'UGTA. Mais, cela n'a pas toujours été le cas. Ils ont pris part à ces comités, de nombreux travailleurs, parfois des activistes, choisis soit en dehors des syndicalistes de l'UGTA, soit parmi ceux-ci, quand ils ont gardé la confiance de leurs collègues. Parfois, ils étaient des anciens syndicalistes écartés ou ayant quitté de leur propre initiative les instances officielles de l'UGTA. Parmi ces comités, ceux des complexes sidérurgiques d'El-Hadjar et pétrochimique d'ARZEW où les délégués syndicaux donnèrent naissance, soutient Chikhi, à la première intersyndicale autonome, la COSYFOP. En vertu des dispositions d'une loi promulguée en 1990, après l'adoption de la nouvelle constitution en février 1989, beaucoup de syndicats non affiliés à l'UGTA ont été créés, parmi eux, la SNAPAP. Mais le principal rival de l'UGTA au début des années 1990 fut le SIT, organisation créée et contrôlée par des militants du FIS. Parallèlement, l'UGTA tient son huitième congrès au mois de juin 1990.

Les syndicalistes étaient, plutôt des hommes, ceux-ci représentaient 68% des élus, c'est-à-dire que la population non syndiquée est plus féminisée ; âgés que les salariés qu'ils représentaient près de 50 % d'entre eux avaient plus de 40 ans ; les plus anciens dans l'entreprise que les avaient élus, 67% d'entre eux avaient plus de dix ans d'ancienneté ; plus diplômés, ils avaient une position professionnelle plus élevée 50% des élus étaient des ouvriers qualifiés, 35% d'entre eux étaient agent de maîtrise ou cadres. Ce recul va naître un mouvement de jeunes et d'autres vocations militantes apportaient aux mouvements syndicaux deux grandes familles de militants. Donc aujourd'hui, les vocations syndicales sont assez souvent le fruit de hasard de la vie et autres, les relations sociales dans l'entreprise. On devient syndicaliste par ce qu'on a le sentiment d'avoir été victime d'une injustice personnelle, on cherche alors dans la fonction

syndicale un moyen d'assouvir son ressentiment, ce mode d'engagement produit des militants centrés sur leur propre personne rarement satisfait et peu apte à la négociation. Aussi, on s'engage dans l'action syndicale après une rencontre avec un collègue à l'envergure charismatique et s'initie à la fonction dans le sillage de cet inspirateur. Un événement fortuit et un changement qui survient dans la vie de l'entreprise peut provoquer un engagement, mais ces engagements sont souvent de courte durée motivés par des problèmes spécifiques et cessent avec leurs disparitions. Ainsi, on devient syndicaliste car il faut bien que quelqu'un s'en occupe ou par des prédispositions personnelles, par goût de l'aventure, ou parce que se sent mal ou peu reconnu dans son activité professionnelle. Dans certaines entreprises de moyenne ou petite taille, on devient syndicaliste à la demande de l'employeur, ou par goût de pouvoir. On peut s'engager dans la voie syndicale par désir de reconnaissance, cette fonction peut permettre de sortir de l'anonymat (rencontré l'employeur, apparaît dans les médias...), on peut être attiré par le statut, dans certaines grandes entreprises, la fonction syndicale permet de rompre avec monotonie. Dans les périodes difficiles, la fonction syndicale permet en outre de disposer d'une protection et un abri pour ceux qui se sentent menacés dans leurs activités professionnelles. Ainsi, il arrive que syndicaliste fait de la direction ou de directeur l'adversaire central, cela par principe, idéologie, il répète infatigablement un discours convenu et reste imperméable, tout à la vie d'entreprise qu'aux désirs des salariés, il peut parfois pratiquer une virulence verbale prévisible dans le cadre des réunions des instances de représentations. En fin, il existe évidemment des hommes de convictions qui savent parfois accompagner le changement avec pertinence, qui répond aux intérêts des salariés et ceux de l'entreprise.

En effet, l'Histoire, l'évolution et les prises de position de l'UGTA obéissaient à chaque fois aux fluctuations politiques de chaque étape historique traversée par le pays. Les multiples déclarations de l'UGTA pour préserver son autonomie lui ont valu plusieurs attaques de la part du régime. Ces attaques se sont matérialisées par des coups de force à l'encontre des organes de direction du Syndicat, notamment lors des Congrès de 1963 et de 1969. Au fur et à mesure et au fil des années, la puissante Centrale syndicale tomba sous le contrôle du parti unique (FLN) et fut considérée comme une organisation de masse. Son rôle consistait à mobiliser la classe ouvrière algérienne pour qu'elle approuve les choix politico-économiques du régime en place. Cette fonction lui incombe d'ailleurs jusqu'à ce jour, et ce malgré les multiples résistances qui se terminent tantôt par des recompositions politiques au sommet de l'État, des compromis ou encore par des coups de force en interne. Par exemple, à des moments précis de

son histoire, le régime lâche de l'ouvert ou ferme les yeux par rapport à cette tendance autonomiste de l'UGTA, comme l'explique François Weiss : « L'été 1966 est ainsi marqué par une tension assez aigue. Certes le gouvernement ne paraît pas réduire l'opposition de l'UGTA, en parachutant à sa tête une nouvelle direction. Une opération ne serait certainement pas payante si le gouvernement veut mener à bien la réforme agraire et la réforme communale »⁸⁰

2) L'UGTA et le dialogue social

Le Tripartisme a été mis en place en novembre 1991 et ce à de l'UGTA lors de la tenue de la 1ere Bipartite gouvernement, UGTA qui s'est tenue en octobre 1990. La consultation tripartite a débouché sur la conclusion d'un pacte national économique et social en octobre 2006. A ce jour, il y a eu biparties. Le processus du dialogue social s'inscrit en droite ligne des stipulations de la convention sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail. Les tripartites périodiques et le pacte national économique et social signé en 2006 en voie d'enrichissement et de reconduction. Un groupe de travail tripartite demandé par la 13ème tripartite de décembre 2009 et confirmé par la 14ème tripartite de septembre 2011, a été installé le 30 octobre 2011. Également, l'UGTA a proposé lors de la Tripartite de 2005 (11ème) la révision du code de travail. Depuis, un groupe de travail tripartite s'est attelé à l'observation du monde du travail et à une réflexion sur son élaboration. Par ailleurs, l'UGTA a sollicité l'assistance du BIT. L'UGTA a proposé l'institutionnalisation de ce cadre du dialogue entre partenaire gouvernemental et partenaires sociaux et économiques, avec la mise en place de structures de suivi par ces mêmes partenaires afin d'éviter que ce processus ne soit une chasse gardée de l'État.⁸¹ En effet, l'UGTA, même après avoir déclaré l'acceptation du pluralisme syndical, ne semble pas avoir vraiment voulu renoncer à son statut de « syndicat unique ». Ainsi, d'une enquête publiée en 1994, il ressortit que 54 % des membres de son Conseil national s'étaient clairement prononcés contre le pluralisme syndical. Mais il faut rappeler que c'est à travers le rôle joué pour contrecarrer le SIT que l'UGTA a semble-t-il retrouvé son ancienne ligne de conduite. Cela a débuté par la grève nationale des 12 et 13 juin 1990 à laquelle elle a appelé. Bien que des revendications professionnelles aient été soulevées, personne n'ignorait que l'enjeu était politique : empêcher le SIT d'investir le monde du travail et priver ainsi le FIS d'un moyen dont il se serait servi dans sa lutte pour le pouvoir. Après la dissolution du FIS et du SIT, au lendemain de l'arrêt du processus électoral en janvier 1992 et l'apparition de la

⁸⁰ Article : Weiss 1979. p. 295.

⁸¹ PDF : L'UGTA : *note sur l'action syndicale en Algérie*. Alger, Avril 2013, p. 8.

violence et les actes terroristes, l'UGTA s'engagea entièrement dans la vie politique et la lutte anti-terroriste. Mais, aujourd'hui, alors que la situation sur les plans sécuritaire et politique a nettement changé, face aux nombreux syndicats autonomes, engagés pour la plupart dans la voie de la revendication, l'UGTA semble bien continuer à adopter une position souvent « pacifiste ». Mais rendre compte de l'activité de l'UGTA impose nécessairement la distinction entre deux niveaux au moins, celui des cellules de base d'une part, et celui des instances dirigeantes, d'autre part. En effet, la distinction entre ces deux niveaux repose sur les divergences existantes entre les logiques d'action de l'un et l'autre niveau. Ainsi, si les tendances pacifistes semblent généralement l'emporter vis-à-vis des politiques gouvernementales, au sein des instances dirigeantes, au niveau des cellules de base, les syndicats affiliés à l'UGTA ne semblent pas abandonner les attitudes et actions revendicatives chaque fois que la situation l'exige et le permet. Toutefois, même à ce niveau, les positions des organes centraux ont tendance à limiter les actions des militants des unités économiques et administratives. Toutefois, les principales tendances qui semblent marquer à l'heure actuelle l'activité des unités de base se trouvant essentiellement dans les entreprises et administrations du secteur public. Ainsi, il est d'abord à constater que c'est la conduite revendicative en matière de salaires et d'amélioration des conditions de travail qui est privilégiée, notamment dans quelques entreprises publiques rentables où ayant les moyens qui leur permettent de procéder à ces améliorations. C'est le cas entre autres de Sonatrach, des banques, des compagnies d'assurances, etc. Mais dans les nombreuses entreprises défailtantes, les syndicats UGTA sont engagés dans une autre voie. C'est celle qui consiste à œuvrer à la réussite de la privatisation éventuelle de ces unités à laquelle ce syndicat s'était d'abord opposé mais qu'il a finalement plus ou moins acceptée selon les circonstances et les cas. Il s'agit notamment de la préservation des emplois ou bien, si la privatisation doit être précédée par une compression d'effectifs, de négocier les conditions de départ tel qu'il a été le cas pour le complexe sidérurgique d'El-Hadjar. Réussir la privatisation veut également dire, pour les syndicats d'entreprises concernées, que celles-ci ne soient pas bradées. Autrement dit, qu'elles soient cédées dans la transparence et qu'elles ne s'effectuent pas dans l'opacité ou dans le cadre du gré à gré tant redouté par les syndicats. Tel avait été le cas, par exemple, pour les unités d'Asmidal d'Annaba et d'Arzew. L'UGTA préfère avoir pour partenaire l'État-patron »⁸² et l'une de ses caractéristiques essentielles est incontestablement sa quasi inexistence dans le secteur privé. Mais cela est, à vrai dire, valable

⁸² Nasser Djabi- Kaidi Lakhdar : *Une Histoire du Syndicalisme algérien*, chihab, éd. P. 299.

pour tout le mouvement syndical algérien. C'est dans ce contexte qu'il faut placer les récentes déclarations du secrétaire général de l'UGTA qui s'est réjoui du fait que l'État a décidé de garder désormais 51 % des capitaux des entreprises concernées par le processus de la privatisation. En fait, cette option est une des conséquences de l'amélioration des recettes publiques engendrée par l'augmentation des prix du pétrole dans les marchés internationaux avant les récentes chutes provoquées par la crise économique du système capitaliste.

Les moyens de l'action syndicale : « L'action syndicale s'effectue sur le lieu de travail, elle consiste à informer les salariés par prise de parole, par tracts, affichages, communiqués de presse, par voix de réseaux sociaux, etc. »⁸³.

Les pratiques syndicales en Algérie : Les pratiques syndicales en Algérie sont monopolisées par les trois acteurs principaux dans un contexte dialogue sociale : l'État, le patronat et l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). D'ailleurs, l'exercice du droit syndical en Algérie n'est certes plus ce qu'il était du temps du parti et de la pensée unique, mais il reste encore très largement dépendant du pouvoir en place depuis plus de trente ans. Alors même que dès le début des années 1990, les textes législatifs avaient consacré l'ère du pluralisme syndical, celui-ci n'apparaît aujourd'hui que comme un pluralisme de façade⁸⁴. Le mouvement syndical en Algérie :

- Défendre l'amélioration constante du pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs et des retraités.
- Défendre l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleuses et des travailleurs et de leurs familles ainsi que celles des groupes sociaux. • De promouvoir le droit de négociation collective.
- Défendre les acquis sociaux et leur approfondissement, ainsi que la juste répartition du revenu national, soutenir les fonctionnaires et agents des institutions de l'Etat dans l'amélioration de leurs conditions de vie, de travail et de leur pouvoir d'achat pour la promotion et le respect de la législation sociale nationale en vigueur.
- Défendre le droit à la formation, à la santé, à l'emploi, à la protection sociale et à vivre dignement dans le lieu de travail, au sein de la famille et de la collectivité pour la promotion de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

⁸³ Merani, Hacène, p.309

⁸⁴ Ibid.

- Agit contre toute forme d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes, la précarité, le travail des enfants, le harcèlement, le racisme, la xénophobie, et toutes les exclusions pour que prévalent les idéaux de liberté, d'équité, de fraternité et de solidarité dans le monde de travail et dans la société en général.
- Défendre les libertés syndicales et les droits syndicaux et promouvoir les conventions et recommandations de l'OIT.

3) Le secteur privé comme le creuset d'un mouvement syndical prometteur⁸⁵

Dès le début de l'indépendance nationale, le monde du travail a connu beaucoup de mouvements de contestation. Ils ont pris, pour certains, la forme de grèves ouvrières et, pour d'autres, des formes moins collectives qui reflétaient, avec assez d'exactitude, l'État des rapports de force entre le mouvement ouvrier algérien, embryonnaire et les nouvelles forces sociales au pouvoir depuis l'indépendance, alors dans la phase la plus florissante de leur histoire. Il n'est pas étonnant que, jusqu'à la fin des années 1970, la majorité de ces mouvements revendicatifs se soient produits dans le secteur privé, national et étranger, où les expériences syndicales plongeaient leurs racines dans la période d'occupation coloniale. Juste après l'indépendance, les travailleurs du secteur privé étaient la locomotive de l'action revendicative : le nombre des conflits de travail dans le secteur privé avait atteint 91% de l'ensemble des conflits en 1969, 87% en 1970 et 84 % en 1971. Cependant, les travailleurs du secteur privé ne sont plus en tête du peloton et ce, au profit du secteur d'État comme l'indiquent les statistiques officielles. À noter que malgré l'ascension du secteur public, la combativité et les grèves des travailleurs du privé demeurent importantes. Elles sont importantes car les conditions de travail sont plus mauvaises que dans le secteur public en plein expansion. « En fait plus de la moitié de ces ouvriers du secteur privé industriel sont payés à l'heure et subissent dans l'écrasante majorité des entreprises, les formes les plus dures d'extorsion de la plus-value : allongement des journées de travail, rémunérations au-dessous du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), travail des femmes et des enfants, manquements les plus graves à la législation du travail, licenciements multiples »⁸⁶. En contrepartie seulement le quart des usines privées voient fonctionner des syndicats, quand ces derniers ne regroupent pas parfois des membres de la famille du patron, ses fidèles ou ses proches. Il est connu que la prolifération des luttes et conflits dans le monde du travail est intimement liée à l'aisance et l'essor économique dans un

⁸⁵ Article : Djabi et Al, 2001.p. 44.

⁸⁶ Chikhi 1997. p.183.

pays, comme on le constate en Europe par exemple, lors de ce qui est appelé communément. En Algérie, les indicateurs économiques où l'aisance n'explique pas globalement cette prolifération, ce n'est que tardivement que nous avons connu ce phénomène, notamment à partir de 2009. Il est à noter qu'il est très difficile de donner des statistiques précises sur le nombre exact des grèves et des conflits. Il s'agit d'une difficulté liée à la façon dont ces informations sont collectées, la multiplication des structures et des personnes qui la réalisent. Ces grèves et mouvements de contestation duraient rarement longtemps. Leur principale revendication était pour ainsi dire économique, à savoir l'amélioration des conditions de travail. Ils n'ont que très rarement soulevé et dans des circonstances politiques particulières la question de la propriété des moyens de production, c'est-à-dire la nationalisation des entreprises qui était en vogue et qui il faut savoir que les grèves ouvrières sont tolérées dans le secteur privé du point de vue de la loi, contrairement au secteur d'État dit socialiste.

4) Le mouvement syndical dans le secteur privé⁸⁷

La presse internationale signale plusieurs grèves dans le secteur privé dès les premiers mois de l'indépendance et au-delà du coup d'État du 19 juin 1965 ou encore des travailleurs qui revendiquent les nationalisations des entreprises, l'autogestion, les salaires... etc. À titre d'exemple :

- Du 12 au 24 juillet, les 175 ouvriers des Laboratoires du Chalet à Hussein-Dey tinrent bon et aboutirent, un mois après le coup d'État à l'instauration du contrôle ouvrier sur la production et la commercialisation jusqu'alors très défectueuse de cette entreprise. On ne sait pas si la commission désignée par le Syndicat a pu mener à bien ses tâches de contrôle, dans le contexte général qui a vu par la suite un regain d'énergie, sinon de confiance de la part du patronat. Il n'empêche que malgré les entraves bureaucratiques dressées contre les travailleurs par l'administration, parfois même par certaines directions syndicales, des luttes, comme celles des Laboratoires du Chalet ont pu aboutir.
- À Alger, aux ateliers Renault (250 ouvriers), une grève de trois jours et demi a été déclenchée à la fin du mois d'août pour que soient préservés les droits syndicaux. Le Ministre du Travail fit reprendre le travail avant toutes discussions, lesquelles furent rendues impossibles pendant longtemps par le patronat.

⁸⁷ Friedrich stiftung : Algérie, *le mouvement syndical dans le secteur privé*.p. 3-5.

- À Bejaia, début septembre, une grève éclate à l'usine SIAN (Huilerie, Savonnerie) de 150 ouvriers. La gendarmerie intervient et tente d'arrêter les délégués syndicaux de l'usine et de l'Union locale (UL). Il a fallu l'intervention du nouveau sous-préfet un industriel algérien propriétaire de l'usine de bonneterie S.A.B. pour freiner le commandant de gendarmerie trop zélé. À l'usine ICOTAL privée, 500 ouvriers textile des conflits couvent ; de même qu'au terminal du pipeline de Hassi-Messaoud à Bejaia, un grave conflit se prépare Société la SOPEG, 600 ouvriers.
- À Oran, une grève des ouvriers des Bains Maures en lutte contre un patronat à mentalité féodale se solde par le ramassage des délégués syndicaux et de ceux de l'U.R. par la Police (PRG). Ce qui montre que les rapports de forces politiques ne sont pas forcément du côté des travailleurs, malgré le caractère socialisant du nouveau régime.
- À Rouïba (Algérois), les ouvriers de la chaîne de montage de l'énorme usine Berliet (800 ouvriers) sont en grèves.

Au fil des années, les conflits de travail dans les entreprises sont dominant dans le secteur privé dont ont augmenté face à un patronat qui ne s'est pas encore adapté à la nouvelle donne et fonctionne encore avec les anciens reflexes du temps du colonialisme. De 1969 à 1979 les conflits et les grèves sont dominants dans le secteur privé avec un taux de 94 % sur l'ensemble des conflits, public ou privé. En 1970 le taux des conflits atteint 86 % des conflits sur 99 recensés, en 1971 les conflits atteignent 84 % sur les 152 recensés. En 1975, sur les 1.132 cas de conflits de travail, 61 % sont comptabilisés dans le privé. En 1974, année de la première grande vague de grèves postindépendance et qui a touché plusieurs secteurs. À partir de 1980, la tendance sera renversée au profit du secteur public devenu dominant dans l'économie nationale depuis le début des années 1970. Cependant, le nombre de conflits de travail dans le secteur privé demeure important et augmente pendant certaines périodes. À titre indicatif on recense : 747 conflits en 1980, 619 en 1984 et 729 cas en 1985. En 1977, l'Algérie a connu des grèves sectorielles qui ont paralysées plusieurs complexes et secteurs d'activités névralgiques. Contrairement au secteur public, où le syndicat joue le rôle de pompier, rejette les options revendicatives et privilégie la cogestion, le syndicat dans le privé n'a pas connu cette évolution et il a gardé son côté doctrinaire revendicatif.⁸⁸ Par ailleurs, les secteurs qui connaissent beaucoup de conflits (malaises et grèves) dans le privé sont essentiellement les domaines des travaux publics, agro-alimentaire, tabac, textile, chimie, transformation plastique et métaux. Il

⁸⁸ Djabi 1988.p.84, 85.

s'agit en fait de secteurs d'activité non seulement, où le privé national prolifère à l'ombre de l'étatisation mais aussi d'activités qui se distinguent par la concentration des travailleurs, la pénibilité de l'emploi et des bas salaires. À titre d'exemple, lors de l'année 1982 qui a connu un nombre important de conflits, à savoir 1.169, dont 389 dans le secteur privé %, le pourcentage des grèves s'est chiffré à 73 %, soit 284 grèves. Il convient de relever que le recours à la grève n'est pas l'unique mode opératoire qu'utilisent les salariées du secteur privé pour satisfaire leurs doléances, Ces derniers font aussi recours aux pétitions, protestations, rapports, plaintes.

5) Le secteur public, nouvelle locomotive de l'action syndicale⁸⁹

Au début des années 1980, le mouvement syndical dans le secteur privé a cédé la place centrale de la contestation ouvrière qu'il détenait aux travailleurs du secteur public. Cela est essentiellement lié au développement qualitatif et quantitatif du secteur d'État. Les investissements publics avaient porté leurs fruits sous la forme d'un tissu industriel qui a permis la formation d'un nouveau noyau de classe ouvrière qui, vues origines non ouvrières, entretenait des rapports différents avec l'environnement social et économique du pays. « L'expérience de l'économie publique a, en d'autres termes, donné naissance au citoyen ne-ouvrier, dont les revendications différaient forcément de celles de l'ouvrier-citoyen »⁹⁰. La fin des années 1980, marque le début de l'échec de l'action syndicale dans le secteur privé, un processus qui s'est accentué avec la libéralisation de l'économie nationale, la crise sécuritaire des années 1990 et les nouvelles alliances politiques. Le texte de l'amendement de la Charte nationale en 1985 annonce déjà clairement le souhait du régime que le secteur privé s'épanouisse jusqu'à devenir complémentaire du secteur public. C'est au cours de cette période que le secteur privé a pu élargir substantiellement sa base économique et ce, par le recours aux différentes modalités de la gestion de la main d'œuvre qualifiée : surenchère salariale et débauchage touchant les meilleures cadres, technicien et ouvriers hautement qualifié du secteur public... D'importants profits ont été réalisés grâce à un transfert de valeur du secteur public au secteur privé. Cette tendance a été soutenue avec la fragilisation des secteurs syndicaux et la suppression des fédérations syndicales au sein de l'UGTA à partir de 1982. Ces deux mesures ont grandement contribué à vider les instances syndicales des éléments les plus en avant de la

⁸⁹Nasse Djabi : *Celle du secteur privé* 2015.

classe ouvrière et casser le rôle fédérateur des structures verticales du syndicat, ce qu'a contribué au recul qu'a connu la syndicalisation dans le secteur privé. Dans ses analyses, le sociologue Saïd Chikhi, résume bien la situation qui prévaut en cette période historique : « La classe ouvrière s'avère relativement faible pour inventer de nouvelles formes de lutte. Le syndicat est sous surveillance politico-policière et il vient d'être soumis à de nouvelles épurations ». Les délégués syndicalistes communistes sont expulsés des instances syndicales, les fédérations sont dissoutes et la nouvelle direction syndicale est entièrement acquise au parti unique FLN. Le syndicat demeure, dans ces conditions, dirigé par la petite bourgeoisie urbaine au plan national et par l'élite ouvrière et les employés de service au plan usinier. Sinon, il est totalement déserté par les ouvriers qui le considèrent comme étant le royaume de la propagande et du mensonge quand il n'est pas simplement l'un des meilleurs tremplins pour des promotions rapides, ce sont tous les acteurs sociaux qui sont affaiblis : de la classe ouvrière elle-même dont les effectifs diminuent relativement jusqu'aux intellectuels dont la majorité veut être conseillère du prince et dont la minorité est dans l'incapacité de mobiliser les groupes sociaux subordonnés, en passant par les usines atteintes par la désindustrialisation. Au moment où le monde du travail connaît de grandes ébullitions et transformations, le secteur privé est resté en marge. Au début des années 1990, la quote-part des grèves était insignifiante : elles étaient de l'ordre de 7 % en 1990, 11 % en 1991 et 13% en 1993. Ce n'est qu'en 1997 qu'elle commencera à remonter la pente pour atteindre le taux de 15 %. Mais les taux se sont mis à régresser d'année en année pour atteindre un taux extrêmement insignifiant de l'ordre de 2 % en 2004, ce qui montre que le pluralisme politique et syndical n'a pas profité à la construction syndicale forte comparativement aux années 1970. En somme, les libéralisations politiques et institutionnelles n'ont pas pu bousculer les rapports sociaux au sein des entreprises privées.

SECTION 3**LE CAPITAL PRIVE ET PATRONS D'INDUSTRIES EN ALGÉRIE (1962-1982) -
DJILALI LIABLES****Introduction**

Les expériences de développement local se donnent à lire, d'une façon régulière, dans la presse nationale, et, assurément la PMI publique y joue un rôle moteur.

Un article de Révolution Africaine faisait le diagnostic suivant : En fait, la stratégie de développement adoptée, qui confère un rôle moteur à l'industrialisation lui demande de satisfaire à quatre missions principales : la création d'emplois ; la satisfaction des besoins nationaux ; la constitution des assises d'une économie moderne et intégrée ; le développement des capacités d'intégration.

« En l'étape actuelle on peut considérer qu'aucun de ces objectifs n'a réellement été atteint, bien qu'une première génération de produits ait vu le jour »⁹¹. Il y a lieu donc de s'interroger sur le procès d'autonomisation d'une stratégie de la PMI, qui va être opposée à sa condition de possibilité puisque sans industries nationales de base, une PMI est tout simplement l'autre nom de l'import-substitution dans la dépendance. Cette opposition va dès lors s'appuyer sur une série d'évidences : ne disait-on pas que la PMI est plus créatrice d'emplois, peu consommatrice de capitaux, plus apte à satisfaire les besoins sociaux.

Biographie⁹²

Né en 1948 à Sidi nomme et assassiné par balles en 1993, directeur de l'institut des Bel Abbés, Djilali Liabès. Il soutient une thèse de doctorat d'État à l'université de Paris II Jussieu portant sur le secteur privé algérien. Ministre des universités en 1991, puis ministre des universités et de la recherche en 1992. En 1992 Hautes stratégies globales, il présente notamment un rapport d'analyse sur les perspectives de développement de la société algérienne. Ses travaux se sont intéressés au secteur privé et aux entreprises publiques à la fin des années 1960, pour diriger ensuite et pendant quelques années plusieurs études au niveau du centre de recherche et économie appliquée pour le développement (CREAD). Liabès est l'auteur de nombreuses

⁹¹ Djilali Liabès, *Capital privé et patrons d'industrie en Algérie 1962-1982*, p.44-45.

⁹² Article : Collectif, Djilali Liabès : *La Quête De La Rigueur*, 2007, casbah éd.

productions littéraires entre eux le capital privé et les patrons d'industrie en Algérie, une proposition pour analyse de couches sociales en formation.

1) La P.M.I.⁹³

À la différence des autres formes (grande industrie et artisanat), la P.M.I. pose d'emblée un problème qualitatif, qui rend non-opérante une recherche à priori des seuils quantitativement déterminés des standards comme le nombre d'emplois, le chiffre d'affaires, l'investissement, le procès technologique, la gestion de l'unité, les rapports au travail, le taux d'encadrement. Il ne s'agirait donc pas seulement de faire intégrer des productions ou des procès, de faire se multiplier les points d'ancrage et d'intersection entre industries lourdes celles qui sont industrialisées et PMI, mais également, et surtout, dans la conjoncture actuelle, de faire articuler des intérêts économique-corporatifs (Gramsci), de faire jouer des rapports de forces, ou pour être plus près de la réalité, les laisser jouer de plus en plus leurs rôles régulateurs.

Ainsi donc, tout comme les tuiles d'une toiture, des pratiques nombreuses, éparées en apparence, et qui portent sur des secteurs, des espaces ou des groupements sociologiques, viendraient se compléter, se glisser l'une sur l'autre, l'une sous l'autre, dessinant les contours d'une stratégie du développement économique et social en pleine renégociation.

Pratiques évoquées :

- Le bilan 1979-1980 du développement économique et social, son contexte, sa signification et sa portée sont d'une importance décisive, dans la mesure où les discussions qui ont été menées à ce propos, les débats sur les thèses en présence ont été révélateurs des rapports de forces, et surtout, du mode de fonctionnement des pouvoirs constitués politiques, économiques et idéologico-culturels ainsi que de ce que nous appellerons "les modes de mise à la périphérie" de ces pouvoirs économiques et technocratiques.
- La restructuration de l'entreprise publique et la réorganisation dans l'agriculture des secteurs de la révolution agraire et de l'autogestion. Sans rappeler les thèses qui s'affrontèrent, soulignons néanmoins l'insistance sur le maintien de l'entreprise publique, devant les risques de privatisation ou de l'Infatih.
- Durant l'année 1981, une commission Ad-Hoc du parti du FLN est constituée dont a pour ordre du jour la préparation d'un dossier sur le secteur privé dans l'industrie, le commerce et le BTP, qui sera soumis à la discussion de la base, puis adopté, sans de notables changements.

⁹³ PDF : Ministère de la culture, Djilali Liabès : *le capital privé et patron d'industrie*, 2009, P. 69.

- Du côté de la gestion de la force de travail, plusieurs textes sont adoptés courant 1982 : sur le règlement des différends de travail, les relations et les contrats de travail, l'assurance et la retraite, les textes d'application du S.G.T. Fixation du salaire global de base (SGB), de la PRC et de la PRI, des modalités de partage des bénéfices.
- Au printemps 1983, le Ministère de l'Intérieur un organise un séminaire national sur la petite et moyenne industrie : axé surtout sur le bilan-diagnostic du secteur de l'entreprise publique locale, ce séminaire n'a pas empêché, au contraire que soient posés, sous des termes d'emprunt (toujours) les problèmes de l'articulation des pouvoirs économiques, de la centralisation, de l'efficacité de l'appareil national de planification, du capital privé, de la sous-traitance, de l'avenir des tutelles ministérielles, de la GSE dans la PMI publique sous tutelle des APC et des Wilayas.

En résumé, derrière les bilans, les résolutions et les recommandations, il s'était agi de produire un discours normatif qui, occupant le vide laissé par le naufrage pour reprendre les termes mêmes de l'article de R.A. précité de la planification, pourrait servir de modèle de croissance, aux lieu et place de la vieille stratégie des industries industrialisantes, sur laquelle le planificateur avait construit ses horizons, ses illusions et ses mirages.

À prendre en ligne de compte ces évènements, dans leur déroulement et leur portée, il apparaîtra clairement qu'il est puéril de rechercher une définition univoque, standard, quantitative ou matérielle technologique de la P.M.I. ; en poussant la réflexion jusqu'à l'inconséquence, nous dirions que cette définition est un mirage.

1.1- De la P.M.I. comme enjeu

Une nouvelle problématique ici se dessine : la gestion des collectifs de travail, de leur productivité et de leur efficience. C'est à ce niveau qu'il faudrait replacer la discussion sur les modes de régulation, administrative, contractuelle ou marchande des échanges entre les entreprises.

De notre point de vue, il ne s'agit pas du moins ce n'est pas un objectif déterminant de faire produire plus, plus vite et mieux, mais de le faire faire d'une certaine manière. Et il ne s'agit pas de faire articuler les collectifs de travail sur le système de machines installées, selon les principes d'un taylorisme abstrait. Il est donc ici question de mise en conformité des collectifs de travail avec les nécessités de la valorisation, plus que cela, il est donc question, en dernier ressort, d'une stratégie de conformation qui serait à la mise en conformité ce que le fordisme est au taylorisme : un système de règles, nouveau, appelant d'autres comportements, d'autres rapports au travail, en bref, d'autres rapports de pouvoir, de "subsumption" de la force de travail.

Dans cette stratégie de la conformation, la P.M.I. joue un rôle d'intermédiation ou pour employer une expression plus métaphorique, la stratégie de développement à base de P.M.I. jouerait le rôle de stratégie moyen de pression, en ce sens qu'à dominante privée ce que l'on oublie quelque peu, la P.M.I. devrait gagner à sa logique d'espace privé, de sujet marchand au sens de Marx, la grosse entreprise publique, celle dont l'histoire est étroitement liée à l'établissement d'un consensus social et politique ancien.

Moyen de pression à la formidable redondance, qui aurait donc pour finalité le grignotage des fondements, des résultats, des acquis de ce consensus et à tous les égards c'est des collectifs ouvriers qu'il va s'agir désormais, parce que l'entreprise nationale, l'ex-société nationale ont été fondamentalement critiquées dans leur gigantisme, leur politique de sur emploi, leur gestion laxiste de la force de travail, leurs politiques sociales. Bref, ce sont les rapports de travail qui sont ici en jeu, ce discours valorisant une P.M.I. efficace, souple, à la technologie simple, plus et mieux adaptée à notre contexte social et au marché de l'emploi, est une façon de valoriser le procès de valorisation privée en référence à son contenu marchand, une manière enfin de valoriser la régulation marchande des rapports des hommes à leurs besoins.

Définie comme moyen de pression, la P.M.I. doit avoir des effets de contamination ; elle doit d'abord avoir pour effet sa raison d'être de transformer cette chose bizarre qu'est l'entreprise publique nationale, en la poussant à se comporter désormais en sujet marchand, en espace privé, séparé des autres espaces et n'entrant en relation avec eux qu'à travers la figure du "contrat", forme évoluée, transitoire, résultat d'une certaine articulation de décisions bureaucratiques et administratives et d'une volonté de marchandisation, et qui serait mieux en rapport avec l'accumulation actuel. À un second niveau, décisif, cette P.M.I. devait ensuite peser sur l'entreprise publique, en un point précis, celui du statut du travail et du travailleur.

Il est connu que les statuts qui régissent, au sein de la P.M.I. tous secteurs juridiques confondus, les collectifs de travail sont tout à fait hétérogènes, ces statuts relèveraient d'une multiplicité de modes de gestion de la force de travail, pouvant aller de la gestion artisanale et paternaliste à un mode plus taylorien et beaucoup moins connoté à des pesanteurs sociologiques.

En bref, ces statuts, il s'agit ici d'un mélange de législation du travail et de modes particuliers de gestion de personnel, appartiendraient, dans leur hétérogénéité même, à un mode de mobilisation de la main-d'œuvre que l'on pourrait désigner de mode non - G.S.E. Par cette désignation typologie, l'on voudrait rendre compte de deux aspects de la question du travail et de son statut :

- Le premier aspect au plan de l'idéologie du travail, la GSE est une figure cardinale, en ce sens qu'elle organise la perception des avantages, sous formes d'acquis matériels et de structures de comportement que se ferait l'ouvrier d'une entreprise hors GSE, du travail en usine. C'est pour cette raison que l'on enregistre la revendication, insistante, faite par les conseils syndicaux de la P.M.I. publique, de l'application de la GSE au sein de l'entreprise publique sous tutelle des collectivités locales.
- Le second aspect que viserait cette désignation consiste dans l'effet de contamination de l'entreprise publique locale versus l'entreprise de la GSE. Revendication de la GSE d'un côté, effort de banalisation de cette même GSE de l'autre ; tels seraient les deux versants de la question.

1.2- La P.M.I. dans la restructuration⁹⁴

Considérer la GSE comme partie intégrante d'un imaginaire politique au sens littéral du terme, intériorisé aussi bien par les collectifs ouvriers, les dirigeants de l'entreprise ou les appareils de l'État.

Que des ouvriers d'une entreprise communale revendiquent l'application de la GSE, ou encore, qu'à l'autre pôle, un dirigeant d'entreprise en fasse en privé une critique acerbe, soulignant son influence négative sur le respect de l'autorité et de la hiérarchie et appelant à la suppression de l'esprit de la GSE, ces prises de position en disent long sur l'importance prise par l'organisation socialiste des entreprises dans le système idéologique d'ensemble.

- Figure cardinale du système idéologique d'ensemble, la GSE est aussi à considérer comme le résultat historique au plan pratique, politique et social d'une époque, de ses compromis, de ses rapports de forces, et du projet de société porteur.
- Ce sont ces caractéristiques, autant de pesanteurs donc, qui posent problème : horizon pour les uns, forme d'organisation prématurée, ambiguë ou franchement irresponsable et suicidaire pour les autres, l'OSE n'en constituerait pas moins le paradigme de tout rapport au travail industriel.
- L'on comprendra dès lors la place occupée par la PMI publique dans cette trame : hors GSE ou non - GSE, la PMI se trouve coincée entre l'efficacité supposée du privé et l'exemple de l'entreprise nationale, surtout en matière d'acquis et de normes imaginées de comportement.

⁹⁴ Article, Djilali Liabès : *Développement de là sous traitance et dynamique de l'innovation.*

La PMI publique se poserait donc en concurrent du privé et elle n'en a pas les moyens, surtout en matière de rémunération et d'organisation du travail, dans les chantiers du BTP notamment, et l'histoire de l'autre la Société Nationale la fascine.

1.3 – La PMI publique⁹⁵

Au plan technique, la PMI a été conçue pour s'intégrer à la production du gros secteur public, en multipliant les points d'ancrage et d'intégration, par exemple, les industries connexes du BTP qui se grefferaient sur les ISMME d'un côté et les matériaux de construction de l'autre.

Cet aspect technique est subordonné, dans le programme d'industrialisation, à la conduite sociale du procès de développement ; la création de 2 ministères (industrie lourde et industries légères) en 1977 laissait percevoir les luttes dont la PMI allait être l'enjeu surtout pour les deux catégories de biens, finals et intermédiaires.

- On savait que ce secteur pouvait littéralement verrouiller le secteur public, par la valorisation à outrance de sa production, sa privatisation et la privatisation de ses résultats en matière productivité et de revenus.

C'est en ce sens que la PMI est un enjeu et l'on comprendra dès lors que l'on veuille l'étudier comme telle, parce qu'elle est à l'intersection de secteurs juridiques, de secteur d'activité, de logiques de valorisation.

2 - Exploitation et reproduction de la force de travail : politique et non politique de l'état ⁹⁶:

Ce procès d'accumulation présuppose et appelle élargissement et l'intensification du procès l'exploitation d'une force de travail salariée, la consommation productive de la force de travail est l'autre enjeu, considérable par ce que surchargé de sens, des luttes capitales privé / pouvoir et appareils d'État. En d'autres termes, c'est toute la gestion de la force de travail –pas seulement l'exploitation dans le procès productifs- qui est au contre « valeur » peut être signalé, l'analyse de ce transfert reste néanmoins subordonnée à l'analyse globale des politiques étatiques de gestion de la force de travail. Or, à ce niveau, un marché de la force de travail caractérisé par l'abondance et le bas de qualification à certainement déterminé, une non-politique de l'État dans la mesure ou l'intervention de l'État dans le procès de production s'est toujours heurtée à la résistance des industriels, forçant l'État à des compromis incessants, sur

⁹⁵ ⁹⁵ Djilali Liabes, *Capital privé et patrons d'industrie en Algérie*. op.cit. 55.

⁹⁶ Site web sur *Le rôle de l'État en relations du travail* : <https://www.erudit.org/en/journals/ri/1900-v1-n1-ri01083/1021436ar.pdf>

la syndicalisation, la législation du travail, l'hygiène, la sécurité ou le travail des femmes et des enfants. Au contraire, les capitalistes industriels tirent profit de la politique sociale de l'État, faisant supporter à ce dernier une grande part des dépenses d'entretien et de reproduction de la force de travail.

Ce n'est pas tout, la politique sociale de l'État-politique globale- est aussi prise en charge des problèmes d'entretien (assurances, allocation familiales, médecine gratuite) et de reproduction (scolarisation, protection maternelle et infantile) de la force de travail du privé (et du public). Tous ces transferts de valeur montrent bien les mécanismes de récupération des politique sociale de l'État, et sont à analyser comme tel, par ailleurs, transferts « invisibles » par ce qu'individuellement cristallisés, les détournement de la main-d'œuvre formée dans l'entreprises du secteur public, les appareils scolaires et universitaires, la prise en charge, par des « fonctionnaires » de l'État des problèmes comptabilité, de maintenance ou d'approvisionnement sont les points forts de l'articulation privé/public et les centres captation des actions de l'État. Ces marques apparemment « externes au procès productifs n'ont eu pour objet que l'introduire au problème central des conditions l'exploitation de la force de travail. Fondamentalement, le procès de production est capitaliste, c'est-à-dire procès de valorisation du capital par l'exploitation d'une force de travail salariée. Le travail à domicile requiert un type de relations à la force de travail différent de celui qui va appeler l'usine et ses procès de travail complexes. Dans le premier le travailleur « collectifs » va être la juxtaposition des forces de travail individuelles, et donc nécessitera des politiques de gestion singulières (recrutement, démarches, fixation des normes et des cadences, niveaux et types de rémunération etc...) tenant compte dans les calculs de productivité du « donneur d'ordre » de la dispersion spatiale et technologique des procès de travail, de son niveau technologique, des phases de procès et de sa consistance(totalité ou parties du produit, toutes ou l'une des phases du procès), des rapports de ces procès au commençant ou à l'industriel (acheteurs ou donneurs d'ordre), le second par contre répondra mieux à la définition classique de la gestion de la force de travail- comme procès de mise en conformité technique et sociale du travail collectif aux conditions de la production- il devra intégrer toutes les « politiques du personnels », « de recrutement » (modalités : formelle ou informelle), des formation (type de formations pratiqués à l'usine, ou « pompage » dans le secteur public), des niveaux et des types de rémunération, de la syndicalisation et de la concurrence entre les entreprises de la même branche(les conducteurs de travaux dans les B.T.P ou les ouvriers d'entretien pour les unités industrielles) .

Il est évident que les populismes de Perón, de Nasser ou du FLN ont pris en charge des attentes sociales différentes tout en étant fondamentalement similaires-tenant compte ce faisant des données historiques et géopolitiques, ces populismes ont ainsi intégré, selon leur ancrage spécifique dans leur société respective, les dimensions culturelle et religieuse, aussi, l'islam « religiosité tactique d'élites urbaine » en mal de recrutement ou croyances sincères la réforme sociale par la religion- va constituer une dimension irresponsable de tout populisme arabe, et, chose plus importante, la référence à l'islam dans les textes doctrinaux une obligation autant politique qu'économique et sociale, puisque son « introduction » va structurer, d'une façon tout à fait originale, la conception de la propriété, de l'exploitation et du socialisme c'est-à-dire que la dimension religieuse n'est pas surajoutée, elle ne viendrait pas surimpressionner arabe, par ce que le nationalisme a été également un nationalisme éthique parce que religieux. Le populisme constituerait ainsi l'expression privilégiée d'une critique petite-bourgeoise de l'impérialisme et, en Algérie, ou la mise en cause du colonialisme débouche sur la mise en cause du capitalisme, cette critique est l'œuvre dans ce qu'il est convenu d'appeler, avec M. Harbi, « le populisme révolutionnaire » le nationalisme radical de l'ENA- l'ENA-MTLD développera, dès 1924-1925, ce point de vue la petite production par opposition et en compétition avec – la critique bourgeoise (élus – UDMA) de l'État colonial. Ainsi si la bourgeoisie (algérienne des élus-UDMA) a cherché à élargir la base économique du capitalisme en s'intégrant dans son système par le développement de l'industrie, la petite bourgeoisie a voulu en supprimer la base agricole (la propriété coloniale) et donc faire l'économie de ce monde. Nationalisation des terres, reconnaissance de la petite et moyenne propriété et redistribution des terres à confisquer aux colons en sont autant de preuves.

SECTION 4**L'IMMIGRATION ALGÉRIENNE VERS L'ÉTRANGER - SAYAD, ABDELMALEK****Introduction**

Les mouvements migratoires actuels, tels qu'ils s'effectuent à partir des pays du monde sous développé vers les pays du monde développé, sont d'une certaine manière l'homologue de l'ancienne migration interne.

Biographie⁹⁷

Abdelmalek Sayad né à aghbala commune de Djalil région berbère du nord de l'Algérie, et mort le 13 mars de 1998 à Paris en France, est un sociologue, directeur de recherche à CNRS et à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), assistant de Pierre Bourdieu. Connaisseur de la communauté nord-africaine en France. Ses travaux sont : le déracinement avec Bourdieu, l'immigration la double absence.

2) L'immigré algérien

Comme s'il fallait apporter un démenti à la définition officielle de l'état d'immigré comme état provisoire, on insiste avec raison sur la tendance des immigrés à s'installer de plus en plus durablement dans leur condition d'immigrés. Parce qu'elle est partagée entre ces deux représentations contradictoires qu'elle s'ingénie à contredire, tout se passe comme si l'immigration avait besoin, pour pouvoir se perpétuer et se reproduire, de s'ignorer ou de feindre s'ignorer et d'être ignorée comme provisoire et, en même temps, de ne pas s'avouer comme transplantation définitive. Tant que l'expansion économique, grande consommatrice d'immigration, avait besoin d'une main-d'œuvre immigrée permanente et toujours plus nombreuse, tout concourait à asseoir et à faire partager par tous cette illusion collective qui est à la base même de l'immigration. En effet, émanant de tous les horizons politiques et sociaux (le patronat en premier lieu, les hommes au pouvoir, mais aussi – et pour des raisons certainement autres que celles des principaux bénéficiaires de l'immigration – les partis politiques et les syndicats de gauche), ce n'était alors – et cela durant des décennies – que proclamations et déclarations qui se voulaient toutes rassurantes ; quels que soient les sentiments qu'on peut nourrir et les opinions qu'on peut avoir à l'égard des immigrés, on

⁹⁷ Sayad, Abdelmalek : *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité tome I*. L'illusion du provisoire, Édition établie par Alexis Spire. Pages : 19/21/27/30/34-35/42/83.

n'arrêtait pas d'affirmer qu'ils sont nécessaires, voire indispensables à l'économie et même à la démographie françaises.

En effet, il ne peut échapper à personne que au fond, c'est une certaine définition de l'immigration et des immigrés qui est en cause à travers le travail à la fois juridique – droits à reconnaître à l'immigré puisqu'il est appelé à résider et à travailler en France (droits liés au travail distingués des autres droits habituels liés plutôt à la citoyenneté ou à la nationalité), politique – accords de main-d'œuvre, conventions bilatérales conclus avec les pays d'émigration (en définissant, chaque fois différemment, les conditions d'entrée, de séjour et de travail en France, ces contrats aboutissent à des statuts différents qui ne font, somme toute, que consacrer les différences qui existent ou les variations qui surviennent dans les rapports de force entre la France et les pays d'origine) – et social – actions diverses contribuant toutes à une meilleure adaptation de la population immigrée –, entrepris sur la personne des immigrés.

L'immigré chômeur est différent des autres chômeurs (français ceux-là) : parce qu'on ne manque pas, tout autour de lui, de lui faire sentir qu'« il n'a plus sa place », qu'« il est de trop », qu'« il est celui dont on n'a plus besoin mais qui continue à être toujours là », chacune de ses actes, chacune de ses démarches, notamment auprès de l'ANPE – là où s'objective pleinement la vérité de la condition de travailleur immigré, éveille en lui comme un sentiment de culpabilité, la conscience qu'il a de son inconvenance sociale, de l'illégitimité de sa présence.

Il n'est de discours à propos de l'immigré et de l'immigration qu'un discours imposé ; c'est même toute la problématique de la science sociale de l'immigration qui est une problématique imposée. Et l'une des formes de cette imposition est de percevoir l'immigré, de le définir, de le penser ou, plus simplement, d'en parler toujours en référence à un problème social: les immigrés et l'emploi ou les immigrés et le chômage, les immigrés et le logement, les immigrés et la formation, les immigrés (ou les enfants des immigrés) et l'école, les immigrés et le droit de vote, les immigrés et leur intégration, les immigrés et le retour au pays, et, pour comble de tout, les immigrés et la vieillesse ou les vieux immigrés, etc.

L'immigré devant toujours rester un immigré – ce qui veut dire que la dimension économique de la condition de l'immigré est toujours l'élément qui détermine tous les autres aspects de son statut : un étranger dont le séjour, totalement subordonné au travail, reste en droit provisoire.

2) Le foyer comme lieu de travail social :

À sa fonction initiale le « foyer pour travailleurs immigrés » ajoute une « action socio-éducative » et devient ainsi le lieu d'un intense travail pour la « bonne adaptation », d'abord au logement et, plus largement, à toute la vie sociale.

SECTION 5**LE TRAVAIL ET LE SYNDICALISME -ALI EL KENZ :****Introduction**

Les discours d'El Kenz montrent que les relations de la science à l'industrie ou des sciences aux industries sont loin d'être évidentes. Très souvent, elles sont le fait de politiques volontaristes des États ou d'institutions de recherches, plus qu'elles ne résultent de l'attraction naturelle de ces deux domaines d'activité sociale. Tout se passe en effet comme si la logique du savoir et du faire, portées par des dynamiques et des objectifs différents, avaient plus tendance à s'écarter l'une de l'autre qu'à se rejoindre ; il faut chaque fois opérer une torsion plus ou moins forte selon les cas pour les ramener dans un espace commun. Dans le vocabulaire institutionnel, il appelle cela "Réforme du système éducatif" ou "Réforme du système universitaire" et il remarque que, dans la majorité des pays, cette opération, qui mobilise des énergies considérables et qui occasionne souvent des remous importants, se renouvelle à peu près tous les dix, quinze ans.

Biographie⁹⁸

Ali El Kenz né en 1946 à Skikda et mort le 1^{er} novembre 2020 à Nantes. Est un sociologue et écrivain algérien, il soutient en 1984 une thèse de doctorat sous la direction de Pierre Philipe, ce que lui permettra d'entrer en 1984 comme directeur associé au nouveau laboratoire, le centre de recherche en économie appliquée au développement (CREAD). Quitte l'Algérie en 1993, il devient enseignant à l'université de Nantes où il reste jusqu'à son départ retraite en 2008, il a participé à la création de l'institut d'études avancées (IEA) de Nantes. Donc ses principaux thèmes de recherche sont le travail, le développement, la sociologie des sciences dont il a consacré comme lieux d'observation et d'analyse l'Algérie, le monde arabe et l'Afrique.

⁹⁸ Ali El kenz : *Le hasard et histoire entretiens avec Belaïd Abdesselam* tome 2, ENAG / éd : 1990, p. 105-107.

1) Les deux paradigmes algériens⁹⁹

La répétition des échecs et des difficultés rencontrées à travers des expériences nationales et locales différentes apparaît ainsi comme une sorte de fatalité qui frappe en particulier les PED. Ce qui amène beaucoup d'analystes à l'attribuer aux politiques nationales. On s'empresse alors de décortiquer celles-ci afin d'en déceler les failles qui seraient à l'origine des échecs, et on propose des politiques scientifiques alternatives qui échoueront quelques années plus tard et ainsi de suite... Ce manège dure à peu près depuis trente ans. Et il durera tant qu'on n'aura pas compris que, de la répétition des mêmes échecs, on ne peut absolument pas inférer une loi générale parce que ces derniers ne sont en réalité que les résultats certes ressemblants, mais déterminés par des causes spécifiques dans chaque cas et liées à des histoires singulières.

La ressemblance des effets cache en fait la diversité des causes et le cas Boumerdès, précisément parce qu'il nous séduit par les analogies nombreuses qu'il suscite, peut nous enfermer à la surface des choses. Armé de cette idée que les mêmes effets, les difficiles connexions de la recherche scientifique et technique à l'activité industrielle, ne sont pas nécessairement précuits par les mêmes causes, il nous faut alors orienter nos efforts en direction de ces dernières, travailler à singulariser le phénomène, c'est-à-dire à le resituer dans le contexte historique, politique et économique d'où il a émergé.

3-Les travailleurs et le syndicalisme dans l'organisation industrielle selon Ali El kenz :¹⁰⁰

Quand on parle des rapports avec les syndicats, on ne parle que de cette histoire de 1967 et du conflit avec Oumeziane ; mais, jamais de ce que nous avons fait, par la suite, avec les fédérations du pétrole, des mines, de Sonelgaz et, finalement, avec toutes les fédérations du secteur industriel. Pendant dix ans, on a travaillé, on a mis au point des conventions qui ont réglé les problèmes à l'intérieur des unités et des entreprises et la situation des travailleurs s'est améliorée considérablement, dans tous les domaines. Il n'y a qu'à voir, à la Sonatrach, comment cela fonctionnait. Les syndicats étaient dans les comités du personnel ; ils discutaient de tout avec les gestionnaires. Bien sûr, il y avait des problèmes, des disputes entre les syndicalistes et les gestionnaires. Les ouvriers venaient chez Sid Ahmed Ghazali ou chez moi et on arrivait toujours à régler les problèmes. Ils venaient crier, se plaindre ; il y a eu des crises, etc., mais,

⁹⁹ Ali El Kenz : *le double sense*, p. 230-238

¹⁰⁰ Ali El kenz, *Le hasard et histoire entretiens* avec Belaïd Abdesselam tome 2, ENAG / Editions – 1990.

nous arrivions toujours à régler les choses pour la satisfaction de tous, à l'intérieur de la Sonatrach. Quant aux mines, n'en parlons pas ! Cela marchait.

Il est sorti finalement des conventions et des statuts que nous avons élaborés avec les syndicats pendant dix ans ! Le jour où j'ai voulu faire la convention Sonatrach, j'ai écrit à Oumeziane, alors secrétaire général de l'UGTA, pour lui demander de participer à ce travail ; il m'a délégué, à cet effet, l'union régionale d'Alger. C'est comme cela qu'on a commencé à discuter. Ensuite, les dirigeants de l'UGTA nous ont dit : « Vous faites un statut sans nous consulter ! » - « Mais, ai-je répondu à Oumeziane, on a demandé ton avis ; tu nous as dit : allez-y... Alors, on a discuté avec les gens que tu as désignés. » On a mis au point la convention Sonatrach, parce qu'on considérait que la Sonatrach était non seulement l'entreprise la plus grande, mais une entreprise vitale pour l'économie du pays, compte tenu de l'importance stratégique du secteur qu'elle couvre.

On a, donc, réglé les problèmes de Sonatrach et, ensuite, on a voulu faire de la convention Sonatrach un modèle pour le reste...

Synthèse de chapitre

L'étude sur la sociologie du travail en Algérie nous pousse à explorer une multitude de pistes sociologiques et économiques à la fois, formulées par des sociologues et des économistes algériens sur un continuum historique d'une jeune nation en mutations permanentes.

Les grandes réalisations politiques, économiques, industrielles et socio-culturelles, concrétisées en application du projet de développement forcé, provoquent des dysfonctionnements dans l'animation économique et sociale du pays ; les situations se compliquent lorsqu'on projette de réaliser un développement identique à celui des pays industrialisés, tout en maintenant une identité liée à une organisation sociale traditionnelle. L'impact des projets économiques est décelable jusqu'au niveau des dispositifs réglementaires, conditionnés par la volonté politique et des différents gouvernements depuis 1962. L'importance de la réglementation laisse croire la symbolique attachée à l'organisation du travail, celle-ci peut être saisie à partir des phénomènes identifiés sur les lieux du travail à travers l'organisation des entreprises algériennes et en particulier le comportement organisationnel de l'algérien dans son milieu professionnel.

Dans ce chapitre, on a essayé d'exposer des discours sur le poly-économique et sociologique des auteurs Algériens.

Chapitre VII
Analyse thématique

Préambule

Dans ce chapitre, on va aborder l'analyse thématique de contenu, là on va analyser sociologiquement les thématiques de chaque auteur déjà mentionné dans le chapitre précédent.

« *L'analyse thématique de contenu renvoie à l'opération qui consiste à transformer le texte multiforme et varié d'un entretien en une analyse unique et originale de son contenu autour de ses thèmes et sous thèmes au moyen d'un code* »¹⁰¹.

SECTION 1 : Analyse de L'entreprise industrielle en Algérie et l'ouvrier majoritaire (une nouvelle figure) - Djamel Guerid

Mots clés : Algérie, l'industrialisation, l'entreprise industrielle, l'ouvrier majoritaire, productivité, industrie, économie.

Introduction :

L'industrialisation est un processus complexe qui permet d'appliquer à un secteur, à une branche de l'économie, des techniques et des processus industriels qui apportent rationalisation et hausse de productivité, c'est le passage d'une économie à prépondérance agricole à une économie à prépondérance industrielle.

Djamel Guerid a pour l'objectif comprendre qu'est qu'a transformé la société algérienne. Il a se pose la question de dualité (la crise due de l'échec de l'industrialisation) comme facteurs répétitifs de crises en Algérie depuis l'indépendance pour comprendre pourquoi un pays qui semblerait bien parti en 1962 se retrouve toujours dans une profonde crise économique, sociale et culturelle. Cette approche se déploie dans trois directions convergentes : l'examen de la conception industrialiste du développement ainsi que son déploiement concret sur le terrain nationale Algérien, en comparaison avec l'industrialisation classique et soviétique. L'analyse du type d'ouvrier que la rencontre de ce type d'industrialisation avec la société Algérienne a produit et leur particularité par rapport au modèle classique de l'ouvrier industriel. Partant de la notion industrialisation-acculturation et la nouvelle figure l'ouvrier majoritaire, Djamel Guerid nous propose une réflexion que s'attache avec le contexte politico-militaire locale dans la nouvelle Algérie indépendante.

¹⁰¹ Site Web, Joeli Kivits : *Reproduction Et D Iffusionen Science Sociale, L'analyse De Contanu.*

Industrialisation

« L'industrialisation se présente comme acculturation c'est-à-dire comme implantation d'une nouvelle civilisation et comme l'effort d'un groupe social en vue d'accéder à l'hégémonie ou en vue de consolider cette hégémonie et de la rendre irréversible »¹⁰².

Un processus de l'acculturation, mouvement de rassemblement social et de mobilisation, mouvement civilisationnel socio-économique sont des centres de rayonnement pour l'entreprise, l'industrialisation en Algérie fait explicitement référence en tant que système d'usines que ne semble pas avoir été mise en place. Djamel Guerrid montre dans son approche l'industrialisation en Algérie comme un moyen de progrès surtout économique et politico-sociale, dont elle a contribué dans le processus de déplacement de paysannes de campagnes vers les villes appelées pour lui villes industrielles. En expliquant que l'industrialisation est aussi un processus de développement d'implantation des usines industrielles, l'utilisations des moyennes technologiques pour servir le profit de l'usine et à la fois le recrutement pour les employés pour couvrir la prise en charge la masse de production et aussi le capital physique comme l'exploitation des ressources naturels, le capital publique qu'il s'agit d'utiliser les propriétés publiques comme les routes ligne des échanges marchandises et des biens, le service d'hébergement comme la facilitation aux employés à habiter, en ajoutant le capital humain comme le moyen à recruter la main d'œuvre au sein de l'industrie pour le but augmentation le profit de l'usine de part et d'autre part réduire pour autant le chômage et par conséquent, en provoquant croisement l'exode rurale vers citadin pour trouver l'emploi moderne qui peut subvenir sa famille ou majoritaire selon Guerrid par apport le travail agricole rurale qui ne cohabite pas la modernité urbain, en Algérie est comme un pays trop tardé à s'accompagner ou cohabiter aux pays industrialisés et développés comme ceux des européens, c'est un jeune pays qui a connu récemment par apport aux autre pays à son époque de l'indépendance nationale et. Tout ça, ce sont des explications brèves sur l'industrialisation en générale. En revanche, l'industrialisation en l'Algérie comme un signe de progression semble un peu compliquée, et on vient d'expliquer un peu pourquoi, on va donner une aperçue image sur politico-économique en Algérie comme celle-ci : *« L'année 1988 marque une rupture politique et économique avec la fin du monopartisme et de l'expérience économique socialiste. La période 1988-1991 marque un moment clé avec l'avènement d'un gouvernement réformateur mettant en place le cadre institutionnel propice à construire les instruments pour mener une politique*

¹⁰² DLAMEL GUERID : *« L'exception algérienne- Les limites d'une acculturation. La modernisation à l'épreuve de la société »*, casba ed, op.cit.p. 14.

économique et conduire à terme à l'économie de marché »¹⁰³. Donc, on constate que l'Algérie a passé généralement deux périodes de gestion politico-économique et sociale, 1^{ère} période concerne à celle 1962 jusqu'à 1988 qui caractérise un mode de gestion socialiste, la prédominance du monopartisme en Algérie comme le parti politique et historique de FLN dans les discours politiques, économiquement, l'État qui tient les propriétés productives étatiques et distribuer les biens aux bénéficiaires, 2^{ème} période de 1988 jusqu'à maintenant, c'est l'orientation vers l'économie de marché.

La re-socialisation des travailleurs

*« Ensuite, en organisant la re-socialisation de ses ouvriers, leur inculquant ses normes et valeurs, elle a pour objectif de diffuser à travers eux et au sein de la société les nouvelles manières d'être, de penser et d'agir. L'Usine apparaît, en effet, dans le paysage algérien, comme une réalité nouvelle qui tranche très nettement avec son environnement et qui le domine »*¹⁰⁴.

Selon Durkheim la socialisation de l'individu est due à l'éducation des enfants en leur inculquant les normes et les valeurs pour mieux intégrer aux autres gens et à la fois la société, c'est le fait d'intérioriser les normes face aux phénomènes sociaux : *« L'éducation est l'action exercée par les adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui et la société publique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné »*¹⁰⁵. On peut comprendre pour cela, que la re-socialisation des ouvriers est le fait de les recruter, les former à partir des stages et des promotions pour mieux inculquer les valeurs au sein de l'industrie qu'ils soient plus applicables par ces employés qui sont bien informés après une longue formation et d'application d'ensemble des règles, c'est le fait d'appliquer la disciplinarisation selon la notion de Guérin. Ce texte qui est le résultat de nombreux travaux de terrain s'attache à l'examen des caractéristiques de l'ouvrier industriel en Algérie, il montre que le contact établi depuis le début des années 70 entre un mouvement d'industrialisation caractérisé par la rapidité et la massivité de la société algérienne a produit une figure de l'ouvrier qui diffère dans ses représentations et pratiques de l'ouvrier classique. Ce nouvel ouvrier devenu hégémonique dans les ateliers développe une stratégie de la moindre

¹⁰³PDF : RACHID MIRA, *Économie politique de l'industrialisation en Algérie, analyse institutionnelle en long terme*, Université Sorbonne Paris Cité, 2015, p. 141.

¹⁰⁴ Durkheim, 1966, 51

¹⁰⁵Ibid.

adhésion dans l'entreprise. Et qu'il lui arrive d'accepter certaines exigences techniques de l'usine, il refuse l'ethos les contient.

« Mais il se met à mesurer la dépense de sa force de travail en fonction de l'équivalent argent qui lui est concède. Cependant dans l'entreprise, il ne veut apprendre que les gestes et comportements indispensables son maintien à son poste de travail. Ainsi il ne montre que peu d'intérêt pour les règles du jeu en vigueur dans l'industrie et en particulier pour les formes modernes et institutionnalisées de la revendication »¹⁰⁶. C'est ainsi, qu'il développe avec son usine un rapport de pure instrumentalité au cours duquel il échange une partie de son temps contre un salaire. On pourrait dire que c'est parce que le système industrialiste ne connaît et ne reconnaît que l'ouvrier classique qu'il ne peut se préoccuper du sort de l'ouvrier réel. Et lorsque ce dernier vient poser ses problèmes de tous les jours, c'est l'étonnement, l'incompréhension et le refus. Pour certains cadres, il s'agit d'une véritable agression »¹⁰⁷, à l'instar des employés, les ouvriers sont concernés par le glissement du modèle de la qualification au modèle de compétence que s'accompagne d'une remise en cause des qualifications ouvriers. Ainsi des emplois sont créés sans référence aux classifications de conventions collectives.

« La resocialisation c'est l'inculcation d'un langage et d'un apport nouveau au temps et à l'espace, dont il faut apprendre à nommer et en français les lieux, les instruments, les divisions ouvrières et l'environnement de travail en usine », l'ouvrier Algérien dans leur grande majorité a toujours développé une opposition sourde, profonde et pas toujours consciente d'elle-même, à l'idée et à la manière d'industrialiser et une adaptation sélective à des aspects déterminés de cette industrialisation »¹⁰⁸.

Djamel Guerid montre que dans l'unité de production il a une désorganisation parce que le cadre de commander en principe dans la compétence technique l'ouvrier majoritaire, ce qu'arrive à manquer et apparaissant uniquement en tant que pouvoir social. Les cadres sont par nature autoritaires et font peur aux travailleurs *« les ouvriers ont des problèmes d'entretien, de reproduction de la force du travail et des problèmes de rôle et statues dans l'entreprise »¹⁰⁹.*

¹⁰⁶ DJAMEL GUERID, *l'exception algérienne, la modernisation à l'épreuve de la société*, casbah Edition, ville n°6, lot. Said Hamdine, 16016. Alger. p.265.

¹⁰⁷ DJAMEL GUERID, *Ibid*. p.265.

¹⁰⁸ DJAMEL GUERID, *Ibid*. p.265.

¹⁰⁹ DJAMEL GUERID, *Ibid* p.265.

SECTION 2 : Analyse de syndicalisme algérien et le mouvement ouvrier-Nasser Djabi

Mots clés : syndicalisme, monde du travail, syndicat, mouvement syndicat, syndicat autonome, UGTA, État, ouvriers.

Introduction

Avant l'indépendance N. Benallègue- Chaouia souligne que : « *un mouvement syndical embryonnaire existait en Algérie avant la promulgation de la loi du 21 mars 1884 autorisant les associations professionnelles et que c'est en 1878, qu'aurait été née à Alger la première organisation syndicale* »¹¹⁰. Selon l'historienne, cette dernière aurait concerné des ouvriers sur métaux et des ouvriers lithographes (travail sur papier). Mais concerné seulement pour les travailleurs européens. C'est après 1918 que des changements commencent pour les travailleurs algériens se sont effectués en Algérie et en France. En effet, une émigration plus importante des Algériens vers la métropole. C'est en France, que se constituent les premiers noyaux de militants syndicaux algériens, à l'intérieur de la C.G.T et de la C.G.T.U. à époque de colonialisme, le mouvement syndical algérien les travailleurs algériens en France se confondit presque entièrement avec le mouvement national dans sa lutte pour l'indépendance dans cette époque. En résumé, sous l'occupation coloniale, le mouvement nationaliste est devenu plus radical et globale à toute l'Algérie encore après les événements sanglants du 8 Mai 1945, pour lequel l'indépendance, les revendications légitime pour les travailleur algérien et leur lutte pour une libération nationale, économique et politique à la fois.

Pendant la guerre pour l'indépendance : d'une part, il y avait un mouvement syndical plus ou moins classique, comme le mouvement communiste et de la CGT privilégiant la lutte sociale antiimpérialiste. Il a abouti à la création, en 1954, de l'Union Générale des Syndicats Algériens (UGSA). Et d'autre part, un autre mouvement, clandestin et discret, mais plus populaire entre les algériens, activant au sein des partis nationalistes notamment le PPA-MTLD qui donnait une priorité au combat anticolonial que de revendiquer devant les colons français. D'après Djabi « *Les militants de l'UGTA ou même ceux de l'UGSA, contraints eux aussi à l'activité clandestine, vont connaître plus de répression. Beaucoup ont connu l'emprisonnement, la torture et même la liquidation physique dans les geôles coloniales comme cela a été le cas pour Aissat Idir après son arrestation au mois de mai 1956. Ainsi, et pour probablement la majorité de ces syndicalistes, c'est l'action politique et la lutte armée qui vont remplacer l'activisme*

¹¹⁰ Nasser Djabi, Samir Larabi et Abdelkrim Boudra : le double sens Algérie *et justice sociale Analyse de syndicalisme algérien et le mouvement ouvrier*. op.cit.

syndical et ce, jusqu'à l'indépendance nationale concrétisée en 1962. Seule l'UGTA sera officiellement reconnue après cet événement jusqu'à la fin des années 1980 »¹¹¹.

L'union générale des travailleurs Algériens (UGTA), est le premier syndicat en Algérie avoir le jour, il est un prolongement de mouvement de libération national « *il est surtout un outil politique de sensibilisation des travailleurs. Les membres fondateurs sont essentiellement des syndicalistes Algériens de la CGT et de la CFT* ». Il est vrai que beaucoup de problème sont pris en charge, mais « *le syndicalisme a aussi joué un rôle de sensibilisation, à l'instar des autres organisations comme l'équipe national du FLN et l'organisation des étudiants* »¹¹².

Entre 1993 jusqu'à 1988 : Le premier congrès de l'UGTA fut en février 1963, par l'intrusion des forces de polices, au sein même de la salle des conférences, l'avènement de la charte national 1976 qui se base sur la révolution démocratique et la construction de socialisme, cette charte est destinée à la satisfaction des exigences et revendication des citoyens travailleurs algérien afin d'avoir les grands rôles politique, économiques, sociale et culturelle dans le but d'un développement le pays.

De 1988 à nos jours : Les évènements d'octobre 1988, les travailleurs et surtout les jeunes étudiants algériens dans différents Provinces au niveau national qui ont vécu cette époque délicate profitaient de l'esquisse et d'ouverture démocratique, constituent des organisations syndicales autonomes par rapport au pouvoir et par rapport à l'UGTA pour les droits d'un travailleur. « *Les luttes du mouvement syndicale étudiant vont être élément fondateur du syndicalisme autonome algérien qui émergera après la promulgation de la constitution de 1989 et des lois sociales. Car les cadres syndicaux des syndicats autonomes représentatifs étaient militants ou dirigeants dans le mouvement syndical étudiants des années 1970 et 1980. Il faut rappeler pour la mémoire historique que c'est le sacrifice des jeunes en octobre 1988 qui va émettre la formation des syndicats autonomes à partir de 1989 grâce à la constitution de 1989 qui consacre le pluralisme syndical et aux lois sociale* »¹¹³.

Donc cet évènement historique pour Algérie et les travailleurs en générale considérant pour la plupart comme étant une époque charnière entre une époque unifiée par prédominance d'une uni partie politique par une multi partie démocratique et revendication légitime pour les droits des algérien et leur citoyenneté.

¹¹¹ : L'UGTA : *note sur l'action syndicale en Algérie*. Alger, Avril 2013, p. 8.

¹¹² Ibid.

¹¹³Nasser Djabi, Samir Larabi et Abdelkrim Boudra : *le double sense Algérie et justice sociale Analyse de syndicalisme algérien et le mouvement ouvrier*, Op.cit.

Aujourd'hui les travailleurs Algériens des services publics et privés jouissent officiellement du droit de liberté syndicale et du droit de grève mais avec certaine transgression par les autorités sur la législation internationale. Syndicalisme, monde du travail, syndicat, mouvement syndicat, syndicat autonome, UGTA, État, secteur publique, secteur privé, ouvriers.

Lors de texte, Nasser Djabi a constaté que la présence syndicale dans le secteur privé est très insignifiante comparativement au secteur public et au regard du nombre d'entreprises privées et de salarié qu'elles emploient, la syndicalisation ne couvre même pas 1 % du nombre de salarié travaillant dans ce secteur qui domine l'économie nationale. Cette faible syndicalisation place ces travailleurs dans une grande fragilité et les prive de cet instrument organisationnel et juridique important pour pouvoir renégocier les salaires, les conventions collectives, ainsi que leurs conditions globales au sein de l'entreprise. La presse nationale rend régulièrement compte de l'existence de conflits au sein de nombreuses entreprises privées du fait de raisons socioprofessionnelles ou de l'exercice du droit syndical. C'est la répression, à savoir le licenciement abusif des syndicalistes et des travailleurs récalcitrants qui met généralement fin à ces conflits. Le patronat privé national ou étranger s'avère hostile à la syndicalisation de ses salariés malgré le fait que la législation en vigueur garantit ce droit aux travailleurs tant que ces derniers ne remettent pas en cause la propriété des moyens de production du patronat. Négligé pendant plusieurs années, ce n'est qu'en 2006 que la question du syndicalisme dans le secteur privé a été posé lors de la tripartite organisée cette a présenté un prototype de convention-cadre avec les partenaires économiques comprenant la liberté des créer des sections syndicales. Plus tard rien ne s'est réalisé sur le terrain et le patronat privé n'a pas respecté ses engagements. Le patronat s'est aussi engagé à respecter le droit syndical et a déclaré ne pas être hostile à la syndicalisation des travailleurs. Les organisations patronales qui ont apposé leurs signatures n'ont pas tenu leurs engagements à ce jour. De son côté, la direction de l'UGTA a instruit toutes les structures syndicales de base et a demandé aux unions de wilaya de se redéployer dans le secteur privé pour la création de sections syndicales UGTA.

Cependant, le texte de Djabi nous avons constaté un changement opéré au sein de Secrétariat national de l'UGTA suite au 13ème Congrès, n'ont pas apporté des changements notables dans la ligne de l'UGTA et ce, malgré sa tenue sous la pression d'un mouvement de contestation interne. L'UGTA a connu un mouvement de contestation interne appelé le Mouvement de redressement de l'UGTA par les travailleurs, un mouvement qui demandait l'éviction de Sidi Saïd et de son Secrétariat national, puis la tenue d'un congrès extraordinaire et démocratique. Les cadres syndicaux qui ont mené la contestation interne ont été tous limogés mais certains

ont été réhabilités, « le syndicalisme dit autonome n'a pas su faire le saut nécessaire pour dépasser ce qu'on pourrait appeler l'étape d'adolescence. Il ne s'impose pas encore, il n'a pas de vie organique ni de doctrine ni de stratégie syndicale claire. Les syndicats autonomes recourent parfois à des formes d'actions radicales et je ne vois pas de production d'élites à l'intérieur de ces organisations. C'est un syndicalisme qui n'a pas su démarrer sérieusement »¹¹⁴. En général, le syndicalisme algérien n'a pas su capitaliser tout ce qu'il a accumulé comme expérience ni apporter les clarifications idéologiques et doctrinales. On a l'impression que chaque nouvelle génération vient pour faire sa propre expérience puis repart. Le syndicalisme est basé pourtant sur des valeurs très simples : l'action et l'intérêt collectifs, la solidarité, la défense des intérêts des travailleurs, le progrès, etc. Ce n'est pas toujours le cas aujourd'hui. D'autres aspects sont liés à l'environnement, aux facteurs politiques. En Algérie, il n'existe pas de culture politique et syndicale de négociation et de respect des engagements, le pacte a été conclu entre chefs, structures plus ou moins vides de l'intérieur. Il n'a pas d'effet direct sur le monde du travail. Même les patrons privés reconnaissent que les engagements n'ont pas été respectés, quant à la centrale syndicale UGTA, sa représentativité est remise en cause depuis déjà des années. Elle a beaucoup perdu dans le secteur public, il ne lui reste que Sonatrach, Sonelgaz et quelques secteurs. Est leur droit, ils doivent y être représentés, car ils sont représentatifs. Leur représentativité pourrait être plus grande si on leur facilitait la tâche. La question qui se pose est de savoir pourquoi l'État a choisi de négocier avec seulement l'UGTA, en acceptant de traiter avec plusieurs organisations patronales ? Pour y répondre, il faut revenir au mouvement national, à la nature du système et aux fonctions politiques de l'UGTA, le syndicalisme algérien est très politisé, il a une relation étroite avec le politique et parfois avec le partisan. Le syndicalisme est né de cette manière en Algérie et l'État tient toujours aux fonctions politiques du syndicalisme et tant que l'UGTA continue à le satisfaire, elle restera son partenaire privilégié, dont il y a deux aspects, d'abord le problème de légitimité du pouvoir et ensuite celui de sa base et de son instabilité politique. Le problème de légitimité pousse le pouvoir à chercher un soutien politique dans un syndicat ou chez des syndicalistes. L'UGTA peut lui être plus utile que quatre ou cinq partis politiques, malgré ce qu'elle a perdu, au niveau de sa base, l'UGTA reste relativement importante dans ce type de fonctionnement politique le système politique algérien n'a pas su avoir de grands partis politiques qui le soutiennent ni organiser des élections libres et démocratiques, pour avoir une légitimité. Cela l'oblige à chercher du côté des syndicats pour le soutenir, pour travailler avec lui et entrer dans

¹¹⁴ L'UGTA : note sur l'action syndicale en Algérie. Alger, Op. cit.

le jeu de ses clans. « *L'Algérie a intérêt à avoir un monde du travail organisé, avec des protestations et des grèves gérables. Cette structuration sociale où la négociation est pacifique nous évitera bien des problèmes : la socialisation réfractaire et communautaire détruira le pays, l'Algérie ressemble parfois à une cocotte-minute, prête à exploser à tout moment* »¹¹⁵. Toute une génération est en train d'expérimenter l'émeute, comme forme d'expression politique et sociale. Les responsabilités des élites politiques sont absolument grandes mais la carte syndicale est le reflet d'une société, d'une histoire et d'une vie culturelle, ainsi que des spécificités, elle ne nécessite pas une décision politique. L'Algérie a besoin d'une grande centrale syndicale, de son expérience, de son histoire des luttes et de ses cadres. Dans le même temps, il faut laisser l'expérience des syndicats autonomes se développer. En l'espace de deux décennies, le monde du travail a connu d'importantes mutations. En plus des détériorations engendrées par le terrorisme, les changements apparus dans la sphère économique et la législation du travail ont perturbé, voire fragilisé les salariés. En premier lieu, les travailleurs du secteur économique, exposés aux liquidations des entreprises nationales, au licenciement pour raison économique, aux départs à la retraite ou au processus de dépermanisation. La nouvelle situation a éprouvé de larges franges de la population, y compris les couches moyennes, elle n'a pas non plus épargné la Centrale syndicale UGTA qui, aujourd'hui encore, ne semble pas remise des dégâts occasionnés par cette période, marquée par les conditionnalités du FMI et les ravages de son programme d'ajustement structurel sur le monde du travail. Les syndicats autonomes ne cherchent pas la confrontation, mais attendent des gestes de la part des pouvoirs publics, pour le règlement des problèmes des travailleurs de la fonction publique. Ce qui intéresse, c'est une oreille attentive pour le règlement de nos problèmes afin d'améliorer le rendement à tous les niveaux : santé, éducation et administration, a déclaré. Tous les indices témoignent de l'existence, dans notre pays, d'une crise profonde du travail. La critique de la logique du système productif reposant pour l'essentiel sur la rente pétrolière et l'intention du pouvoir central de remplacer cette dernière par du surtravail, le débat autour de la déspecialisation des usines et la nouvelle orientation officielle tendant à substituer à l'importance des investissements celle des quantités à produire et de la productivité, enfin le rejet, au nom de l'efficacité, du populisme régissant la gestion de la force de travail indiquent tout à la fois les symptômes de cette crise du travail et la naissance de nouvelles formes de mise au travail. Selon Chikhi, « *l'organisation du travail suppose, sous sa forme taylorienne ou fordienne, un encadrement capable de concentrer entre ses mains toutes les connaissances*

¹¹⁵Chikhi 1997. p.183Op. cit.

scientifiques nécessaires au bon fonctionnement technique du procès de production »¹¹⁶. Elle exige une hiérarchie technicienne capable grâce à ses compétences d'analyser les tâches, de déterminer la meilleure combinaison possible des moyens de production, d'adopter des méthodes de gestion performantes, d'innover en matière de normes de travail et de produire des formes de commandement efficace quant à l'application de ces normes de travail.

Les deux types de syndicalisme

Dans le syndicalisme, il y a deux type apparemment, celui de type libéral, qui s'est développé en Europe et en Amérique du nord au début du XIXe siècle, et l'autre type et celui, type de syndicalisme d'encadrement, qui apparait dans les pays socialistes et particulièrement en Union soviétique, se caractérise avec ses liens étroits avec le pouvoir politique.

A. Le syndicalisme de type libéral :

Ce syndicalisme et ses revendications sociales ont surgi en « terre libérale selon la conceptualisation par Patrick De Laubier. Ce syndicalisme apparait comme une expression pratique de la liberté que libéralisme s'opposait à celui de monarchie et à la fois le système. Le but du syndicalisme libéral est la défense des intérêts de ces membres par des revendications pacifiques, des grèves organisées par des leaders syndicaux... etc.

B. Le syndicalisme d'encadrement :

Le syndicalisme d'encadrement est le propre des pays socialistes et des régimes

Autoritaires comme Union soviétique et ses alliés, il revêt une signification pour objectif sociale et économique et surtout politique. Ce qui le caractérise par rapport au syndicalisme libéral, qui a un lien fort avec le pouvoir politique et son rôle d'animation dans la politique économique. En effet, le syndicalisme d'encadrement bénéficie d'un statut officiel et demeure très dépendant de l'État, qui lui fixe les taches d'intégrations sociales des ouvriers et l'accomplissement des plans de productions.

¹¹⁶ Chikhi 1997. p.183Op. cit.

SECTION 3 : Analyse de capital privé et patrons d'industries en Algérie (1962-1982) - Djilali Liabès

Mots clés : Mots clés : Capital privée, PMI, entreprise privée, entreprise publique, l'État, Algérie, pouvoir économique, industrie.

Introduction

Djilali Liabès se base sur le résultat de l'analyse des données économiques (des entrepreneurs privés face à une économie de rendre, dont le but de comprendre la contribution des entreprises privées dans l'économie Algérienne) et sociologiques (des assises théoriques et méthodologiques afin de comprendre le processus de l'industrialisation et l'acculturation en Algérie, mais il n'avait pas d'acculturation pour lui dont pour lui l'Algérie a apportée l'héritage de Taylorisme. Donc l'entreprise privée c'est une articulation d'intérêt avec le tissu économique et sociale. Liabès a développé des concepts tels que : la personnification de rapports de production ; les relations objectives, entre les individus et les propriétés ; les bourgeoisies d'entreprise (une structuration spécifique économique) ; l'accumulation du capital privé ; l'extension de la grande production mécanique, générerait également un procès paradoxal de fossilisation récupération de formes productives ; l'industrialisation (multiplication des usines et la généralisation du travail à l'usine) ; la croissance des villes (espace de déploiement et de réalisation de nouveaux modèles de consommation des biens matériels et symboliques, de comportement et de sociabilité (la courtoisie à changés les habitude certains consommateurs) ; l'étatisation de la vie sociale (l'intervention multiforme de l'État dans le secteur, social) ; l'usine siège d'une série de rapports moins clairs aux travailleurs, traversés par toutes les ambiguïtés et les contradictions que porte la société dans son ensemble. Selon Liabès : « *Il ne s'agirait donc pas seulement de faire intégrer des productions ou des procès, de faire se multiplier les points d'ancrage et d'intersection entre industries lourdes celles qui sont industrialisantes et PMI, mais également, et surtout, dans la conjoncture actuelle, de faire articuler des intérêts économique-corporatifs (Gramsci), de faire jouer des rapports de forces, ou pour être plus près de la réalité, les laisser jouer de plus en plus leurs rôles régulateurs* »¹¹⁷. Dans le but de comprendre ce que bourgeoisie d'entreprise veut dire, dans les conditions propres à notre pays, Liabès à parler de l'entrepreneur dont n'est pas encore pour lui parvenu à être manager efficace et entreprenant, capable d'innover en matière technologique et de rapports sociaux. Par la suite il nous propose des thématiques scientifiquement traitées par sa réflexion :

¹¹⁷ Djilali Liabès, *Capital privé et patrons d'industrie en Algérie* Op.cit.

1. Le mode de structuration de l'espace économique national (public, privé) ;
2. L'accumulation comme dépassement ou fossilisation de la vieille société ;
3. L'entrepreneur sur leur propre pratique, sur leur conception du monde sur la place qu'ils occupent (ou revendiquent) dans la société, sur leur perception de l'État.

LA PMI

« C'est en ce sens que la PMI est un enjeu et l'on comprendra dès lors que l'on veuille l'étudier comme telle, parc qu'elle est à l'intersection de secteurs juridiques, de secteur d'activité, de logiques de valorisation »¹¹⁸. On ne peut discuter de la PMI en Algérie sans intégrer dans ce débat le secteur privé industriel et (des BTP) ce qu'a représenté l'exemple de la PMI, le secteur public s'orientant davantage vers les secteurs lourds (même dans les industries de biens de consommation). Le problème de la PMI pose la question du développement économique et social et du projet de la société, aussi la structure de la société algérienne est encore à venir, il importe de prévoir les rapports de forces et de pouvoir que les transformations économiques vont induire. « On savait que ce secteur pouvait littéralement verrouiller le secteur public, par la valorisation à outrance de sa production, sa privatisation et la privatisation de ses résultats en matière productivité et de revenus »¹¹⁹. Liabes. La question d'un procès public de constitution de couches sociales privées la formation d'une bourgeoisie privée en Algérie n'est pas seulement le fait de l'État mais serait le résultat d'un complexe décauses qui ont produit aussi bien l'État national tel qu'on le connaît, que la bourgeoisie avec ses caractéristiques propres, donc pour lui l'entreprise prive besoin d'aide de l'entreprise publique parce que elle est protégée par l'état (secteur défiance). Bon son idée est de rendre le secteur publique un client du secteur privé.

On constate dans les discours de Liabes que la question de l'État national constitue le point nodal de cette problématique de la production sociale ; il nous semble cependant qu'à se focaliser dès le début sur la question de l'État, l'on risque fort de produire les instruments d'une méconnaissance redoublée, alors qu'il y a lieu de s'interroger sur le processus de structuration sociale dont l'État serait à la fois l'émanation et le moyen de légitimation. La formation d'une bourgeoisie privée en Algérie n'est pas seulement le fait de l'État considéré comme une démiurgie, mais serait le résultat d'un complexe de causes qui ont produit aussi bien l'État national tel qu'on le connaît, que la bourgeoisie avec ses caractéristiques propres. Au début des années 1980, Liabes a consacré des travaux remarquables sur les patrons d'industrie. Le bilan

¹¹⁸ PDF : Ministère de la culture, Djilali Liabès : *le capital privé et patron d'industrie*, 2009Op.cit.

¹¹⁹ Ibid.

économique et social (1979-1980) et le rapport de plan quinquennal (1980-1984) faisaient tous deux le constat de graves distorsions touchant tous les secteurs de l'activité économique et de la vie sociale.

L'exploitation La force de travail :

Le but l'exploitation la force de travail par une politique sociale de l'Etat est le fait de protéger l'individu, quoi qu'il le soit, le travailleur, citoyen, au même le chômeur, ce dernier l'Etat va intervenir par l'ensemble procédure pour réduire le cas de chômage par d'instaurer l'ensemble des institutions comme de centre formation de travail et professionnelle pour acquérir l'ensemble des compétences aux travailleurs et par conséquent pour cela, la promotion des compétents mais, d'autre coté politique sociale de l'Etat supporte le côté sociale sur la classe ouvrière ou travailleur comme l'assurance médecine gratuite, loyer et héberger, la scolarisation comme un processus de promotion sociale à l'individu, ces facteurs jouent un rôle important depuis leur enfance jusqu'à l'adulte à former l'individu responsable par ses actes sociale.

Selon contexte historique, avec la conséquence d'éradiquer de système politique (monarchie absolu) et économique (le système féodale) l'émergence l'économie capitaliste et socialiste étaient plus adéquate par apport exigence moderne qui se diffère à celle l'époque médiévale et l'antiquité et aussi cette époque facilite aux travailleurs à demander à forcer leur position de à revendiquer une liste l'ensemble des droits de travail plus juste, dans cette époque, exactement en 19^{ème} siècle a connu comme une époque de « la période interventionniste . « *Vers le milieu du XIXème siècle, sous l'empire de facteurs d'ordre à la fois idéologique, économique et politique, l'Etat tend à intervenir de plus en plus directement dans les relations du travail. C'est ce qu'on désigne assez souvent, comme étant la période interventionniste, où le rôle de l'Etat se précise et s'accroît de plus en plus et où les pouvoirs publics adoptent des lois, édictent des règlements et posent certains principes de nature à protéger l'individu sur le marché du travail et à contrecarrer les excès de la concurrence sur ce marché* ». ¹²⁰

C'est quoi le secteur privé et le marché de travail :

Privatisation est un élément fondamental de la nouvelle politique économique par au mode gestions socialiste de l'entreprise (GSE) pour des raisons : La réduction du déficit budgétaire étatique vers de secteur privé, L'amélioration de la compétitivité entre les vrais compétant au milieu de travail , attirer des capitaux étrangers et les investisseurs , la décentralisation de

¹²⁰ Site web sur *Le rôle de l'État en relations du travail* : <https://www.erudit.org/en/journals/ri/1900-v1-n1-ri01083/1021436ar.pdf>

l'économie pour faciliter le processus de production ,L'amélioration de l'efficacité économique des entreprises, donc la privatisation est l'un des élément fondamental sur le processus d'instaurer le secteur privé en Algérie. Mais là sur la question la privatisation en Algérie fait beaucoup d'encre en citant comme exemple deux élément essentiel par Nacer-Eddine : -La privatisation partielle : « privatisation se sera alors non pas de faire sortir une entreprise du secteur public pour la faire entrer dans le secteur privé, mais de faire pénétrer à l'intérieur de l'entreprise publique un certain nombre d'éléments en provenance du secteur privé » [Nacer-Eddine. S. 2006. P 71]. Donc c'est le fait de mêler le secteur privé comme l'entreprise aux structures ou organismes publique de l'Etat comme service d'impôts, service informatique de média. La privatisation totale : « lorsque la totalité des droits de propriété de l'État Sont transférés au secteur privé soit par cession d'actions, soit par cession d'actifs ». Par contre la définition le marché de travail, on explique comme celle-ci : « *Le marché du travail est celui où l'offre et la demande de travail convergent. L'offre de travail est constituée de l'ensemble des travailleurs disposés à travailler et de la demande de travail par l'ensemble des entreprises ou des employeurs qui embauchent des travailleurs* »¹²¹. Donc le marché de travail était un lieu de rencontre entre deux agents sociaux (le demandeur de travail et celui qui offre l'emploi) qui contribuent à la production au sein de l'entreprise, le demandeur cherche un emploi pour avoir un stage et en suite promotion sa position pour occuper une tache équitable et adéquate selon ses propres compétences acquises.

Le populisme face la petite bourgeoise en Algérie :

On comprend bien que les racines de populisme en Algérie sont issues de la culture politique en Algérie, pourquoi ? par ce qu'elle était une conséquence face au colonialisme capitaliste impérialiste des pays dominé comme la France et ses alliés , le populisme correspond un idéologie socio-politique algérien au niveau culturelle au sein de peuple algérien et au niveau politique dans l'appareil de prise décision de l'Etat , grosso modo , le populisme algérien ou « le populisme révolutionnaire » selon l'historien Mohamed Harbi est due face la domination coloniale, mais après indépendance en 1962 , exactement 1965 avec l'avènement comme présentent et chef d'Etat charismatique à son peuple comme Houari Boumediene , qui a connu comme exemple idéale à lutter face la domination occidentale et évaluer et estimer les valeurs culturelles au niveau nationale, Boumediene est un tribun charismatique à son peuple qui a succombé et supporté les contraintes sur la situation inévitable face au bloc des alliés France. Son successeur, Chadli Bendjedid, le colonel comme qu'il est connu, il essaya à reformer d'une

¹²¹ Site d'internet sur le marché de travail : <https://economy-pedia.com/11040721-working-market>

dimension économique et sociale sur la situation délicate en Algérie et surtout avec l'avènement des revendications 1988 jusqu'à sa démission en 1992 et la remonte un autre populisme celui de populisme islamiste (FIS) ou l'émergence des discours fondamentaliste islamiste dans la décennie noire des années 90. Ce genre de populisme est une conséquence déterministe selon contexte historique avec une dimension idéologique, on parle l'idiologie socialiste face une idiologie impérialiste capitaliste des alliés de France. Automatiquement l'intérieur de pays serait opposé au capitalisme en adoptant un mode de gestion socialiste qui est très bureaucrate au niveau institutions (la hiérarchie des échelons depuis des chefs d'entreprise jusqu'à centre de prise de décision en capitale d'Alger, c'est la centralisation de prise de décision au niveau de gouvernement comme une tutelle et comme une direction générale, en bas cette direction, en trouvant la direction régionale au niveau chaque Province en Algérie et puis en fin, la direction d'entreprise). Cette idiologie à cette époque oppose radicalement le capitalisme qui freine l'émancipation le secteur privé en Algérie jusqu'à aux 90, à ce moment-là, on a connu l'orientation vers l'économie de marché en Algérie. « *Hérité du mouvement national, le populisme n'a pas été une idéologie imposée par le « haut »* ¹²². Il correspondait à la culture politique de l'Algérie qui a résisté à la domination coloniale en se référant aux valeurs ancestrales dont le peuple serait le gardien. Le courant qui a le mieux incarné cette idéologie qui a pris le pouvoir en 1962, représenté par le colonel Houari Boumédiène. Dans ses discours, celui-ci proclamait que la mission de l'armée était de réaliser le programme du mouvement national : rattraper le retard. Sur l'Occident tout en défendant les valeurs culturelles de la nation niées pendant plus d'un siècle par le système colonial. Boumédiène était un tribun charismatique qui fascinait les masses populaires par ses discours promettant la modernisation de la société. Son successeur, le colonel Chadli Benjedid, n'avait pas ses qualités et pourtant, il avait besoin d'autorité pour réformer l'héritage de Boumédiène, qui a devenu trop une lourde responsabilité à le couvrir pour le budget de l'État. Après les émeutes d'octobre 1988, il tentera des réformes politiques et économiques qui échoueront parce qu'il n'arrivera pas à s'imposer aux militaires qui exigeront sa démission en 1992.

¹²² Article web sur *Sociologie Politique D'un Populisme Autoritaire* : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2012-2-page-27.htm>.

SECTION 4 : Analyse d'immigration Algérienne Vers l'étranger- Abdelmalek Sayed

Mots clés : L'immigration, l'immigré, le travail, l'immigré chômeur, le travailleur détaché.

Introduction

La définition plus simple sur l'immigré et celui qui a un caractère différent culturellement par rapport le pays destiné à vouloir vivre comme un algérien qui vivait à la France, un français par rapport un algérien sont complètement différents à divers aspects. Définition du sens commun, celui qui n'appartient pas à la communauté nationale ou à une autre communauté (régionale, locale, villageoise...) ou qui ne semble pas lui appartenir à cause de ses caractéristiques, quelles qu'elles soient (physiques, langagières, vestimentaires, religieuses. L'immigré est l'objet d'une mise à l'écart par le groupe majoritaire qui ne reconnaît pas sa pleine appartenance au groupe, quelles que soient ses points communs ou ses différences objectivement partagés avec les membres du groupe. « *Il y a ce processus de mise à distance, ce qui est aussi un mode de relation* »¹²³ (Simmel), le point de vue est relationnel.

L'immigration et le travail en France

On pense qu'un immigré est obligé qu'il quitte son pays pour nombreuse raison sociologique culturelle et subjective pour occuper un autre pays rêvait, mais il va confronter une communauté qui est complètement différente à lui, les normes et les valeurs sociales sont différemment opposés par rapport à lui, et là, on trouve d'intégration sociale.

Un immigré qui voulait chercher un travail n'était pas en avantage à trouver un boulot comme déjà dans son pays natal, selon Sayad, « *il y a la distinction un travailleur immigré et celui un travailleur français, ce dernier a des privilèges plus que le premier, un privilège politique comme il a le droit de voter, aussi privilège économique et sociale comme un bon salaire et bon foyer* »¹²⁴, en se référant sur la vision el mouhoub mouloud sur la question un travailleur détaché celui qui ne s'intègre pas encore à la communauté française ni plus à trouver un boulot stable et confortable pour sa vie professionnelle et aussi sa vie privée immigré en France, il a précisé bien comme celle-ci, Selon la définition de la Commission européenne : « *un travailleur détaché est un salarié envoyé par son employeur dans un autre État membre en vue d'y fournir un service à titre temporaire, ces travailleurs se distinguent très clairement de ceux en libre circulation qui s'installent dans un autre État membre pour y travailler ou chercher*

¹²³ Site web, *Définition : étranger-immigré* : http://sspsd.u-strasbg.fr/IMG/pdf/cm_soc25D_fichet.pdf

¹²⁴ Site web, *Définition : étranger-immigré*, Ibid.

un emploi. Les travailleurs détachés demeurent seulement temporairement dans le pays d'accueil et n'intègrent pas le marché du travail local »¹²⁵.

Immigration sur une dimension politique, économique et sociale

La politique française contente à faire une évaluation les le différent décret des lois concernant sur la question la réception des étrangers ou l'immigration et d'autre coté sur le côté économie donc la répartition les emplois exposés au ces gens étrangers « *Les politiques d'immigration peuvent s'évaluer d'une double manière. A priori, il suffirait d'observer l'évolution des décrets et lois sur l'immigration et d'évaluer les différences avec le passé pour conclure à un changement de nature ou à une ouverture plus sélective. Une seconde approche est fondée sur une analyse structurelle du fonctionnement de l'économie française, tenant compte de la qualité de la spécialisation internationale et de la structure de répartition des emplois entre les secteurs d'exportation et les secteurs non exposés à la compétition internationale, comme les services.* »¹²⁶.

Donc on voit que sur le plan juridique et législative sur la question d'immigration est le fait servit selon les intérêts le pays réceptif comme le cas la France sur les pays africaine, surtout les pays maghrébine, spécifiquement Algérie, ce dernier, la France , revoit chaque années beaucoup de gens la bas, et France depuis la déshérence le colonialisme en 20ème siècle en Afrique , on a vu l'exode massive migratoire vers nord européenne, et la France de sa part, veut faire quelque procédure pour faire farce ce phénomène, on début, selon contexte historique, les immigrant, souffrent existant la bas, soit une existence politique ,économique ou sociale .

On voit aussi sur le côté social qu'économie de pays joue un rôle primordial, la répartition des jobs, emplois aux immigrant n'est à la même chance et la qualité à celui le travailleur français. Sur le côté social, en citant comme celle-ci comme vrai exemple la réalité vécue : « *Sur la base de résultats de recherche intéressants pour le débat public, on peut aujourd'hui avancer qu'à partir d'un seuil de 15 à 20 % le taux d'émigration des qualifiés à un impact négatif sur le pays de départ (en termes de croissance, de développement, etc.). En deçà de ce seuil, il est possible que la fuite des cerveaux (brain drain) puisse avoir des effets bénéfiques (brain gain) pour les pays d'origine des migrants. D'abord, parce que les pays de départ connaissent souvent un taux de chômage élevé parmi les diplômés*»¹²⁷.

¹²⁵ El Mouhoub Mouhoud, *L'immigration en France*, p 52, version books, téléchargement sur site z librarvs.

¹²⁶ El Mouhoub Mouhoud, *Ibid.* p 121.

¹²⁷ El Mouhoub Mouhoud, *op.cit.* p 95.

Vraiment une triste réalité sur la question la fuite des cerveaux en Algérie, par ce que ça provoque le chômage et le déficit les compétant pour gérer quelque spécialités et secteurs au tel aux tels lieux ou tel Provence en Algérie, aussi provoque le manque de compétitivité qui vaut mieux développer l'Algérie de demain par apport le bénéfique qu'il va recevoir un tel pays comme la France sur la fuite des cerveaux.

SECTION 5 : Analyse du travail et le syndicalisme-Ali El Kenz

Mots clés : Syndicats, secteur industriel, les gestionnaires, sonalgaz, sonatrach.

Introduction

Quand on parle des rapports avec les syndicats, on ne parle que de cette histoire de 1967 et du conflit avec Oumeziane ; mais, jamais de ce que nous avons fait, par la suite, avec les fédérations du pétrole, des mines, de Sonelgaz et, finalement, avec toutes les fédérations du secteur industriel. Pendant dix ans, Kenz a travaillé et a mis au point, des conventions qui ont règle les problèmes à l'intérieur des unités et des entreprises et la situation des travailleurs s'est améliorée considérablement, dans tous les domaines. Il n'y a qu'à voir, à la Sonatrach, comment cela fonctionnait.

Le syndicalisme des travailleurs algériens

Les syndicats étaient dans les comites du personnel, ils discutaient de tout avec les gestionnaires. Bien sûr, il y avait des problèmes, des disputes entre les syndicalistes et les gestionnaires. Kenz : « *Les ouvriers venaient chez Sid Ahmed Ghazali ou chez moi et on arrivait toujours à régler les problèmes* »¹²⁸. Mais, dit Kenz qu'ils arrivent toujours à régler les choses pour la satisfaction de tous, à l'intérieur de la Sonatrach. Quant aux mines, n'en parlons pas, Cela marchait. Par rapport le statut général du travailleur, il est sorti des conventions et des statuts élaborés avec les syndicats pendant dix ans. « *Le jour où j'ai voulu faire la convention Sonatrach, j'ai écrit à Oumeziane, alors secrétaire général de l'UGTA, pour lui demander de participer à ce travail* ». (El-Kenz). Ensuite, les dirigeants de l'UGTA dit : « *Vous faites un statut sans nous consulter* »¹²⁹, pour El Kenz : « *la Sonatrach était non seulement rentre prise la plus grande, mais une entreprise vitale pour l'économie du pays, compte tenu de l'importance stratégique du secteur qu'elle couvre. On a, donc, règle les problèmes de*

¹²⁸Ali El kenz : *Le hasard et histoire entretiens avec Belaïd Abdesselam* tome 2, ENAG / éd : 1990, op. cit

¹²⁹ Ibid.

Sonatrach et, ensuite, on a voulu faire de la convention Sonatrach un modèle pour le reste »¹³⁰.

En terme de mouvement sociaux, la recomposition du champ de syndicats autonomes qui réagissent et se démarquent du champ et des choix politiques, dit Kenz qu'en Algérie il y a une liberté d'expression comparent avec les autres pays arabes.

On constate d'après ses discours sur la situation du travail en Algérie, que dans des entreprises avaient eu des relations sociales entre les travailleurs et les gestionnaires même s'y avaient des problèmes, y avaient aussi des relations sociales au sein de l'organisation. Les syndicats eux même élaborent avec des stratégies, ça veut dire que les travailleurs avaient la liberté prises de décisions dans l'entreprise (le mode de gestion socialiste de l'entreprise).

¹³⁰ Ali El Kenz : *le double sense*. Op. cit.

Synthèse de chapitre

Dans ce chapitre concernant l'analyse thématique de contenu, on a touché les différentes perspectives théoriques sur le travail, sur le champ sociologique pour les comprendre. On a analysé sur les variables économique, politique et social chaque ces thématiques respectifs des auteurs Algériens. Nous avons commencé d'abord, Djamel Guerrid, qui a parlé sur la question l'ouvrier majoritaire et l'exode rural vers citadin pour avoir un job et subvenir leur famille par les citoyens algériens dans l'époque après l'indépendance, l'industrialisation comme processus et un facteur majeur de dynamisme économique de pays et aussi comme un déclencheur de civilisation contemporaine par apport un mode traditionnel stagné et lent, aussi le conflit divergent entre eux. Nacer Djabi sur la question de syndicalisme en Algérie comme un mouvement de revendication légitime pour les travailleurs pendant le colonialisme et après l'indépendance de l'Algérie avec une aperçue historique de chaque étape importante qui concerne sur le syndicalisme , et puis l'indépendance en 1962 et sa complexité aux divers obstacles de post-colonialisme en Algérie face aux pays impérialiste comme la France et ses alliés à l'époque de guerre froid et à la fois les revendications de peuple et les travailleurs aussi sur la question tout ce qui concerne de travail, on a tenu à traiter aussi les perspective de Djilali Liables sur la question de secteur privé et l'État et comment cette dernière va faire traiter sur la question l'exploitation la main d'œuvre ou la force de travail soit en privé ou en public avec bien sur une politique sociale de l'État qui intervenait durant tous ces années à la société algérienne après l'indépendance , Ali El Kenz , sur le plan historique , quel est le genre relation entre syndicalisme et travailleur par apport aux agent d'État algérien, et puis Abdelmalek Sayad sur la question de phénomène d'immigration et l'immigré qui sont liés aux divers complexités de problèmes à l'étranger, spécifiquement en France, sur la marginalisation, difficulté d'intégration à une autre culture, la question à chercher un travail et le déficit des emplois officiels et que les citoyens français ont eu des privilèges par apport les algériens , et d'autre facteur comme la politique et économie de l'État française, ça rentre aussi comme d'avantage pour les citoyens français par apport ces immigrés.

**Analyse sociologique des transformations de la
sociologie du travail en Algérie**

Analyse sociologique des transformations de la sociologie du travail en Algérie

Après avoir analysé et interprété les résultats de notre exploration documentaire dans l'analyse thématique, nous allons procéder à faire en forme de synthèses une conclusion de notre étude avec un petit rappel, vérifiant nos hypothèses émises au départ.

Première hypothèse :

Notre 1^{ère} Hypothèse qui a été formulée comme une réponse anticipative et comme le prolongement dans la question centrale dans la problématique, selon la vision Maurice Angers comme celle-ci : « Les perspectives théoriques des sociologues algériens ont contribué à l'analyse à travers la reconstruction conceptuelle comme un instrument de réflexion à la sociologie du travail »¹³¹.

Donc, pour cela, en Algérie. Sur cette hypothèse, elle touche un peu globale tous les auteurs ce qu'on a abordé sur la question de travail en Algérie, chaque auteur a sa spécificité d'analyse, on commençons d'abord à Djamel Guerrid, qui a traité et a analysé beaucoup de choses qui sont liées à la vie de travail en Algérie, sur l'industrialisation comme un phénomène récemment émergé à l'époque avant et après l'indépendance de l'Algérie, c'est un processus de déclenchement de civilisation moderne comme un mode de vie plus avancé et plus développé que le mode de vie traditionnel moins développé, donc automatiquement pour cela, la facilité de chercher et d'obtenir un travail dans les villes (la vie urbaine) est plus de chance à vivre adéquatement que de vivre en villageois traditionnel (la vie rurale), c'est-à-dire avec l'émergence de l'industrialisation dans les villes, on a la possibilité de trouver des emplois permanents plus que dans le mode de travail traditionnel saisonnier ou occasionnel dans les campagnes (la différence entre un travail agricole saisonnier et un travail dans l'industrie permanente est sûre comme la garantie de la santé comme la garantie médicale, hospitalisation et aussi la garantie sociale comme la protection sociale et environnementale, la sécurité pour un travailleur), il a expliqué aussi la ré-socialisation comme un processus qui aide un travailleur ou un ouvrier majoritaire selon la notion de Guerrid à intégrer à l'industrie, c'est la façon d'acquérir des compétences d'agir, de penser et d'être.

Nacer Djabi, il a traité sur la question de syndicalisme qui était complètement évidente liée au travail, parce que c'est un mouvement qui représente les travailleurs algériens et leur revendication légitime avant et après l'indépendance de l'Algérie, il a mentionné que le premier congrès de syndicat pour les droits des travailleurs fut une date 1963 (L'union générale des

¹³¹ Maurice ANGERS : *initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*

travailleurs Algériens ou UGTA) jusqu'à à l'instauration des syndicats autonomes de l'État et aussi de celui UGTA.

Par contre Djilali Liabès, a traité sur la question de force de travail et la politique social de l'État, cette politique caractérise pour aider et soutenir un ouvrier ou un travailleur algérien, d'autre côté la gestion politique étatique, on constate comme un processus d'implanter et d'instaurer des centres des formations au gens qui veulent informer et à travailler pour recruter des employés de qualité, et sur le côté social, offrir les loyers les logements, l'assurance médicale, et la scolarisation. Tous ces procédures mènent à faciliter de parvenir à former un travailleur compétant de sa tâche.

Deuxième hypothèse :

Notre deuxième hypothèse qui y est : « Les profonds mutations du travail sur le contexte politique, socio- économique ont caractérisé à la fois la crise du travail et de la sociologie en Algérie ». Cette hypothèse est infirmée car nous avons constaté d'après l'étude menée et avoir analysé les contenus documentaires, que le travail en Algérie pose beaucoup plus des problèmes dans les variables économiques, politiques et sociales.

Nous avons pu confirmer cette hypothèse sur le plan sociale et économique politique de Djamel Guerrid dont il constate l'industrialisation un facteur répétitif de crises social et culturelle en Algérie « *L'ouvrier Algérien dans leur grande majorité a toujours développé une opposition sourde, profonde et pas toujours consciente d'elle-même, à l'idée et à la manière d'industrialiser et une adaptation sélective à des aspects déterminés de cette industrialisation* » (Djamel Guerrid), pour cela il y a des problèmes entre l'ouvrier et les entreprises industrielles dont cet ouvrier cherche que d'apprendre leur tâche pour exécuter leur travail pour avoir leur salaire au sein de l'industrie, , l'entreprise ne respecte pas cet ouvrier et lui traite comme ouvrier sans compétences. L'Algérie a passé par des périodes de gestion politico-économique et sociale caractérisé par un mode de gestion socialiste et l'orientation vers l'économie de marché dans les années 1990. Et donc sur le plan politique avec les études de Nasser Djabi dont il affirme dans la perspective idéologique que « *le syndicalisme dit autonome n'a pas su faire le saut nécessaire pour dépasser ce qu'on pourrait appeler l'étape d'adolescence. Il ne s'impose pas encore, il n'a pas de vie organique ni de doctrine ni de stratégie syndicale claire. Les syndicats autonomes recourent parfois à des formes d'actions radicales et je ne vois pas de production d'élites à l'intérieur de ces organisations. C'est un syndicalisme qui n'a pas su démarrer sérieusement* » (Nasser Djabi), le syndicalisme autonome

algérien n'a pas su capitaliser tout ce qu'il a accumulé comme expérience ni apporter les clarifications idéologiques et doctrinales.

Liabes a constaté que l'entreprise privée a besoin d'aide en cas des crises socio-économiques par l'État. Donc, c'est une politique sociale de l'État, son idée est de rendre le secteur public un client du secteur privé ce que besoin d'un processus de structuration sociale dont l'État serait à la fois l'émanation et le moyen de légitimation dont il constat des graves distorsions touchant tous les secteurs de l'activité économique et de la vie sociale.

Concernant Abdelmalek Sayad, il a traité aussi la question de travail par rapport au phénomène immigration par rapport la question de travail , surtout les immigrés algérien en France, il a analysé sur le plan politique et juridique que la France a fait décréter ensemble des lois qui donne d'avantage à les citoyens français par rapport les immigrés algérien : droit de voter, avoir des statuts de travail important au sein de la société et à la fois dans les poste étatique ,le but à décréter ces genres lois est de contrôler l'exode massive migratoire en Afrique vers la France Sur le côté social, les mutations ont touché à la fois Algérie comme la fuite des cerveaux et des cadres, la France qu'elle n'a pas pu contrôler la masse migratoire. Par contre d'ordre économique est relative sur le déficit des emplois et le niveau de salaire.

Par contre Ali El Kenz, il a mentionné historiquement, qu'il y a un vrai conflit entre les agents de l'État algérien et les agents de syndicalisme qui représentent les revendications pour des travailleurs algériens.

Conclusion

En guise la conclusion que nous pouvons affirmer que perspectives théoriques des sociologues algériens ont contribué à l'analyse sociologique à travers la reconstruction conceptuelle comme un instrument de réflexion à la sociologie du travail en Algérie et que les nombreuses auteurs ont trouvé des variables obstacles à lors d'études la société algérienne en générale et dans le champ du travail en particulier .aussi, la construction de leurs perspectives théoriques tels que les profondes mutations du travail sur le contexte politique, socio-économique qui ont caractérisé à la fois la crise du travail et de la sociologie en Algérie.

En s'appuyant sur ces résultats et dans l'approche structuriste qui postule l'existence de l'influence de la sociologie du travail en Algérie sur les diverses perspectives théoriques des auteurs algériens, dans laquelle nous avons inscrit notre recherche, donc nous pouvons dire que nos hypothèses ont été confirmées.

Conclusion générale

Conclusion

Au long de notre recherche sur la sociologie du travail en Algérie entre les grands auteurs et les principales bases théoriques, en arrivant en terme que nous pouvons affirmer que la sociologie du travail est une outille immatérielle contribuant aux études faite par ces sociologues algériens.

La sociologie du travail est une discipline scientifique contribuent par des chercheurs dans la représentation sociales en l'étudiant vis-à-vis de leur formation et de leur cursus universitaire ainsi que leurs aspirations professionnelles, nous avons pu constater que notre populations d'étude ne demande pas le cas pratique(le stage) par ce que notre nature de recherche(est l'analyse de contenu qui exige seulement de prendre un texte ou un corpus dans un ouvrage choisis à étudier(analyse les corpus) un cas en s'attachent à une approche plutôt structuraliste et constructiviste et ces études et ces analyses du travail dans la société Algérienne se résument dans les traits variables essentielles d'une économie , d'autre socioculturelle et politique. L'Algérie s'est engagée au lendemain de son indépendance dans un ambitieux programme de développement dont l'objectif est de construire à longue terme un système productif capable de satisfaire les besoins de consommation des Algériens et de leur assurer le plein emploi. Les problèmes de l'Algérie indépendante c'est à l'entreprise publique, instrument privilégié de la réalisation de la politique économique de l'État que revient la charge d'assurer le développement du pays, dont choix de la grande organisation publique est motivé par les nationalisations qui confirment la forte détermination du régime algérien à consolider son indépendance politique par la conquête de l'indépendance économique. L'État comme instrument de réalisation et de réussite du projet du développement économique et sociale se voit confier trois fonctions essentielles : une fonction économique mettre en place et conduire une économie moderne ; une fonction sociale distributive faisant de lui un État-providence et enfin, une fonction de disciplinarisation comme le dit Guerid. Car au-delà de la tâche de développement et de modernisation qui lui était fixée, l'industrialisation a été conçue en Algérie comme un instrument de libération économique.

Les sociologues trop préoccupés par la tâche développementaliste à l'heure de l'économie de marché se limitent à la restructuration du secteur public et à la réhabilitation à demi-mots du secteur privé, la décennie quatre-vingt-dix marque inéluctablement un tournant dans le processus de libéralisation de l'économie algérienne. La notion d'économie de marché n'a

Conclusion générale

émergé que très lentement dans les discours politiques. Il aura fallu attendre la levée du monopole de l'État sur le commerce extérieur et la libéralisation partielle des prix pour que cette notion jugée jusque-là honteuse, soit définitivement consacrée par les pouvoirs publics. L'économie de marché n'étant plus un tabou, l'État a entrepris, sous la pression des institutions internationales, dans cette phase de transition vers l'économie de marché, la sociologie est à nouveau appelée à la rescousse pour relayer le nouveau discours étatique sur la promotion du secteur privé et la restructuration-privatisation des entreprises publiques. Dès lors, il n'est pas étonnant qu'à partir du début des 1990 on observe une concomitance entre la libéralisation économique et la transition vers l'économie de marché d'une part et le fait que sociologues et économistes commencent à s'intéresser au monde de la PMI d'autre part. Hier fortement décrié, l'industrie privée devient des nouvelles orientations économiques. C'est sur lui que reposent désormais tous les espoirs de la création d'emploi et de la croissance économique. La petite industrie jouit désormais de tous les égards tant de la part des pouvoirs publics algériens que des institutions internationales telle que le FMI.

UGTA, la cellule de base notre recherche révèle, que malgré les contraintes parfois abusives de l'État aux employeurs, les restrictions des libertés syndicales qu'imposent le code du travail et le laisser aller des instances dirigeantes de l'UGTA, il semble qu'il y ait des hommes, qui disposent de volonté et de facultés qui leurs permettent de défendre leurs intérêts et ceux de leurs collègues de travail. Nous devons reconnaître que le rôle d'un vrai syndicaliste n'est pas une simple tâche, lorsqu'un syndicaliste adopte des attitudes revendicatives, même pacifiquement, il peut encourir des risques qui peuvent parfois lui être fatales. Et lorsqu'il adopte des stratégies de silence dans certains cas, là où, il n'arrive pas à défendre l'indéfendable, dans ce cas, des jugements de culpabilités lui seront émis par ses collègues de travail. Selon cette logique, la question du droit syndical ne mérite pas qu'elle soit inversée.

Dont le centre de recherche en économie appliquée au dynamiques en sciences sociales, l'université algérienne n'apparaît plus comme le pôle de production des connaissances dans un pays qui vit paradoxalement de grandes transformations sociales et culturelles.

En guise de conclusion que nous pouvons affirmer que ces grands sociologues Algériens ainsi que leurs discours ont eu beaucoup contributions dans le champ de la sociologie du travail.

Ils nous donnent une richesse des connaissances sur le plan économique et politico-sociale, ce qu'ils ont contribué dans la mesure socialiste et professionnelle des travailleurs, leur en

Conclusion générale

transmettant ses valeurs et normes qui permettront l'intégration, l'insertion dans le monde du travail.

Dans l'esprit des sociologues algériens, l'industrialisation appréhendée comme un processus de déclencheur civilisationnel.

Liste bibliographique

- Ali El Kenz : *le double sense*.
- Ali El kenz : *Le hasard et histoire entretiens avec Belaïd Abdesselam tome 2*, ENAG / éd : 1990.
- Ali El kenz : *Le hasard et histoire entretiens entretiens avec Belaïd Abdesselam tome 2*.
- Bourdieu P., Darbel A., Rivet J.-P. et Seibel C., *Travail et travailleurs en Algérie*.
- Bourdieu P., *Questions de sociologie*, Paris. Éd de minuit, 2022.
- Bourdieu P. et Sayad A., *Le déracinement*, Paris, vol :14, éd. De minuit, 1964.
- Bourdieu P., *La fabrique de l'habitus économique : Bourdieu et la travail*, ed presses universitaires de rennes, 2015.
- DLAMEL GUERRID : *L'exception algérienne- Les limites d'une acculturation. La modernisation à l'épreuve de la société*, Casbah éd. 2007.
- Djilali Liables, *Capital privé et patrons d'industrie en Algérie 1962-1982*, Ministère de la culture, 2009.
- Friedmann G., Naville P., *Traité de sociologie du travail*, Paris, Armand Colin.
- Francis FARRUGIA, *sociologie de la connaissance*.
- Guide du droit du travail*- Lexique du droit du travail, TOSSOT édition.
- Luc Van Compenhoudt, Raymond Quivy, *manuel de recherche en sciences sociales*.
- Laurence BARDIN, *l'analyse de contenu*, Université paris.
- Musette mohamed Saib et Isli M.A Nacer-Eddine Hammouda *Marché du travail et emploi en Algérie : Éléments pour une politique nationale de l'emploi*.
- MACE Gordon, *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*.
- Maurice ANGERS : *initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*.
- NASSER DJABI- Kaidi Lakhdar : *Une Histoire du Syndicalisme algérien*
- Philippe BERNOUX, *la sociologie des organisations*.
- SABINE Erbès-Seguin, *la sociologie de travail*.

Reference bibliographique

-Sayad, Abdelmalek : *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité tome 1.*

Les sites : web :

-PDF : Bourdieu P, *Certaines rencontres participent à cette prise de conscience.*

-PDF : Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat.*

-PDF : Bourdieu P. *La logique interne de la civilisation algérienne traditionnelle.*

-Article site web : *En quelques minutes d'hélicoptère, on passe de l'époque néolithique, avec la femelle humaine clan.*

-Moundir Lassassi et Christophe Muller *Insertion Sur Le Marche Du Travail En Algérie.*

- Article web site : L'UGTA : *note sur l'action syndicale en Algérie.* Alger.

-<https://economy-pedia.com/11040721-working-market>.

-<https://www.maxicours.com/se/cours/conditions-de-travail-qualifications-et-competences>.

-<https://www.cairn.info/revue-vacarme-1997-4-page-8.htm>.

-<https://www.melchior.fr/synthese/quel-avenir-pour-le-salariat>.

-<https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1198889-emploi-definition-traduction>.

-Article : Revue européenne des sciences sociales.

-PDF : Nasse Djabi : Celle du secteur privé.

- Article : ONSS- M.S. MUNETTE, CREAD Journées de l'entreprise algérienne : Emploi, Formation et Employabilité.

-Article site web : VELENTINE HELARDOT, Précarisation d'emploi et du travail dans la construction des expériences.

-Akram El Kebir : *Djamel Guerrid*, El Watan, publié le 07 /09/2013.

- Article : DJAMEL GUERRID, *l'exception algérienne, la modernisation à l'épreuve de la société*, casbah Edition, ville n°6, lot. Said Hamdine, 16016. Alger. P. 219-226/227 et 250.

-Article : Jeune d'Afrique, par Karim Bensalem : *archives Nasser Djabi*,2005.

Reference bibliographique

- PDF : Nasser Djabi, Samir Larabi et Abdelkrim Boudra : *Algérie et justice sociale (Le mouvement syndical dans le secteur privé)*, p. 6,7 et 10.
- Article : Weiss 1979. p. 295.
- Web site : Merani, Hacène.
- Article : Djabi et Al, 2001.
- Friedrich stiftung : Algérie, *le mouvement syndical dans le secteur privé*.p. 3-5.
- Nasse Djabi : *Celle du secteur privé* 2015.
- Site Web, Joeli Kivits : *Reproduction Et D Iffusionen Science Sociale, L'analyse De Contanu*.
- PDF : RACHID MIRA, *Économie politique de l'industrialisation en Algérie, analyse institutionnelle en long période*, Université Sorbonne Paris Cité, 2015, p. 141.
- Article : Durkheim, *la sociologie de education* 1966.
- Web site : El Mouhoub Mouhoud, *L'immigration en France*, p 52, version books, téléchargement sur site z librarvs.
- Site web : *Définition : étranger-immigré* : http://sspsd.u-strasbg.fr/IMG/pdf/cm_soc25D_fichet.pdf
- Site web, *Définition : étranger-immigré*.
- Article web sur *Sociologie Politique D'un Populisme Autoritaire* : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2012-2-page-27.htm>.
- Site web : sur le marché de travail : <https://economy-pedia.com/11040721-working-market>.
- Site web : *sur Le rôle de l'État en relations du travail* : <https://www.erudit.org/en/journals/ri/1900-v1-n1-ri01083/1021436ar.pdf>.
- PDF : Ministère de la culture, Djilali Liabès : *le capital privé et patron d'industrie*, 2009O

Résumé :

La sociologie du travail est l'une des branches importantes à la sociologie en tant que domaine dans sciences humaines et sociales, qu'elle est reconnue récemment dans les années soixante en France en tant spécialité sociologique, elle se focalise sur la masse ouvrière, nombre des industries, la productivité, le chômage ...etc.

La sociologie du travail en Algérie a fait beaucoup couler d'encre par des sociologues comme le français Pierre Bourdieu et aussi des Algériens comme Djilali Liabes (sur la question de secteur privé en Algérie et ses partons). Nasser Djabi (sur les mouvements ouvriers et le syndicalisme selon contexte historique). Djamel Guerid (sur la question l'industrialisation comme un facteur déclencheur à la modernisation la société traditionnelle. Abdelmalek Sayad (sur la problématique de phénomène l'immigration des Algériens vers la France sur ses causes et conséquences par rapport la question de travail) et puis, Ali El kenz là où il a traité la dualité conflictuelle entre deux types d'agents (les agents d'État qui exercent l'autorité à les industries et d'autre coté, les syndicats défendent les revendications des employés). Chaque ces sociologues-là, construisent à ses propres théoriques et perspectives au cours de leurs recherches.

La méthode utilisée est qualitative (notre recherche non mesurable), en outre pour ça, on a utilisé la technique d'analyse de contenu pour le but à collecter des données pour autant possible par la lecture flottante (exhaustive). L'objet de notre recherche est d'obtenir et d'offrir pour autant possible des données crédibles vérifiable sur la question sociologique du travail en Algérie selon contexte socio-culturelle et économique et politique par rapport à l'actualité.

Mots clé : L'industrialisation, ouvrier majoritaire, l'industrie, la sociologie du travail, le travail, syndicalisme, mouvement ouvrier, secteur privé, l'immigration, chômage.

Abstract :

The sociology of work in Algeria drawn a lot of ink from sociologists, both algerians or foreneiners like french sociologist Pierre Bourdieu, or algerian like Djilali Liabes (who he treats about prevate sector and theirs leaders). Nasser Djabi (about worker mouvements, syndicalism in historical context). Djamel Guerid (about industrialization as trigger of mdernization about traditionnal soiety). Abdelmalek Sayad (problimatic phenomenon about immigration towards France with causes and consequances in relation with work). And finaly, Ali El kenz where he dealt with a conflictual duality between two types of agents (states officials who exercise authority over the companies and the other side, the syndicalists who defend the demands of employers. Each sociologist constructs their omn theories and perspectives during theirs researchs in their time.

The method that we used is qualitatives (our subject selected is not quantified), moreover of that, we used a technical analysis of content (maximise reading books for collecting data on texts). The object stadying our research is to obtain and offer as much possible the data a credibly, testably for everyone about sociology of work in Algeria according historial and socio-cultural and economical context in relation with current of reality.

Key words : Industrialization, the majority worker, industry, sociology of work, labor mouvement, syndicalism, prevate sector, immigration, unemployment.